

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 47-48 (1161) 4 décembre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. - Dépôt Bruxelles

19

Turquie : les jeunes affrontent les balles



INDEX

“Attention aux types du PTB !”

La gendarmerie ment aux comités pour les enfants disparus
..... P. 4

Projet d'une police unique

SP : tout le pouvoir à la gendarmerie
..... P. 4 et 7

Supplément livres

Des idées de cadeaux pour la Noël
..... P. 11-14

Sidérurgie wallonne

Un coq sur le tas de fumier
..... P. 15

Soutien à la famille Vajeu à Libramont

Nouveau drame de la politique inhumaine de Vande Lanotte
..... P. 16

Visite de l'orphelinat de Shanghai

Des soins de qualité
..... P. 18

Sibel Yalcin (17 ans) a été abattue par la police turque à Istanbul. De plus en plus de jeunes participent pourtant à la lutte contre le régime fasciste.



Les forçats de la route

Philippe Colin et Papyrus

Après douze jours de grève, les routiers français ont obtenu gain de cause sur l'essentiel de leurs revendications : la retraite à 55 ans et le paiement de toutes les heures travaillées.

Ils ont reçu le soutien des cheminots français, mais aussi de leurs collègues de Belgique et d'Europe, qui connaissent des conditions de travail semblables. Leur lutte est liée à la défense du transport public. La politique du "tout-camion" brise les statuts et les conditions de travail et démolit l'environnement.

Patrons, modérez vos transports !

André, routier belge, solidaire de ses collègues français

Les routiers belges ont-ils aussi des raisons de se plaindre ? « Absolument, estime André, 62 ans. Ce métier, c'est de l'esclavage. » André est arrivé en Belgique en 1965 pour travailler dans la mine. Celle-ci ferme ses portes après quelques mois et il devient chauffeur international salarié, métier qu'il avait déjà pratiqué dans son pays. Après trente ans de route et des problèmes à la colonne vertébrale — maladie professionnelle classique des chauffeurs poids lourds — il est aujourd'hui au repos.

C'est vraiment un esclavage ?

André. Absolument. Les conventions collectives et les règlements sur les salaires et les conditions de travail ne sont pas respectés. Normalement, un chauffeur peut conduire durant quatre heures, prendre une heure de repos, reprendre le volant pour quatre heures, puis se reposer durant huit heures. Si l'on respecte ces normes, un chauffeur ne peut avaler qu'un maximum de 3.000 kms par semaine. Or, tous parcourent leur 4.500 kms hebdomadaires. Il faut compter qu'un routier travaille 70 heures par semaine. Moi, j'ai connu des pointes de 85 heures ! Et il y a ceux qui font les "navettes" : ces routiers effectuent de courtes distances qu'ils répètent à longueur de journée, c'est-à-dire de cinq à vingt-deux heures, dimanches compris, et sans que l'on compte la moindre "heure supplémentaire" puisque, comme tous les chauffeurs, ils sont payés au forfait.

En général, il y a quand même des jours de repos ?

André. Sur la fin de ma carrière, j'avais le dimanche... Mais je devais remonter dans mon camion le dimanche soir. De toute façon, si on n'accepte pas les conditions du patron, on est considéré comme un "mauvais" chauffeur et on est tout simplement viré.

On entend souvent dire que c'est sans doute un métier dur, mais bien payé.

André. Normalement, le salaire horaire tourne autour de 300 F, avec des primes de nuit, etc. En fait, le patron ne calcule pas comme cela, il paie simplement au forfait : environ 14.000 F par



En riposte aux menaces et à l'intransigeance du gouvernement, les routiers français ont bloqué les voies d'accès du grand marché de Rungis, au sud de Paris (photo), mais aussi les principaux dépôts de carburant du pays.

semaine.

C'est de l'exploitation pure et simple...

André. Vu la concurrence qui sévit dans le secteur, le patron est "obligé" d'exploiter les camionneurs. Mais quand on parle de patrons, il faut faire une distinction. Il y a quelques grosses sociétés par qui passent les usines et les expéditeurs importants et qui contrôlent ainsi tout le marché du transport et il y a les "petits patrons" qui n'ont que quelques camions et qui travaillent en sous-traitance pour les grosses firmes. Celles-ci mettent les petits indépendants en concurrence pour faire baisser les prix. On ne sait pas combien les grosses firmes touchent au kilomètre (50,60 F ?). Ce qu'on sait, par contre, c'est qu'un petit patron touche 27 F du kilomètre. La différence est empêchée par les "gros". Pour rouler à ce prix-là sans faire faillite, il faut obligatoirement exploiter les chauffeurs et leur imposer des conditions de travail inhumaines. Les grosses firmes, quant à elles,

commencent à liquider leurs propres camions et finiront par devenir de simples "distributeurs de travail" qui s'adresseront aux petits patrons les plus "compréhensifs", ceux qui exploiteront au maximum leurs routiers. C'est une véritable mafia !

La police n'a pas envie de faire des misères aux patrons

Les conditions de travail ne pourront donc qu'empirer ?

André. Exactement. D'autant plus qu'avec le "just in time" qui se généralise, les contraintes horaires imposées aux chauffeurs seront de plus en plus dures. Au début que je travaillais comme chauffeur, les conditions étaient dures mais pas comme aujourd'hui : on nous envoyait pour une semaine en Italie en nous laissant organiser notre boulot au mieux. Aujourd'hui, tout cela est inimaginable, c'est "marche ou crève". Les patrons savent bien que, vu le chômage, il y aura toujours des

gens qui accepteront les conditions qu'ils imposent.

Les contraintes n'obligent-elles pas les chauffeurs à prendre des risques, à transgresser le code de la route ?

André. C'est clair. Il m'est arrivé de devoir partir pour Berlin en soirée alors que j'avais déjà roulé une dizaine d'heures durant la journée en Belgique. Si on m'avait arrêté, j'aurais été coincé. On a donc jeté le disque de la journée (ce disque qui permet de contrôler la durée du travail du chauffeur) pour en mettre un nouveau, tandis que le patron me délivrait une attestation disant que j'avais été en congé toute la journée, pour le cas où j'aurais été contrôlé.

Parfois, on a des problèmes avec les amendes. C'est évidemment le patron qui les paie, mais il arrive que le chauffeur doive avancer l'argent en tout ou en partie, et c'est souvent la croix et la bannière pour le récupérer ! Tout le monde, y compris la police, sait bien qu'on triche. Et pourtant, ils ne font rien. Parfois, c'est vrai, la police vient

trouver le patron quand il y a eu infraction. Mais celui-ci a beau jeu d'incriminer le chauffeur en disant que c'est lui qui ne respectait pas ses consignes, etc. Il est évident que la police n'a pas envie de faire des misères aux patrons du secteur...

Qu'en est-il de la solidarité entre les chauffeurs ?

André. Elle existe. Un jour, le patron m'a demandé de partir avec le camion d'un camarade. Quand j'ai appris que ce camarade était en fait licencié, j'ai refusé de partir et tous les autres aussi ! Cela m'a valu mon licenciement ! Mais c'est vrai que, vu que l'on est toujours sur les routes, les actions sont plus difficiles à organiser. Il est arrivé que des chauffeurs portent plainte contre le patron. En trente ans, j'ai connu deux cas et ils ont eu gain de cause : les deux sociétés ont été condamnées et ont dû fermer. Inutile de préciser que ces deux chauffeurs étaient "brûlés". S'ils voulaient retrouver du boulot dans ce secteur, il valait mieux déménager...



Camions bloqués par la grève des routiers à Calais, principal port français à destination de l'Angleterre.

«Un pied en prison, l'autre au cimetière»

Sur l'autoroute Bruxelles-Paris, à Valenciennes

«Vous tenez le coup ?» demande un responsable régional CGT par GSM. «Positif !» Une trentaine de camions bloquent l'autoroute Paris-Bruxelles à hauteur de Valenciennes. Un barrage comme il y en a plusieurs centaines en France. Jeudi, les routiers de Valenciennes ont «libéré» les camionneurs étrangers dont ils bloquaient le passage depuis lundi.

«Mais ils étaient pratiquement tous solidaires de notre lutte, Belges, Allemands, Espagnols...», précise Henri, celui du groupe comptant le plus d'années de service. «Ca fait trente-trois ans que je roule. J'ai dormi plus souvent sur ma couchette que dans mon lit.»

Voilà pourquoi tant de routiers connaissent des problèmes familiaux. Gérard confirme : «J'ai cinquante ans, une femme et deux filles. Il y a vingt-cinq ans que je roule et je n'ai pas vu mes enfants grandir. J'ai eu la chance de les garder mais beaucoup de routiers rentrent à la maison un jour et il n'y a plus rien. De plus, avec le risque d'accident dû à la fatigue, on a en permanence un pied en prison, l'autre au cimetière.»

Les routiers, réunis dans la remorque qui leur sert de pièce de séjour depuis le début des actions, expliquent leur boulot : «Nous

partons une à deux semaines, parfois plus. On conduit dix heures par jour mais il faut souvent plusieurs heures pour charger, décharger et tout régler. Ca fait des journées de quatorze à seize heures.»

Jean-François, trente-quatre ans, fait le calcul : «Si on tient compte de toutes les heures prestées, on gagne moins que le "smic", qui est de 30 FF (180 FB) l'heure. Les patrons se font une telle concurrence. Ils ont cassé les prix sur notre dos.»

«Avec ce que l'on gagne, on évite de dépenser les indemnités de logement et de repas. On mange un casse-croûte au volant afin de garder l'indemnité pour la femme et les enfants», confie Marcel.

Et on dort sur la couchette du camion, dans des conditions parfois déplorables : «Le camion que je conduis depuis un an n'a pas de chauffage pour la nuit. Le matin, il y a une épaisse couche de glace sur le pare-brise et mes vêtements sont humides. Une vie de chien !»

De Renault Vilvorde à Renault Douai pour deux fois rien

«Nous sommes encore privilégiés par rapport à certains, estime

Marcel. Une société de Valenciennes a embauché des jeunes pour faire le transport de Renault Douai à Renault Vilvorde. Ils leur ont fait accepter un contrat de 4.000 FF (24.000 FB) par mois, avec le repas de midi pour seule indemnité.»

Huit jours sans le moindre salaire

«Certains patrons, ajoute Gérard, profitent de la pénurie d'emploi pour engager des chauffeurs à l'essai gratuitement pendant 8 jours. Après quoi, ils prétendent que le travailleur ne convient pas et ils recommencent avec d'autres.» Achille, quarante-trois ans, a eu un accident de la route et se trouve en incapacité de travail. Il est néanmoins venu soutenir ses compagnons de travail : «Les camionneurs belges aimeraient avoir la même chose que nous. Ils devront se battre également. Mais bon courage, car en Belgique, on est vite viré.»

Voilà la voiture break d'un resto du coin qui apporte des boissons et des aliments.

«Une grande partie de la population nous témoigne sa solidarité et certains nous soutiennent financièrement : des commerçants, des automobilistes, des sections du PCF...»

Le règne de tout-en-camion

Le nombre de victimes d'accidents de la route dus aux poids lourds ne cesse d'augmenter. En France, les poids lourds ne représentent que 2 % du parc automobile mais ils provoquent 14,8 % des décès sur la route (1). Cinquante mille personnes meurent chaque année sur les routes européennes (2). Les gouvernements européens ont une énorme responsabilité dans cette hécatombe. Depuis une vingtaine d'années, s'empresant de répondre aux exigences du patronat, ils ont outrageusement encouragé le transport routier en lui offrant d'énormes avantages fiscaux par rapport aux autres moyens de transport. Ils ont aussi permis aux patrons transporteurs d'exploiter leurs chauffeurs comme de véritables

esclaves. Ainsi, selon les pays, les législations "autorisent" les chauffeurs à rouler de soixante à septante-deux heures par semaine pour des salaires horaires allant de 139 à 166 FB nets. La raison principale en est l'exigence de la production à "flux tendu" (le "just in time"). Les gros actionnaires des entreprises obligent celles-ci à libérer le capital immobilisé dans les stocks, c'est-à-dire à réduire leurs stocks à zéro. Il faut donc transporter rapidement et à moindre frais, au gré de la demande. Les gros industriels ont aussi de plus en plus recours à la (fausse ou vraie) sous-traitance pour réduire leurs "coûts" salariaux.

1. AFP, 6 février 1996. 2. Eurostat 1990.

Destruction du chemin de fer

Les exigences de la production à "flux tendu" (voir ci-dessus) provoquent une véritable destruction des transports ferroviaires. Le transport de marchandises par le train a régressé de 8,5 % de 1992 à 1993 dans l'Union européenne (1), atteignant les pics de -15,7 % en Espagne et de -11,2 % en Grande-Bretagne où le "flux tendu" et la sous-traitance sont le plus vigoureusement imposés par le patronat. Parallèlement, le transport routier est passé de 50,6 % à 69,9 % du transport de marchandises de 1970 à 1990 (2). Même si un camion de 35 à 40 tonnes consomme, par kilomètre, deux fois et demi plus d'énergie qu'un train pour

transporter une tonne de marchandise (3), les avantages sont multiples pour le patronat. Les routiers sont peu syndiqués alors que les cheminots le sont presque tous. On peut donc faire d'importantes économies sur le dos des camionneurs taillables et corvéables à merci tout en démantelant les bastions syndicaux que représentent les chemins de fer où les conventions collectives assurent encore des conditions de travail et de salaire relativement acceptables.

1. Rapport d'activité 1993-1994 de l'Union Internationale des Chemins de fer (UIC). 2. Bulletin des Communautés européennes, supplément 3/93. 3. Le Monde, 26 novembre 1996.

Soutien du secteur public

Grèves chez les cheminots, manifestation de postiers, des travailleurs de Thomson récemment privatisée... Les travailleurs français du public manifestent à nouveau pour le maintien du service public et contre les règles de Maastricht. Les cinq fédérations syndicales de la SNCF ont aussi appelé les cheminots à soutenir les routiers dans leurs actions.

A Rouen, les cheminots sont en grève en front commun depuis le 26 novembre. L'un d'eux, Gabriel Calippe, explique : «Dans le transport, il y a déjà eu la casse du statut des marins et celui du transport aérien. Il y a une volonté de la Commission européenne de Bruxelles de pratiquer cette casse des statuts pour permettre aux entreprises

de faire toujours plus de profits sur le dos des salariés. Nous qui avons un statut, mais qui n'en connaissons pas moins des conditions difficiles, nous pouvons imaginer ce que nous deviendrions si nous ne l'avions pas, si nous étions logés à la même enseigne que les routiers.» (1)

Nous vous conseillons de lire à ce sujet "Privé de Public, à qui profitent les privatisations" (EPO, 1996). Gérard de Séllys y explique comment les privatisations constituent une attaque frontale contre les travailleurs des secteurs publics et privés. Entre autres en démantelant les bastions syndicaux que sont encore les services publics.

1. L'Humanité, 28 novembre 1996.

Des revendications qui tiennent la route...

A bord d'un camion garé au beau milieu de l'autoroute Paris-Bruxelles, Gérard et Daniel, délégués CFDT d'une entreprise de transport d'automobiles, nous expliquent les revendications des routiers. «Nous avons déjà obtenu satisfaction sur trois points, explique Gérard. La retraite à 55 ans, après 25 ans de travail comme routier, est acquise. La prime de couchage, qu'on voulait enlever à ceux dont le

camion est muni d'une couchette, est maintenue pour tous. Et les jours de carence pour maladie diminuent de moitié : jusqu'à présent, en cas de maladie, les dix premiers jours ne sont pas payés. De nombreux camionneurs sont obligés de prendre sur leurs congés payés lorsqu'ils sont malades. Nous avons obtenu le passage de dix à cinq jours. Nous exigeons aussi la fixation d'un salaire minimum pour tous :

10.000 FF (60.000 FB) brut par mois pour 200 heures de travail et 8.150 FF (49.000 FB) pour 169 heures.»

«Actuellement, nous sommes payés pour les heures de conduite, précise Daniel, mais pas pour les nombreux temps perdus — charger, décharger, attentes diverses. Nous lèverons les barrages quand nos salaires seront augmentés et que les temps d'attente seront payés. Pour obtenir

quelque chose, il n'y a que la lutte...» Gérard conclut : «Ces dernières années, les patrons se sont servis des travailleurs pour faire passer leurs propres revendications, par exemple la baisse du prix du gasoil. Mais maintenant, il s'agit vraiment d'une lutte des routiers contre l'exploitation et — notez bien cela dans votre journal — contre l'Europe des capitalistes. Et cette fois, les cinq syndicats (CGT,

CFDT, FO, CFTC et FNCR) se tiennent et dirigent activement la lutte»

«Cette lutte est un formidable encouragement pour tous les salariés», souligne la CGT, selon laquelle, «dans toutes les professions, les revendications des salariés du transport recourent des préoccupations légitimes.» (1)

1. L'Humanité, 2 décembre 1996.

EDITORIAL

Halte à la police unique

Herwig Lerouge

Vande Lanotte et le SP veulent imposer au gouvernement leur plan pour une police unique ce 7 décembre. Ils proposent l'absorption de la police judiciaire et de trois autres forces de police par la gendarmerie.

Ils affirment répondre ainsi à la demande pour une meilleure protection des enfants et une lutte plus efficace contre le crime organisé. Rien n'est moins vrai.

Ce plan existe depuis des années. En juin 1994, le chef de la gendarmerie De Ridder estimait qu'«une police unique était indispensable à terme» et qu'il faudrait faire de la gendarmerie «l'axe indispensable d'un futur système policier.» La gendarmerie n'offre aucune protection contre le crime organisé. Elle «génère plus de crimes qu'elle n'en résoud», dit Hugo Coveliers, sénateur VLD.* De plus en plus de gens sont convaincus qu'elle est impliquée dans le plus grand crime de l'après-guerre : les tueries du Brabant wallon (28 morts). 86 % des téléspectateurs de l'émission «Controverse» (RTL, 1/12/96) pensent que les attentats de la Bande faisaient partie d'un coup d'Etat de la gendarmerie et de l'extrême droite. Elle a saboté l'enquête sur les enfants disparus. Le colonel Luyten a trempé jusqu'au cou dans le trafic de drogue. Il a dirigé pendant 12 ans le Bureau Central de Recherche de la gendarmerie qui a organisé l'opération «Othello». Ces crimes sont aujourd'hui connus parce que d'autres policiers, non-gendarmes, les ont révélés. Si la gendarmerie est seule autorisée à mener des enquêtes judiciaires, tout cela restera secret. La gendarmerie n'est pas du tout démocratisée contrairement à ce qu'affirment les dirigeants du SP. Son chef vient de conclure un accord avec les tortionnaires de la police turque, la plus féroce en Europe. L'état-major se comporte toujours comme s'il était au dessus des lois. Il demande à ses gendarmes une loyauté absolue envers leurs chefs, mais leur permet de mentir lorsqu'ils sont interrogés par un juge. Il dicte les réponses que doivent donner les gendarmes à la commission Dutroux. Il menace de sortir des dossiers compromettants sur ceux qui osent critiquer la gendarmerie.

La gendarmerie n'est pas là pour lutter contre le crime. Son équipement, sa formation et son temps sont consacrés à la lutte contre les manifestants, les grévistes. Elle espionne tous ceux qui luttent pour une société plus juste. En mars 96, trois secrétaires du Setca ont révélé qu'elle dressait des listes de syndicalistes. Elle passe plus de temps à monter contre le PTB les comités pour la défense des enfants, qu'à trouver les organisateurs des réseaux de prostitution infantile. Nous voulons la dissolution de cette armée contre le peuple. Mais aujourd'hui, la première urgence est d'arrêter les projets de police unique.

* A la fête d'Objectif à Anvers, le 23 novembre 1996.

La BSR nous dresse sans cesse contre le PTB**Agissements policiers au sein des comités pour les enfants**

La gendarmerie, surtout la BSR, consacre beaucoup plus de temps à saper l'influence du PTB dans les comités pour les enfants disparus qu'à rechercher les gros bonnets de la bande de Dutroux. C'est ce qui ressort de plusieurs témoignages, dont celui d'Anita Goffins, d'Hasselt.

Staf Hendrickx et Kris Merckx

Durant le week-end précédant la Marche blanche, 3.500 personnes manifestent, précédées de gros camions. Anita Goffins en a pris l'initiative : la coupe est pleine et il est temps de protester ouvertement. Plusieurs manifestants décident alors de mettre sur pied un comité.

Un comité baptisé «Recht tegen onrecht» (Le droit contre l'injustice) est créé à Hasselt. Dès cette réunion, la gendarmerie formule ses «souhaits» au comité. Ce n'est pas le voleur mais celui qui crie «Au voleur» qui est suspect à ses yeux. Toutefois, l'agent de la BSR est vite mis à la porte. Le comité choisit une orientation et entreprend des actions. Le 17 octobre, des centaines de milliers de personnes protestent dans tout le Limbourg contre l'arrêt-spaghetti. Devant le Palais de justice d'Hasselt, les oeufs et les slogans volent.

Le 2 novembre, une action est menée sur la grand' place d'Hasselt. On y appelle aussi à la manifestation du Comité «Kim et Ken», le 17 novembre à Anvers.

Le témoignage d'Anita Goffins

Par la suite, le conseil d'administration du comité retire son soutien à la marche «Noir sur blanc». Incompréhensible. Que s'est-il passé entre-temps ? La gendarmerie et la BSR n'étaient pas restées les bras croisés. Plusieurs administrateurs ont reçu des coups de téléphone de la gendarmerie et Anita Goffins a reçu la visite de la BSR. Elle en a témoigné à l'assemblée générale du 18 novembre : «Pendant des semaines, nous avons reçu des coups de téléphone de la BSR et de la gendarmerie qui nous mettaient en garde contre l'infiltration du PTB dans le comité Kim et Ken et contre le



Un calicot du PTB à la manif du Comité Kim et Ken. Le coordinateur de ce comité accuse la gendarmerie de consacrer plus de temps à dénigrer le PTB qu'à enquêter sur la bande de Dutroux.

recours certain à la violence au cours de la manifestation. S'il y avait des blessés, nous en serions tenus pour co-responsables. Nous nous sommes laissés tromper par ces coups de téléphone. Je m'en excuse sincèrement.»

Le mal était fait : les différentes asbl ont commencé à se méfier l'une de l'autre et les actions communes ont été sabotées. La réaction de Paul Marchal a mis en garde les asbl : «qu'elles ne se laissent pas diviser d'une telle manière, mais qu'elles collaborent. Vous vous êtes laissés induire en erreur. Moi, je suis allé à la manifestation de «Kim et Ken».»

Lors d'un autre entretien téléphonique, Anita Goffins nous a signalé que, pendant la visite effectuée chez elle, la BSR avait demandé la liste des membres du comité. Elle a refusé de la fournir. La BSR voulait aussi connaître les autres projets du comité. Connaître le nom des comités est manifestement plus important pour la BSR que de connaître et de révéler les noms des protecteurs du réseau Dutroux-Nihoul.

La PJ à l'asbl «Pour nos enfants» : attention au PTB

Véronique Naveau de l'asbl «Pour nos enfants» nous confirme que des «rumeurs» contre le PTB ont également été introduites dans son association. «Un membre de la police judiciaire, un voisin qui habite dans notre commune (Amay), est en effet venu nous trouver avant la manifestation du Comité «Kim et Ken». Il m'a montré une circulaire évoquant des rumeurs selon lesquelles le PTB voudrait y provoquer des bousculades.» Véronique Na-

veau ne pouvait pas nous dire de quel service de police émanait la circulaire. Nous lui avons demandé si ces «rumeurs» inquiétantes avaient incité l'asbl à ne pas participer à la manif. «Non, répond-elle. J'ai seulement laissé un message sur le répondeur du Comité Kim et Ken en indiquant que nous étions empêchés et en y ajoutant les informations que je viens de vous donner. Après la manif, un représentant du Comité Kim et Ken nous a contactés et expliqué que le PTB avait été invité comme d'autres partis, que ce parti soutenait fortement les revendications du comité et que tout s'était très bien passé à la manifestation. Nous avons d'ailleurs invité le comité Kim et Ken à notre rencontre avec les parents des enfants assassinés et disparus.»

Nous avons demandé à Marc

De Quidt, coordinateur du Comité Kim et Ken, comment il réagissait à ces faits. «Je suis persuadé, répond Marc De Quidt, que la BSR et la police judiciaire sont allés examiner ce comité, non pour lui raconter où on en était dans l'enquête sur l'affaire Dutroux mais pour y répandre le mensonge que le Comité Kim et Ken serait une émanation du PTB. En fait, j'ai fait le compte des participants aux réunions. Il y en avait 55, dont deux membres du PTB. Les services de police consacrent beaucoup plus de temps à saper l'influence du PTB dans les comités qu'à trouver les coupables dans l'affaire Dutroux. Leur unique souci est probablement d'empêcher que les comités des parents adoptent des revendications démocratiques radicales. Je trouve cela incroyablement et inacceptable.»

Le peuple ne se laisse pas intimider : le PTB grandit

«Très chers amis, Je pense qu'il faudrait plus de partis comme le vôtre. Notre pays a soif d'une politique honnête ! Avec une telle politique et une nouvelle magistrature, il n'y aurait plus de Dutroux ou consorts dans notre pays. Et la perspective d'une nouvelle société s'ouvrirait à nous.»

«Chère rédaction, Solidaire tape toujours juste. Merveilleux dossier. Félicitations à votre hebdomadaire et au parti. Le capitalisme est pourri et constitue une menace pour l'humanité et le monde. La

révolution est nécessaire, essentielle et frappe à la porte. Mais le socialisme doit être fondamental : avec une approche intégrée et humaine.»

Voici un bref aperçu des opinions que des dizaines de gens ont ajoutées sur les cartes du sondage d'opinion de Solidaire à propos de l'Opération Oubliettes. La population ne se laisse pas intimider par les calomnies déversées contre le PTB. Les intimidations des services de police ont souvent un effet contraire à l'effet recherché... (RD)

Maystadt aide Alcatel

Avec une perversité sans bornes, les politiciens bourgeois récupèrent certaines revendications progressistes en faveur de leurs commanditaires capitalistes. Ainsi le ministre des Finances Maystadt a proposé, lors de sa visite en Chine, que l'AGCD abandonne sa participation de 9 % (valeur : 400 millions) dans *Shanghai Bell*. Motif ? «Une telle participation ne répond plus aux principes d'une coopération au développement non liée (aux entreprises)» (De Morgen, 25 novembre 1996). Le ministre PSC est-il donc devenu un militant de 11.11.11 ? Nullement. Selon Paul Lelièvre-Damit, ancien directeur général de l'AGCD, depuis longtemps, Alcatel voulait racheter la participation de l'AGCD. Elle rapporte notamment 100 millions par an à l'Etat, soit un rendement de 25 %. «Je ne connais aucun investissement dans le monde entier qui rapporte tant à court terme», relève Lelièvre-Damit, qui considère dès lors dérisoire la somme de 400 millions. (De Morgen, 29 novembre 1996)

Agusta : l'étouffoir

«L'enquête Augusta se trouve dans un cul-de-sac. Les enquêteurs dirigés par le commissaire Brose, qui travaillent pour la Cour de cassation sur le volet Augusta de l'affaire Cools sont déçus. Ils avaient beaucoup espéré obtenir des renseignements venus de Suisse sur la société panaméenne *Manu Business Corporation*. Hélas, ils ont fait chou blanc.» (Le Soir Illustré, 16 novembre 1996) La société *Manu Business Corporation* a été créée en vue de canaliser les fonds d'Agusta vers le PS et le SP. Cette affaire de pots-de-vin est peut-être la clé du meurtre d'André Cools. Ce dernier aurait trouvé la trace de celui qui avait récupéré, à son insu, une partie de l'argent destiné au PS. Les noms de Guy Mathot et de Guy Spitaels ont déjà été cités à ce propos. (KM)



Voici un an, des milliers de fonctionnaires manifestaient à Bruxelles pour les services publics. La situation s'est encore dégradée depuis.

Mobiliser le public

Pensions, statuts, privatisations... assez !

Décembre sera un mois d'action pour les services publics. Le syndicat chrétien organise des concentrations provinciales, la CGSP tient une concentration nationale le 11 décembre où 10.000 travailleurs sont attendus. Une grande manifestation en front commun est annoncée pour janvier.

Jan Vandeputte

Voici un an, des milliers de fonctionnaires manifestaient à Bruxelles, contre les privatisations, pour le maintien du statut et surtout contre les menaces qui pèsent sur leurs pensions. Après une année d'attente et de vaines promesses, la situation est plus qu'alarmante. Quelques jours après cette manifestation, Elio di Rupo (PS) a privatisé Belgacom. Le 8 mai 1996, les syndicats et le gouvernement ont conclu un accord promettant l'arrêt des privatisations.

Mais déjà lors de l'élaboration du budget 1997, une nouvelle tranche de 25 % d'actions de la CGER ont été vendues à Fortis. En guise de remerciement, Fortis a accordé la vice-présidence au patron de la CGER, Verwilt (PS). Par ailleurs, le gouvernement impose à la BRTN le statut d'entreprise publique autonome. Et le commissaire européen Van Miert (SP) vient de lancer une offensive en vue d'ouvrir le marché européen de la poste. Malgré les promesses du gouvernement de favoriser l'emploi, les contrac-

tuels sont menacés partout. «Contrats d'autonomies», et autres «contrats de gestion» n'ont qu'un seul but : réduire le personnel et augmenter la productivité de ceux qui restent. A la poste, cela devient intenable. Les privatisations et les mesures d'austérité menacent gravement la sécurité à la SNCB. Le ministre Colla (SP) a concocté un projet en matière de pension, version légèrement modifiée du plan de démantèlement de son prédécesseur Willockx. Dans tous les services publics, de nouvelles conventions collectives doivent être adoptées. La mobilisation des semaines à venir est une occasion unique pour avancer des revendications claires : maintien du statut, semaine de 32 heures sans perte de salaire et avec embauches compensatoires, arrêt et annulation des privatisations et maintien intégral du régime des pensions.

La direction de la FGTB rejoint la CSC

Peirens (CSC) : la sportivité, c'est accepter la logique patronale

Jo Cottenier

Qu'est-ce qui a changé depuis la grève de la FGTB du 28 octobre ? Les militants de la FGTB se demandent quand le front commun sera ressoudé. Ceux qui parlaient d'une grève symbolique ont eu raison : entre le texte gouvernemental et le texte du front commun, il n'y a plus guère de différences. Le gouvernement parle d'une norme de 6,1 %, le front commun veut 6,5 %. Depuis le début, Willy Peirens et Josly Piette de la CSC défendent une position cohé-

rente. «Nous avons tout misé sur la concertation», écrivent-ils aux militants le 13 novembre. «Nous ne voulions pas donner aux employeurs un prétexte pour quitter le terrain pour cause de comportement antisportif de la partie adverse.» Le contenu de cette sportivité, ils l'argumentent dans une note interne : «Le but, c'est de ne pas mettre en péril notre capacité concurrentielle, nos exportations et partant notre emploi. Car, comment les choses se passaient-elles jusqu'à présent ? Ou bien c'était le gouvernement qui intervenait,

ou bien on compensait l'accélération des augmentations salariales par de plus fortes hausses de productivité (et par conséquent, par une diminution de l'emploi). Nous ne voulons plus assister à de tels scénarios. C'est pourquoi, nous aussi, nous sommes et restons partisans d'une approche préventive intelligente et d'une approche centrée sur l'emploi.» (1) Cette sportivité-là n'est même pas une position de capitulation, mais une argumentation positive de la norme salariale au nom de l'emploi. C'est une position patronale, rejetée de fait par une

majorité de la CSC au comité national d'avril. La direction de la FGTB a mené une opposition de forme durant un mois, en défendant une norme élastique qui laisserait plus de place à des différences sectorielles (et donc à la négociation) et qui n'impliquerait pas les accords de diminution du temps de travail. Maintenant que le gouvernement s'est prononcé contre ces fantaisies, la direction de la FGTB se range sagement dans le carcan.

1. La CSC et la concertation sociale, novembre 1996

EN BREF

Carapaçonné

Johan Vande Lanotte défend bec et ongles sa politique à l'égard des réfugiés, inspirée du programme du Vlaams Blok : «Je dois expulser les demandeurs d'asile qui ne répondent pas aux conditions légales de séjour en Belgique. Celui qui ne quitte pas le pays de son plein gré y est contraint par la force. C'est une attitude dure, sévère, impopulaire, mais juste. Et je continuerai à l'adopter. Même si je sens que je ne pourrai pas assumer cette responsabilité trop longtemps, car je risquerais de me construire une carapace.» (De Nieuwe Panorama, 17 octobre 1996)

Pour faire son chemin dans le Parti socialiste, il faut en effet se prémunir d'une épaisse carapace, qui vous protège contre tous les principes socialistes de solidarité internationale et vous permet d'appliquer sans scrupules les mesures fascistes par lesquelles le capitalisme pourrissant tente de se sauver.

Multimillionnaires : pas des égoïstes

Vande Lanotte parle aussi de ses revenus (au moins trois à quatre millions puisqu'il est professeur d'université) : «Un politicien moderne n'accumule pas d'énormes capitaux. J'ai un revenu élevé, sinon très élevé. Je ne me plains pas, mais je ne deviendrai pas riche. Je constate qu'à l'heure actuelle nombre de personnes capables qui ont besoin d'un certain revenu ne sont plus du tout disposées à entrer dans la politique. Elles disent non à ce cirque où il faut faire son numéro de trapéziste et où on est continuellement confrontés aux palabres, aux critiques et aux attaques frontales.»

Comme tout bourgeois, Vande Lanotte considère ceux dont le revenu s'élève à des millions comme «des personnes capables qui ont besoin d'un certain revenu». Bien sûr, les enseignants et les ouvriers de Cockerill-Sambre qui refusent d'accepter des restrictions salariales n'appartiennent pas à cette catégorie selon le ministre. Ceux-ci ont été dénoncés par Vande Lanotte et son ami Di Rupo comme des «égoïstes».

Gendarmes drillés

Les gendarmes appelés à comparaître devant la commission d'enquête ce lundi 2 décembre pour répondre aux questions à propos de l'opération «Othello» ont appris leur leçon. La hiérarchie de la gendarmerie a fait dresser par des spécialistes une liste de toutes les questions que les parlementaires pourraient leur poser ainsi que des réponses à donner. On a également signalé aux gendarmes concernés que la retransmission en direct de la séance par la RTBF serait enregistrée sur vidéo, afin que la hiérarchie puisse vérifier s'ils se sont tenus à la version officielle de la gendarmerie. (La Libre Belgique, 2 décembre 1996)

Non-lieu pour gendarmes

La chambre de conseil de Charleroi a prononcé un non-lieu pour les deux gendarmes qui, le 13 janvier 1996, avaient tué un jeune Roumain pourchassé pour un vol de voiture. Au moment où le jeune a essayé de s'enfuir, les gendarmes ont ouvert le feu et l'ont atteint au genou, à la hanche et au poumon. Il est décédé sur place. Lors de la reconstitution, il est apparu que les gendarmes ont voulu arrêter la voiture à tout prix. Tous les impacts de balle dans la carrosserie se trouvaient à hauteur d'homme et non dans les pneus. C'est quand ils ont constaté la mort du jeune, que les gendarmes ont invoqué la «légitime défense». Malgré cela, la chambre du conseil a accepté cette thèse. (MM)

«A la prochaine marche, je m'investirai encore à fond»

Interview de René Stroobant, secrétaire de la centrale FGTB des métallos de Sint Niklaas

«Le syndicat a un rôle important à jouer dans le mouvement de protestation qui traverse actuellement le pays» déclare René Stroobant, secrétaire de la CMB (métallos FGTB) à Sint Niklaas. Il ajoute : «Je m'en voudrais de ne pas faire le maximum pour que ce mouvement populaire obtienne des résultats.»

Gaston Van Dyck

Vous avez mobilisé vous-même pour la Marche blanche dans votre syndicat ?

René Stroobant. Dans une des émissions de "Ter Zake" sur les enlèvements d'enfants — avant l'arrêt de la Cour de cassation — des politiciens du Vlaams Blok, d'Agalev, du SPet et du CVP ont tenu un débat sur la peine de mort. A mon étonnement, le Vlaams Blok ne réclamait pas la peine de mort, mais seulement que «tous les moyens soient mis en oeuvre pour empêcher que Dutroux retrouve un jour la liberté.» Ce qui, le lendemain, a provoqué des discussions animées dans les usines. Un de nos délégués estimait que la FGTB devait réagir par un tract. Dans une interview à une radio régionale au lendemain de l'arrêt-spaghetti, j'avais glissé que le versement d'indemnités de grève en guise de soutien devait encore être discuté mais que nous le ferions certainement. Cette phrase s'est répandue à une vitesse incroyable dans presque toutes les entreprises. Partout les gens étaient prêts à suivre. Ceci pour dire que le drame des enlèvements d'enfants a manifestement touché la population plus profondément que nous le pensions. Les gens sont naturellement fâchés de ce que la justice n'a

pratiquement rien fait pour ces enfants alors que, pour Anthony, l'armée a été mobilisée dès la première semaine.

On constate aussi un profond mécontentement à propos de tout ce que les gens subissent quotidiennement : l'injustice à l'égard d'un travailleur qui est déjà lourdement puni par un mauvais C4, le fait que celui qui va en appel contre une exclusion du chômage doit attendre cinq ans avant que le jugement soit rendu, quinze ans de restrictions sociales sans aucun résultat, l'absence de perspectives dans leur situation et celle de leurs enfants, les magouilles au sommet... Avant, chacun était seul avec son mécontentement. Maintenant, les gens se rassemblent, peuvent lever le poing et formuler des revendications.

Quel doit être l'apport propre du syndicat dans le mouvement ?

René Stroobant. D'abord, nous soutenons la mobilisation. La CMB et le président FGTB de Sint Niklaas ont appelé à la Marche blanche dans des tracts distribués aux entreprises et aux gares. Nous n'avons jamais eu autant de succès lors de la vente de tickets de train. Moi-même, je suis allé à la poste de Sint Niklaas pour obtenir des facteurs qu'ils participent à l'action en emportant chacun 500 tracts. Des 47 facteurs, 44 l'ont fait



René Stroobant : au syndicat, nous avons aussi notre opinion sur les affaires : les "oubliettes", la justice de classe, le rôle de la police, de la gendarmerie,...

effectivement.

D'autre part, nous avons aussi notre opinion sur les affaires dont chacun discute maintenant : les "oubliettes", la justice de classe, le rôle de la police, de la gendarmerie, de la justice... En tant que syndicalistes, nous avons une certaine autorité. On nous écoute. Les gens sont très sensibles à la "récupération", mais si nous travaillons prudemment, nous pouvons faire en sorte que le mouvement ait des résultats qui en valent la peine pour la population active.

Quel est votre avis sur la manière d'empêcher l'Opération Oubliettes ?

René Stroobant. Maintenant, il faut surtout maintenir la flamme allumée. Par exemple, je collaborerais à fond à la mobilisation si on allait à nouveau manifester à Bruxelles en cas d'un nouvel arrêt négatif de la Cour de cassation. A long terme, il faut chercher comment nous pouvons mobiliser rapidement la population chaque fois que nécessaire. Une sorte d'ombudsman — même si je trouve le mot horrible — qui

puisse secouer les autres à temps.

En tant que syndicaliste, vous avez certainement une opinion sur la Justice ?

René Stroobant. En Belgique, la magistrature est encore une caste fermée. Le procureur de Sint Niklaas, un certain De Saeger, part à la pension et doit être remplacé. Qui décide du suivi ? Le procureur général de Gand, De Saeger lui-même et le premier président du tribunal de Sint Niklaas. Ce dernier, Freddy Troch, a fait enfermer pour cinq jours le délégué FGTB Patrick Mertens parce qu'il refusait de signer une déclaration au piquet de grève. Ces trois-là choisiront naturellement un successeur fidèle. C'est du népotisme. Maintenant, les gens s'entendent pour dire que les juges ne peuvent pas être nommés à vie et qu'ils ne peuvent pas avoir de mandats à long terme. La population doit aussi avoir son mot à dire. Nous devons pouvoir évaluer ceux qui nous jugent !

Pensez-vous que le mouvement joue en faveur de la droite, comme le disent certains ?

René Stroobant. Naturellement, il y a des gens qui ne pensent qu'à la vengeance. Et il faut savoir que huit familles sont plus facilement manipulables par le roi, le Premier ministre et qui sais-je encore, que la grande masse... Mais pour les nombreux ouvriers et chômeurs qui ont participé à la Marche blanche, ce mouvement est une occasion de manifester leur mécontentement profond. C'est un mouvement de gauche et, comme syndicat, nous avons le devoir de transformer ce mécontentement en revendications concrètes et d'arracher des améliorations, si maigres soient-elles.

Des leaders syndicaux agitent le spectre de Degrelle

Quel rôle des syndicalistes dans le mouvement démocratique ? Envoyez-nous votre avis.

Jo Cottenier

«Le danger existe de voir les institutions menacées par une chasse aux sorcières fondée sur les rumeurs.» C'est ainsi que Mía De Vits, secrétaire générale de la FGTB, entame son discours devant une assemblée de 400 militants à Anvers. Une façon de dire : «syndicalistes, attention, ne vous laissez pas entraîner dans ce mouvement populaire». De Vits met en garde contre l'arrivée d'un nouveau Degrelle : «La démocratie est en danger. Il y a une vague de poujadisme comme dans les années trente, un mouvement qui va tourner au profit de l'extrême droite.»

La démocratie est-elle en danger parce que le rôle de la gendarmerie apparaît au grand jour et que chacun voit clairement que ce

corps constitue un Etat dans l'Etat ? La démocratie est-elle en danger parce que le peuple dénonce la justice de classe ? Qui donc a intérêt à lancer de telles mises en garde contre le "poujadisme", (mouvement de droite dénonçant la corruption de l'Etat pour promouvoir la fascisation) ? Réponse : ceux qui utilisent n'importe quelle occasion pour poursuivre l'Opération Oubliettes.

Le dossier Di Rupo constitue une telle occasion. Ce sont surtout le PS et le SP qui se déplorent maintenant la chasse aux sorcières. Mais dès que le mouvement s'arrête, ils sortent leurs véritables projets : la police unitaire du ministre Vande Lanotte. Ce sont les partis socialistes qui utilisent toute l'affaire pour renforcer la gendarmerie. Les syndicalistes ont

tout intérêt à prendre la tête du mouvement pour barrer la route à de tels projets et pour conjurer ainsi le véritable danger fasciste.

• Vous voulez donner votre avis à ce sujet ? Vous connaissez un syndicaliste qui a quelque chose à dire à ce propos ?

Écrivez-nous à :
Rédaction Solidaire,
Bd Lemonnier 171,
1000 Bruxelles

Lénine, à propos des tâches des dirigeants ouvriers

Dans son ouvrage "Que faire ?", Lénine appelle les dirigeants de la classe ouvrière à prendre leurs responsabilités dans la conscientisation politique du peuple : «Le socialiste dirige la lutte de la classe ouvrière non seulement pour arracher des conditions favorables lors de la vente de sa force de travail mais aussi pour dé-

truire cet ordre social qui contraint ceux qui ne possèdent rien à se vendre aux riches. Le socialiste représente la classe ouvrière non seulement dans son rapport avec un patron déterminé mais aussi dans son rapport avec toutes les classes de la société et avec l'Etat comme pouvoir politique organisé. De ce fait, on comprend que les

socialistes ne se limitent pas à la lutte économique mais qu'ils ne peuvent pas permettre que l'organisation de révolutions économiques soit leur principale occupation. Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, le développement de sa conscience politique.»

La direction du SP : tout pouvoir à la gendarmerie

Un corps de police unique, à vous donner des frissons dans le dos

«Personnellement, je suis arrivé à la conviction qu'il vaut mieux que nous ayons une seule police fédérale unifiée», déclare le député socialiste Robert De Lathouwer dans le journal du SP. Le ministre de l'Intérieur Johan Vande Lanotte a, lui aussi, plaidé en octobre dernier pour une police unique. (1) A la fin de la semaine, le gouvernement se réunit en conclave pour examiner ces nouveaux plans.

Jan Hasaers

Les points essentiels du nouveau plan sont repris dans la note du SP, "Un plan d'urgence pur la justice", élaborée par Vande Lanotte, Landuyt et Erdman. «Le SP propose de conserver deux corps de police : la police communale et une seule police fédérale. La police fédérale est constituée par la gendarmerie et la police judiciaire. La police des chemins de fer, de la marine et la police judiciaire sont intégrées dans la police fédérale. Celle-ci est un service hiérarchisé, mais accordant une grande autonomie aux unités organisées par arrondissement judiciaire et au niveau local.»

L'idée d'une police unifiée a déjà été propagée en février 1985 par le SEVI, le service d'étude du SP, dans un dossier intitulé "Une police du citoyen". On y lit notamment : «En vue d'améliorer la collaboration entre les divers services de police, il n'y a qu'un moyen : les fusionner dans un seul corps.» (2)

Quel est le syndicaliste qui ne sera pas frappé de perplexité en apprenant que ces propositions ressemblent comme deux gouttes d'eau aux exigences de la gendarmerie. Devant la commission parlementaire chargée d'examiner le sabotage de l'enquête sur la bande du Brabant wallon, le

général de gendarmerie Berckmans est venu expliquer le point de vue de la gendarmerie : «La police communale devrait être chargée des affaires locales, alors que la gendarmerie doit être en mesure de traiter la criminalité nationale, supranationale et internationale. Le rôle de la police judiciaire devrait être réduit. Nous considérons que la police judiciaire, en tant que service spécialisé et sophistiqué et constituant une force complémentaire n'a pas à se substituer à la gendarmerie ou à la police communale ni à leur faire la concurrence.» (3) «Toback a repris ces idées», écrit l'historien officiel de la gendarmerie, le colonel Van Geet. (3)

Toback et Vande Lanotte ont soumis la police communale à la gendarmerie. A présent, c'est l'absorption de la police judiciaire et la fusion des trois polices nationales restantes qui sont à l'ordre du jour. La police judiciaire a déjà lancé un avertissement : «Ce processus de concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule police d'Etat à tradition militaire ne peut manquer de donner froid dans le dos.» (4)

Criminaliser la lutte anticapitaliste

Vande Lanotte associe la création



Les armes contre le peuple, dès qu'il ose bouger le petit doigt. Le ministre Vande Lanotte veut une police unique qui augmentera encore les moyens de la gendarmerie des riches.

d'une police unique à une réforme de la Justice. Une partie du pouvoir du juge d'instruction doit être transféré à la gendarmerie. Aujourd'hui déjà, la plupart des juges d'instruction sont dépendants des informations que veulent bien leur donner les gendarmes qui mènent l'enquête sur le terrain. Pensons à l'opération Othello et aux informations que la gendarmerie a décidé de ne pas transmettre à la juge d'instruction Doutrève. La note du SP veut rendre légales dès maintenant de telles opérations : «On doit permettre à la police de traiter elle-même, de manière adulte, des dossiers judiciaires sans qu'elle doive recevoir pas à pas une mission du parquet.» Le SP veut aussi qu'«on puisse faire usage de méthodes de police particulières comme les observations, les écoutes téléphoniques, l'infiltration», sans qu'un juge d'instruction ne doive reprendre l'enquête. Si ça ne dépend que du SP, la gendarmerie décidera bientôt toute seule des enquêtes qui doivent être menées et de celles qui ne doivent pas l'être.

En même temps, le SP veut «l'intégration des cinq parquets généraux en un seul parquet composé de magistrats ayant des compétences nationales et d'un seul procureur général.» (5) Le 1er mai 1990, un magistrat national a déjà été nommé. Il s'agit d'André Vandoren, un fervent partisan de la gendarmerie. A l'instar de la gendarmerie, il ne fait aucune

Débat : la gendarmerie sur la sellette

Jeudi 5 décembre à 20h, au Centre International

«Que penser des révélations sur la gendarmerie dans l'affaire Dutroux ?» Une conférence exceptionnelle avec Michel Bouffieux, Jean-Pierre De Staercke et Michel Graindorge, boulevard Lemonnier 171, à Bruxelles.

Au rôle trouble de la gendarmerie dans l'affaire Dutroux-Nihoul vient s'ajouter son implication dans une série d'affaires encore non élucidées. Le Centre International a invité des spécialistes de la question. Michel Bouffieux, journaliste à *TéléMoustique*, a publié le témoignage d'un gendarme qui

déclare qu'une grande partie du dossier Othello de la gendarmerie sur l'affaire Dutroux a été détruit sur ordre de l'état-major. Bouffieux pourra nous éclairer sur les dossiers en cours. Il est aussi l'auteur, avec le chroniqueur judiciaire Jean-Pierre De Staercke, également présent, d'un livre sur les réseaux de prostitution, *Appelez-moi Elvira* (Ed. Luc Pire, 1994).

Michel Graindorge est l'avocat de victimes de la bande du Brabant wallon. Il dénonce la responsabilité et la participation de gendarmes dans les tueries. Il parlera du déroulement de cette enquête.

distinction entre la lutte contre la criminalité et la lutte contre l'opposition anticapitaliste qu'il décrit comme du "terrorisme". En octobre 1995, il déclarait que «les frontières entre le crime organisé et le terrorisme s'estompent». (6) Dans son discours d'ouverture de l'année judiciaire, voici quelques mois, il a qualifié d'"action exemplaire" l'opération *Rebel* (7) de la gendarmerie contre la population turque, une opération illégale.

Il faut combattre les projets de police unique avant qu'il ne soit trop tard.

En 1944, déjà...

Maintenir l'ordre capitaliste a toujours été la mission principale de la gendarmerie. Le 15 janvier 1944, huit mois avant la Libération, Pierre d'Ydewalle, informateur du gouvernement belge en exil, écrivait : «La colère populaire contre les traîtres est si grande qu'aucun gouvernement libre ne pourrait se maintenir s'il refusait de s'engager dans la répression... Le peuple est bien décidé à exercer la justice.»*

Fin 1944, il y a 85.000 résistants organisés. Ganshof van der Meersch, lui aussi officier de renseignements du gouvernement, est envoyé en Belgique en automne 44. Il propose d'élargir la gendarmerie et de l'armer, de désarmer la résistance ou de la faire désarmer par les Britanniques.

Le 30 septembre, les Alliés parachutent 5.000 "stenguns" (fusils pouvant tirer cinquante coups à la minute). Pour équiper la gendarmerie belge. Un arrêté du régent constitue le 3 août 1945 les Brigades Spéciales de Recherche (BSR). Elles reçoivent pour tâche "l'information liée à l'ordre public". Donc, on réarme la gendarmerie et on la renforce par un service de renseignement pour étouffer le mouvement populaire. Pourtant, le gouvernement sait très bien que «les corps des officiers de la police et de la gendarmerie sont également infiltrés par des partisans de l'Ordre nouveau.»

(*) Illegale interneringen tijdens de repressie. Wetenschappelijke Tijdingen, 1991/1. p. 55.

1. Het Laatste Nieuws, 31 octobre 1996. 2. Van Geet, Gewapende lieden, p.106. 3. Van Geet, op.cit., p.105. 4. Vers l'avenir, 29 octobre 1996. 5. Étude du SEVI, "Een noodplan voor justitie". 6. Het Laatste Nieuws, 15 octobre 96. 7. Sans autorisation, la gendarmerie a fiché 40.000 personnes d'origine turque et leurs relations.

«Tu vas dans la cave de Dutroux !»

Kevin (16 ans) a passé une journée aux mains de la police anversoise

Kevin a 16 ans, aime le dessin et la musique. En 5ème artistique à Anvers, il aimerait devenir prof. Il raconte ce qui lui est arrivé peu avant la Marche blanche. Vous craignez l'arrivée des fascistes au pouvoir ? Lisez comment le système actuel traite ses enfants. On jurerait que le Vlaams Blok est déjà au pouvoir...

Luk Vervaeet

«Dans mon école, nous avons commencé l'action pour les enfants et contre la destitution de Connerotte le mercredi 16 octobre. Le 17, j'ai distribué des tracts à mon école, et je suis allé au palais de Justice. Là, la tension était très forte entre policiers et manifestants, même s'il n'y avait pas d'incidents. En fin de journée, je me suis fâché très fort quand j'ai vu la police encercler tout le monde. J'ai pensé que je devais rester assis, quoi qu'il arrive. Nous étions d'abord assis à une centaine. Puis, la police est venue intimider. Finalement, je suis resté seul. Alors, ils m'ont poussé sur le côté et j'ai dû rentrer chez moi. Vendredi 18, je suis à nouveau allé distribuer des tracts. La direction de l'école a essayé de m'en empêcher, ils ont dit qu'il y aurait de graves conséquences si je continuais. J'ai quand même distribué et puis je suis parti avec cinq autres élèves vers le palais de Justice. Là, se trouvaient des ouvriers du gaz, qui ont occupé la place avec nous. Une demi-heure plus tard, beaucoup d'autres gens de l'organisation de jeunes Rebelle sont arrivés et nous avons vite réparti les tâches. La mienne était, avec un camarade, d'organiser les gens pour crier quelques bons mots d'ordre. Tout se passait bien, mais bientôt,

nous avons été entourés par quelques flics en civil. Tout d'un coup, ils sont entrés en action. Nous appelions les gens : «Venez autour de nous !» Mais les agents disaient : «Police, circulez !» Puis, ils ont formé un grand cercle. Mon camarade a réussi à s'échapper. Mais c'est moi qui avais le mégaphone et un flic a commencé à tirer dessus. Un membre du MML (étudiants PTB) s'est mis à tirer dans l'autre sens, mais il a reçu un coup de poing. Il est tombé, et moi aussi. Cinq flics ont commencé à me frapper, ils m'ont traîné sur une cinquantaine de mètres vers leur camionnette.

«Sous mes yeux, les flics ont détruit mon mégaphone»

Ils m'ont poussé la tête contre la camionnette, puis m'ont jeté dedans. Ils ont pris tout ce qui se trouvait dans mes poches en me demandant : «Ca va bien, comme ça ?» et en me criant : «Ca ne va pas être un bon jour pour toi !» Un autre policier s'est amené avec le mégaphone et, sous mes yeux, il l'a détruit, avant de me le lancer à la tête. Avec quatre autres jeunes, nous avons été amenés au commissariat et fourrés dans une cellule de 5 mètres sur 3. Nous avons dû prendre un papier et écrire nos noms dessus.



Jeudi 17 : Kevin reste courageusement seul, manifestant devant les flics d'Anvers qui voulaient "nettoyer" le palais de Justice. Le lendemain, ils allaient le lui faire payer...

Après une heure, j'ai demandé des cartes à jouer. Ce que j'ai reçu, c'est un coup de matraque sur les mains. Je devais aller à la toilette. Mais il n'y en avait qu'une et elle se trouvait dans une cellule d'isolement. Quelqu'un s'y trouvait, et ça puait. Quand j'y suis entré, cet homme a commencé à crier que c'était une violation de la vie privée. Deux policiers sont entrés dans la cellule et l'ont frappé. Après quatre heures dans cette cellule, j'ai entendu appeler mon nom. Je devais reprendre mes affaires. J'ai demandé au flic où je devais aller. «Dans la cave de Dutroux !» a-t-il répondu. En fait, j'ai été emmené dans une caserne.

Nouvelle fouille avant de descendre en effet dans la cave. Après une heure, on m'a appelé pour faire une déclaration. Ils m'ont menacé de me garder une journée de plus. J'ai répété que je n'étais pas obligé de faire une déclaration, eux disaient le contraire. Après une demi-heure, j'ai pu retourner dans ma cellule. Durant mes huit premières heures là-bas, ça allait encore, mais après, j'ai commencé à déprimer. Je n'avais rien fait, il n'y avait aucune plainte contre moi, on ne nous donnait rien à manger ni à boire. Parmi nous, il y avait des garçons de treize ans ! Alors, j'ai commencé à parler à quelqu'un, j'ai ainsi obtenu deux

noms pour faire des abonnements à l'essai à Solidaire et ça m'a remonté le moral. Après seize heures de détention, ma mère a retrouvé ma trace et est venue me chercher. Ils ont photocopié ma carte d'identité et j'ai pu partir. Ma conclusion ? Nous autres jeunes, nous sommes l'avenir, nous devons veiller à ce que plus tard, on ne piétine plus les gens. Et si jamais cela arrive quand même, je vous garantis que nous entreprenons en révolte.»

Vous avez une plainte contre des violences de gendarmes ou de policiers ? Ecrivez à Solidaire, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles.

Sous la justice tsariste, pas de justice pour les ouvriers

Notes d'un juge du peuple en Union soviétique (3)

Georgi Ivanov *

Un jour, j'ai eu à traiter la plainte d'une femme exigeant une pension alimentaire de son mari. Après le jugement, nous en avons encore parlé. L'assesseur du peuple Krouglova, jeune ouvrière intelligente et curieuse, a demandé à son collègue assesseur, l'avocat retraité Potapov : «Les tribunaux traitaient-ils des affaires de pension alimentaire avant la révolution ?» «Presque jamais, lui a-t-il répondu. Elle a demandé pourquoi. Jetant un regard souriant au-dessus de ses lunettes, Piotr Petrovitch a répondu : «Ma chère collègue, vous êtes bien jeune et inexpérimentée et connaissez bien peu le passé. Soyez convaincue qu'il y avait mille fois plus d'escrocs qu'à présent. Mais déposer une plainte dans une telle situation coûtait bien trop cher pour une femme. Aujourd'hui, introduire une requête en vue d'obtenir une pension alimentaire est très simple. La femme rédige

une requête et la dépose au tribunal. Les frais de justice sont à charge du mari. Avant, il fallait payer immédiatement au moment du dépôt de la requête. Supposons que la demanderesse exigeait 100 roubles par mois pour l'entretien de son enfant jusqu'à l'âge adulte, soit après dix ans. La somme demandée s'élevait dès lors à 12.000 francs. Sur base de cette somme, le tribunal établissait les frais de justice. Le résultat du procès était encore imprévisible, mais il fallait d'abord payer !» Nous avons demandé à Potapov de nous en raconter davantage sur la Justice dans la Russie tsariste. «D'abord, nous a-t-il dit, les juges n'étaient pas comme vous, mes jeunes amis. Pour autant que je sache, vous n'êtes pas propriétaires d'une maison. Avant, le juge de paix, qui représentait l'échelon inférieur de la hiérarchie judiciaire, devait posséder une certaine superficie de terres. En tant que juge de paix, vous n'aviez à rendre compte à personne et délibérez

seul. Le juge décidait avec une souveraineté suprême. Et si vous n'étiez pas juge de paix, mais membre d'un tribunal d'arrondissement assisté par un jury, celui-ci n'aurait pas compté une camarade Krouglova parmi ses membres. D'abord parce qu'elle est femme. Les femmes étaient exclues de la fonction de juge ou de membre de jury. Deuxièmement, parce qu'elle est ouvrière.» Ainsi, Piotr Petrovitch nous a montré que la justice soviétique se distinguait fondamentalement de celle de la période tsariste. J'ai trouvé moi-même d'autres exemples frappants en lisant les anciens journaux. Le 25 juin 1909, le jeune garçon Ivan Vorypajev, s'était jeté sous le train de la ligne Moscou-Brest. Il était apprenti chez le graveur Doudykin dans la rue Nikita. Lorsqu'on a retiré le corps de sous la locomotive, il est apparu que le jeune homme s'était suicidé par désespoir parce qu'on le rouait de coups et qu'on lui infligeait un

traitement insupportable. Doudykin et sa femme ont été appelés à se justifier devant le tribunal d'arrondissement. Celui-ci a jugé qu'un «maître de métier est parfois contraint d'infliger des sanctions corporelles». Le couple qui avait exploité et maltraité le jeune a quitté le tribunal sans être inquiété. Peut-on imaginer une meilleure illustration des paroles de Lénine qui disait que la justice bourgeoise «n'assure l'ordre public qu'en apparence, alors qu'elle est en réalité un instrument de l'oppression impitoyable des exploités» ? Je vous citerai encore un extrait de ce même journal datant du 27 avril 1913 : «La firme Singer a réduit le salaire de son personnel d'un rouble. En compensation, les travailleurs reçoivent des cartes postales publicitaires représentant la valeur de la réduction salariale. On supposait qu'en revendant les cartes, le personnel pourrait récupérer la perte salariale, tout en faisant de la publicité pour l'entreprise. L'employé Kouznet-

sov a déposé plainte auprès du juge de paix. Sa firme a retiré les cartes publicitaires, mais pour Kouznetsov ce fut la fin de son contrat. Le jour où le tribunal a prononcé sa décision, il a été licencié. Il aurait été impossible d'exiger sa réintégration, car l'embauche et le licenciement du personnel est une affaire qui ne concerne que le propriétaire de l'entreprise.» M.I. Kalinine (président de l'Union soviétique, ndlr) a très bien défini la nature de la Justice bourgeoise en disant : «La justice est la partie la plus réactionnaire de l'appareil de l'Etat. L'ouvrier qui lui demande une protection n'y trouve aucune justice.»

* Cet article est le troisième d'une série basée sur le petit livre édité à Amsterdam par Pegasus en 1952. L'auteur, Georgi Feodojewitch Ivanov, était juge du peuple du district de Kiev à Moscou. Les articles précédents sont parus dans Solidaire les 20 et 27 novembre.

Combien de personnes fichées par la gendarmerie ? Euh...

Des discussions animées, suscitées par le sondage d'opinion de Solidaire

Aux portes des écoles, au marché, aux entreprises, tous et toutes, jeunes et vieux, participent au sondage d'opinion de Solidaire. Un engouement qui s'explique aisément : le sondage évoque des questions que beaucoup se posent.

Riet Dhont

Il fait encore sombre, ce mardi matin, à l'entrée des Arts et Métiers, la plus grande école technique de Bruxelles, principalement fréquentée par de jeunes issus de l'immigration. J'ai un sac rempli de cartes de sondage d'opinion et de journaux *Solidaire* sur la gendarmerie.

«Combien de gens fichés par l'ordinateur de la gendarmerie ? C'est facile, un million et demi, si pas plus...» Laurent remarque qu'au verso, il peut donner son opinion. «Je le ferai pendant la récré, ça va ?» Nous convenons de se revoir à 12 h 30. «Peux-tu me donner seize cartes, pour la classe, demande Mohamed, je leur ferai tous répondre au questionnaire.» Trente-et-un étudiants remplissent les cartes sur place, sept achètent le *Solidaire* consacré à la gendarmerie.

À l'heure dite, je reviens avec Gilles à la sortie de l'école. Laurent, Mohamed, Khalid, Teresa sont là avec les cartes remplies. On en récolte de nouveau une trentaine et Gilles vend encore deux *Solidaire*. On le voit, il est important de donner l'occasion aux jeunes, belges et immigrés, d'exprimer leur avis à propos de

l'affaire des enfants disparus...

Voulez-vous aussi faire remplir le sondage à l'entrée d'une école ou d'une entreprise ? Prenez contact avec le secrétariat local du PTB (adresses p.23).

Les lampes s'allument à Anvers

À Anvers, Imago, le groupe de créations graphiques du PTB, a fabriqué une carte de sondage géante intégrant des gadgets électroniques. On peut y indiquer sa réponse avec une pointe. Un vrai jeu Electro. À chaque réponse des lumières s'allument. Chacun voit ainsi comment sa réponse est jugée et on discute pour déterminer qui a raison et qui a tort.

Essayez cela à votre école, au marché ou dans l'entreprise d'un camarade. Ou invitez une équipe du sondage d'opinion dans votre propre entreprise. Ils sont inventifs, ces gens d'Imago. (Tél. : 02/513.77.60).

Nous partons ce matin à l'abattoir d'Anderlecht, un marché très populaire qui attire beaucoup de travailleurs immigrés. Le sondage d'opinion touche la sensibilité des gens. «La justice est du côté des riches», estiment 80% des gens.



La gendarmerie photographie les manifestants. Son ordinateur contient déjà 400.000 photos et 1,5 millions de fiches.

Par le sondage d'opinion, on vend plus facilement *Solidaire*, on a un accès direct aux questions des gens et eux-mêmes veulent également savoir ce que nous en pensons. Je donne une carte à un maraîcher qui la complète avec cinq membres de sa famille. Chaque question provoque une discussion passionnée. L'un est spontanément en faveur de la gendarmerie, mais demande ensuite avec insistance : «Mais vous, qu'en pensez-vous ?» C'est exposé dans *Solidaire*, je montre les articles et j'ajoute que nous proposons le journal gratuit-

tement durant cinq semaines, avec en janvier les résultats du sondage. Ainsi un acheteur sur deux ou trois prend un abonnement à l'essai. Tous les noms seront-ils révélés ? Il le faudrait, pensent la plupart des personnes interrogées, mais est-ce que cela se fera ? Ils approuvent la proposition d'une marche rouge, pour faire progresser l'affaire.

La question qui provoque le plus de discussions porte sur le démantèlement de la gendarmerie. Les gens ne comprennent pas bien la proposition. Quand j'explique que

nous voulons supprimer la gendarmerie et la remplacer par d'autres corps de police, ils sont plutôt d'accord. Mais 70% demandent spontanément plus de contrôle sur la gendarmerie (et seulement 10% son renforcement). Plus de 50% sont pourtant convaincus que la gendarmerie a saboté l'enquête. Je rencontre par hasard un ouvrier que je connais bien. Il a déjà recueilli 40 cartes dans son usine. Et suite à une discussion avec un ami syndicaliste, ce dernier fait le tour de chaque ligne de montage avec les cartes. Et vous ?

Un million et demi de fiches

Vos opinions, vos relations, vos activités... dans l'ordinateur central

Herwig Lerouge

Aujourd'hui, l'ordinateur du BCR (Bureau Central de Recherches) de la gendarmerie contient 400.000 photos et 1,5 million de fiches. (1) Comment sont-elles arrivées là et pourquoi ?

Pendant les manifestations des étudiants et des enseignants de l'an passé, des équipes de gendarmes ont filmé et photographié les manifestants. Des centaines d'entre eux ont été arrêtés. Sur base des photos, des dizaines ont été accusés d'avoir jeté des oeufs, des pierres, etc. Tous se sont retrouvés dans la collection de photos de la gendarmerie. Sont-ils des criminels ? Non. Le 10 novembre 1993, la gendarmerie encercle, dans la rue Général Eenen à Schaerbeek, un groupe d'une cinquantaine de jeunes Marocains. Tous sont photographiés sur place. Ils atterrissent dans l'ordinateur de la gendarmerie. Sont-ils des malfaiteurs ? Non. Des membres de la BSR (la Brigade Spéciale de Recherche, des agents

en civil) tentent de s'infiltrer dans les réunions d'organisations progressistes. Ils essaient d'identifier les participants, de noter les interventions. Toutes les données intéressantes sur les personnes présentes atterrissent dans l'ordinateur de la gendarmerie.

Un ancien gendarme, François Raes, écrivait dans son livre "Un gendarme nommé Don Quichote" (2) que chaque gendarme a pour tâche permanente de s'immiscer dans la population, par exemple dans les cafés et transmettre à ses supérieurs toutes les informations intéressantes.

La gendarmerie s'informe auprès des patrons de la composition de la délégation syndicale : qui est combatif, qui accepterait de collaborer avec le patron et la gendarmerie ? Tout le mouvement syndical est fiché.

C'est ainsi qu'est alimenté l'ordinateur de la gendarmerie.

Tout a commencé après les grèves de 60-61. Le 15 mai 1962, le ministre de la Justice Vermeulen

(SP) envoie une circulaire donnant mission de rassembler l'information la plus large possible sur l'opposition politique en Belgique. Il prétend qu'il faut mesurer en permanence l'état d'esprit de la classe ouvrière. Le 5 juillet, le haut commandement de la gendarmerie crée dans cet objectif le Bureau Central de Recherches (BCR). En juillet 1971, celui-ci décide de stocker toutes ces informations dans un ordinateur.

Bien vite, il apparaît que la gendarmerie a fiché, dans la plus entière illégalité, des dizaines de milliers de personnes qui n'ont absolument rien fait de répréhensible et qui ne sont soupçonnées d'aucun délit. Dans ces fichiers, des renseignements sur l'opinion politique, les penchants sexuels (mais oui !), etc. Le 22 mars 1978, le colonel de gendarmerie Reviers, répondant à une question de Tobback, déclare que 225.000 personnes sont fichées dans l'ordinateur de la gendarmerie, dont des membres de TPO-AMADA (le futur

PTB). La gendarmerie a aussi accès à l'ordinateur de la police judiciaire et, depuis 1975, de plus en plus de corps de police transmettent leurs données à la gendarmerie.

Le patronat, qui sait que tôt ou tard le peuple se retournera contre son pouvoir, se prépare en permanence à cette confrontation. A cet effet, il met en place un appareil susceptible de venir à bout du mouvement révolutionnaire.

Kitson, un général de brigade britannique, a développé, dans les années 60, une stratégie adaptée à cet objectif dans laquelle, "la collecte et le classement d'informations sont extrêmement importants"... Cela signifie aussi que «les sympathisants et les personnes qui sont favorables à ce mouvement de révolte, leur vie quotidienne, leurs habitudes, les détails de leur vie professionnelle et leur vie intime» doivent être fichés. (3) Sur base d'une telle banque de données, la gendarmerie est parfaitement en mesure de commettre un coup d'Etat. Elle peut localiser et arrêter

en une nuit tous les révolutionnaires, syndicalistes et progressistes importants.

Il faut supprimer l'ordinateur de la gendarmerie et le remplacer par une banque de données accessible à tous les services de police et qui ne contienne que des informations relatives à la lutte contre la criminalité. Sa gestion doit être confiée à un organisme indépendant. En principe, notre pays connaît la liberté d'expression et de conviction politique. Il est donc interdit de fichier des citoyens en fonction de leurs convictions politiques. Toutes les fiches politiques de l'ordinateur de la gendarmerie doivent être éliminées. Tout citoyen doit avoir le droit, comme en Suisse, de consulter sa fiche. Il pourra ainsi contrôler qu'aucune donnée illégale n'y est conservée.

1. *Téléoustique*, 11 octobre 1996.
2. François Raes, *Un gendarme nommé Don Quichote*, EPO 1983.
3. Faligot, *Guerre secrète en Europe*, EPO, p.21.

Le personnel met à genoux le géant de l'assurance

Interview de Pascal De Bel (Setca), à propos de l'affaire Victoria Vesta

La lutte paye ! Victoria Vesta, filiale d'ING, en est un témoignage. Une grève au finish et une action nationale Setca-LBC ont obligé la direction à céder sur toutes les revendications des travailleurs. Le secrétaire Setca, Pascal De Bel, considère avec satisfaction une action réussie contre ce géant de l'assurance

Gaston Van Dyck

Victoria Vesta, compagnie d'assurance de la région anversoise, filiale du groupe ING, occupe une centaine de travailleurs. A la mi-septembre, la direction a annoncé le licenciement collectif de 21 membres du personnel. Le groupe ING occupe aux Pays-Bas la seconde place dans le secteur de l'assurance. Il emploie 40.000 personnes de par le monde. En Belgique, il a une large participation dans RVS, La Patriotique, De Vaderlandse Spaarbank,... En Grande Bretagne, il est propriétaire de la renommée Bearing Banks. **Pascal De Bel.** A la mi-septembre, la direction a annoncé le licenciement collectif de 21 membres du personnel de Victoria Vesta, dont huit prépensionnés. Parmi les 13 "vrais" licenciés, il y avait 9 travailleurs protégés syndicalement : certainement pas un hasard. Il y avait aussi des gens ayant

30 ans d'ancienneté et même plus ! La direction prétend avoir sélectionné ces treize personnes selon les critères de "connaissances et capacités". En fait, seuls les besoins de l'entreprise sont entrés en considération. Le Setca, en accord avec la LBC (la centrale des employés chrétiens), a soutenu qu'on ne marchandait pas avec les gens comme avec les bonbons d'une confiserie. Nous avons exigé l'application d'un accord sectoriel selon lequel, en cas de reprise dans le secteur, l'entièreté du personnel doit être repris avec maintien du salaire, des conditions de travail et avec une garantie d'emploi de 24 mois. La direction acceptait de déplacer quelques travailleurs vers RVS-Bruxelles et vers Patriotique, mais pas tout le monde. Après quatre rondes de négociations et tentatives de conciliation, la direction n'était toujours pas disposée à chercher une solution. Même pour deux ou trois person-



Pascal De Bel : «il ne faut pas se laisser enfermer dans la seule concertation.»

nes. Pendant ce temps, nous avons déjà accepté des licenciements avec accompagnement so-

cial, en pressant que, face à cette direction surpuissante, nous ne pouvions mener qu'une lutte

défensive. Au fil du temps, les négociations étaient de plus en plus menées par les avocats d'ING.

Le 18 octobre, vous avez organisé une grève réussie de 24 heures, mais le calme est retombé ensuite pendant un mois.

Pascal De Bel. Tout a changé avec la grève au finish lancée par le Setca et le LBC, et avec l'action nationale au siège de RVS à Bruxelles, le jeudi 18 novembre. C'était notre réaction au licenciement de l'entièreté de la délégation syndicale décidé par la direction le 13 novembre. Suite à cette grève, toutes les compagnies concernées voulaient soudain négocier, y compris RVS et la Patriotique. En un rien de temps, elles ont cédé à toutes nos revendications : aucun licenciement forcé, leurs excuses pour le licenciement des travailleurs protégés, garantie de salaire et de conditions de travail en cas de déplacement à RVS ou à la Patriotique. Pour les services intérieurs, une garantie de travail de 3 ans a même été arrachée, soit un an de plus que prévu dans la CCT sectorielle.

Pour moi, la morale de ce récit est très claire : les syndicalistes ne doivent pas se laisser enfermer dans la seule concertation. Si nécessaire, il faut passer à l'action. La lutte syndicale porte ses fruits !

Un cheminot signaleur de Liège témoigne

«Bientôt une catastrophe ferrovière en Belgique ?»

Jacques Fontaine

«Le retard des trains, ce n'est pas la faute des cheminots. Il y a le manque d'entretien et la vétusté des trains et des voies. On ne nous donne pas le personnel nécessaire. Résultat : un stress à en devenir dingue et le risque d'accident qui augmente.» Un signaleur de la gare des Guillemins à Liège nous livre son témoignage.

«Gérer une cabine de signalisation, c'est faire circuler les trains en toute sécurité. Les trains arrivent, se suivent, partent, se croisent... C'est à nous de les aiguiller pour qu'il n'y ait pas de collisions ou autres accidents. C'est l'équivalent d'une tour de contrôle d'un aéroport. En situation normale, aux heures de pointes, c'est déjà tout un tourbillon ici. Mais maintenant, la situation "normale" est devenue exceptionnelle. On va construire une nouvelle cabine de signalisation, qui remplacera, à elle seule, les cinq cabines existantes en région liégeoise. Cela implique des travaux évidemment. Mais comme la direction veut faire tout au plus vite, elle crée un nombre de chantiers hors mesure. Cela signifie qu'il y a moins de voies disponibles et qu'il faut chaque fois avertir les ouvriers de

chantier qu'un train va passer. Mais le nombre de trains ne diminue pas. Nous devons chaque fois trouver des solutions pour les faire passer, sans créer des embouteillages ni des accidents. Pour gérer cela, il nous faudrait du personnel en plus, on ne nous en donne pas.

«C'est par où Bruxelles ?»

Sur cette situation se greffe encore des problèmes imprévus. Les chantiers sont effectués par le privé. Ces gens ne savent pas ce qu'est un chantier SNCB. Un jour, ils ont arraché des câbles et mis une cabine hors service. Quand nous avons téléphoné pour prévenir qu'un train arrivait de Bruxelles, on nous a répondu "c'est par où Bruxelles ?" Ils dégagent la voie et se mettent à un autre endroit aussi dangereux, sans que nous le sachions.

Normalement, un cheminot responsable de la sécurité doit être affecté sur place. Les ouvriers sont sensés connaître le cahier de réglementation. Mais c'est là, pure théorie. Les entrepreneurs privés pressent leurs ouvriers pour obtenir un rendement maximal. Ils

veulent finir dans des délais trop courts. Alors il est courant de transgresser les mesures de sécurité, même derrière le dos du cheminot responsable de la sécurité.

Un autre problème est posé par le retard des trains : il bouleverse tout le schéma. Contrairement à ce que pensent certains voyageurs, ce n'est pas la faute des cheminots. Il peut être dû aux circonstances climatiques. Mais il y a aussi le manque d'entretien des trains et des voies, qui provoquent des pannes fréquentes. Les trains sont vétustes : on les tire vraiment au maximum. Tout cela est lié aux restrictions financières.

On ne nous donne pas le personnel nécessaire. Résultat : un stress à en devenir dingue. Parfois nous n'avons même pas le temps de manger une tartine pendant nos huit heures de travail. Nous avons un déficit de "repos" (l'équivalent de week-end) de 40 jours en moyenne. Nous sommes surmenés, nous n'en pouvons plus. La direction veut ajouter du personnel pas assez formé ni expérimenté et sous-payé avec les conséquences qu'on peut imaginer. Ces gens sont de bonne volonté, mais la formation d'un signaleur prend un

an : impossible de la maîtriser en deux mois. Nous avons déjà eu des accidents, pas encore très graves sur le plan humain. Mais c'est uniquement un coup de chance. Et quand on sait que les travaux vont durer cinq ans !»

Revendications du PTB :

- Du personnel correctement formé et payé selon son travail.

- Du personnel en suffisance pour assurer les repos, les maladies.
- Réduction du temps de travail hebdomadaire à 32h, avec maintien de salaire.
- Maintien des statuts, respects des règlements.
- Application des règlements de chantier et personnel de chantier en suffisance.
- Pas de gare-région.

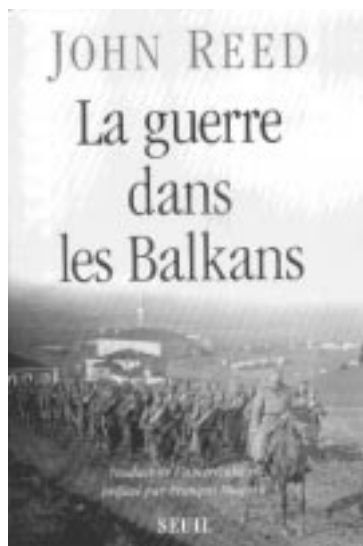
Voyage à Londres 1997

avec *Contact et Cultures*
Samedi 8, dimanche 9 et lundi 10 février 1997

Des centaines de milliers de Britanniques sans eau, l'hiver passé. Collision de trains au nord de Londres en août. Les soins de santé réservés à ceux qui ont de l'argent... Ces problèmes quotidiens sont la conséquence de la crise et des privatisations des services publics menées par Thatcher et Major. Un retour au XIXème siècle ? Pour connaître cette réalité sociale, accompagnez-nous à Londres en février prochain.

Nous rencontrerons des travailleurs et des syndicalistes de divers secteurs des services publics. Quels sont leurs expériences, leurs problèmes, Quelles des solutions voient-ils ? Londres est aussi une ville mondiale où de nombreuses communautés d'émigrés ont trouvé domicile. Beaucoup sont venus des anciennes colonies anglaises. Nous les rencontrerons.

Pour plus d'information, contactez la rédaction de *Solidaire*, tél. 02/513.66.26.



Des livres engageants et engagés

A la fin de cette année très particulière, où un "fait divers" a secoué les fondements de l'Etat capitaliste, *Solidaire* vous propose des livres qui sont autant d'engagements dans leur époque et leur société respectives.

A travers leurs reportages, John Reed et Egon Erwin Kisch montrent ce qu'est l'engagement d'un journaliste au service du peuple. Des artistes - peintres, poètes, etc - sont confrontés au même type de choix. Et, dans des registres très différents, les jeunes auteurs de *Couleurs d'avenir* et de *Femmes aux mille portes* ont choisi de clamer leur refus du racisme et de l'oppression des femmes.

John Reed, journaliste de la révolution

Trois livres qui impressionnèrent le monde (et Lénine)

JULES BEHR

«C'est après avoir lu avec un immense intérêt et une attention toujours soutenue le livre de John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, que je le recommande du fond du coeur aux travailleurs de tous les pays. Voici un ouvrage que j'aimerais voir imprimé à des millions d'exemplaires et traduit en toutes langues, car il décrit d'une manière véridique et extraordinairement vivante les événements d'une importance considérable pour l'intelligence de ce qu'est la révolution prolétarienne, de ce qu'est la dictature du prolétariat.»

C'est ce qu'écrivit Lénine en 1920, en introduction au troisième livre majeur du journaliste américain John Reed. Et, effectivement, *Dix jours qui ébranlèrent le monde* aura des millions de lecteurs. Entre 1923, date de sa première publication, et 1930, il est édité douze fois en Union soviétique, huit fois aux Etats-Unis et au Canada et de multiples fois dans toutes les principales langues du monde. Mais, trop dangereuse pour les bourgeoisies occidentales, l'oeuvre de John Reed est progressivement

reléguée aux oubliettes.

Elle vient d'être retraduite et rééditée en français. Son traducteur, François Maspéro, présente John Reed ainsi : «Il était grand et fort, blond aux yeux bleus : taillé en bûcheron, né à l'extrême frontière du Far West(...) ce "Blanc, anglo-saxon et protestant", issu de la meilleure bourgeoisie, est mort à trente-trois ans, en 1920, du typhus contracté au fond de l'Azerbaïdjan où il représentait son pays au congrès des peuples d'Orient. Il est enterré, comme un bolchevique exemplaire, sous les murs du Kremlin.»

La violence d'un seul côté

John Reed découvre la lutte de classes à Paterson, près de New-York, où il est rédacteur d'un journal socialiste. Alors que des ouvriers sont en grève, Reed écrit : «C'est la guerre à Paterson, mais c'est une guerre étrange. La violence est tout entière d'un seul côté, du côté des propriétaires d'usines.»

Puis, il est envoyé au Mexique en pleine révolution. Il y deviendra

l'ami de Pancho Villa qui, à la tête d'une formidable armée de paysans, livre une guerre sans merci aux troupes réactionnaires soutenues par les Etats-Unis. C'est là, pendant de long mois, dormant à même le sol, sous les balles et les obus, que Reed fait l'apprentissage du courage des masses. Il publie *Le Mexique insurgé* qui obtient un immense succès auprès des progressistes américains.

Il se rend ensuite dans les Balkans, secoués par une guerre atroce depuis 1912, une guerre qui provoquera l'embrassement général de l'Europe. Dans son deuxième livre, *La guerre dans les Balkans*, il décrit l'implication directe des grandes puissances d'alors, la France, la Grande-Bretagne, la Russie tsariste et l'Allemagne. Son témoignage époustouflant explique bien les drames que cette région connaît... aujourd'hui.

Enfin, en 1917, il se rend en Russie où, après des mois de lutte, la révolution des soviets militaires, ouvriers et paysans s'apprête à triompher. Il assiste et participe directement aux principaux événements tels que la prise du palais d'Hiver. Ce sera son troisième livre,

celui que saluera Lénine.

Les oeuvres de Reed se lisent "comme des romans". Basés sur des faits concrets auxquels Reed a assisté directement, ils éclairent avec luminosité les événements d'aujourd'hui. A titre d'exemple, cet extrait de *Dix jours qui ébranlèrent le monde*: «Les socialistes "modérés" avaient besoin de la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie n'avait pas besoin des socialistes "modérés". En conséquence, les ministres socialistes se virent obligés de céder petit à petit sur l'ensemble de leur programme, tandis que les classes possédantes devenaient de plus en plus exigeantes. Et à la fin (les socialistes "modérés") se retrouvèrent luttant aux côtés des classes possédantes» (p. 36). C'était en 1917!

JOHN REED, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Editions du Seuil, 1996, 468 pages, 957 F.

JOHN REED, *Le Mexique insurgé*, Editions du Seuil, 1996, 313 pages, 858 F.

John Reed, *La guerre des Balkans*, Editions du Seuil, 1996, 329 pages, 858 F.

Les 'affaires' dénoncées ... il y a 75 ans

Quel rapport entre la mort d'un espion et un match de football ?

MARTINE PIERRE

Mars 1913, le colonel Redl, un des principaux chefs des services secrets austro-hongrois, se tire une balle dans la tête, dans une chambre d'hôtel de Vienne. Le même jour, lors d'un match de football à Prague, le SK Union-Holeschovice bat le Sturm. Quel est le rapport entre ces deux événements ?

Vous le découvrirez en lisant *La chute du colonel Redl*. Sachez que le capitaine du Sturm n'était autre qu'Egon Erwin Kisch, l'auteur de l'ouvrage. Grâce à Kisch, correspondant d'un journal berlinois à Prague, le monde a connu les véri-

tables raisons du suicide de Redl, alors que l'armée impériale avait en vain essayé d'étouffer l'affaire.

Dans l'atmosphère fiévreuse de Vienne - où la menace latente de conflit pesait sur l'Autriche-Hongrie depuis l'annexion de la Bosnie en 1908 - l'affaire Redl a fait grand bruit. Mais toute la vérité n'a été révélée qu'après la guerre, lors de la publication de l'enquête de Kisch, gagnée entre-temps à la cause du communisme. Par sa perspicacité et sa détermination, Kisch a fait de cette enquête un classique du journalisme d'investigation.

Sous la plume de Kisch, Redl devient un symptôme d'une socié-

té malade. Du colonel, l'enquête remonte à l'armée et ensuite à toute la société.

Comme le souligne Pierre Béhar, dans l'introduction de l'ouvrage, «à mesure qu'on s'élève, on voit comment le pouvoir éclate et ne cesse de se dissocier. L'enquête sur la trahison d'un militaire de haut rang se mue de proche en proche en enquête sur la fin de la monarchie danubienne, qui s'est décomposée par le sommet, non par la base. Ne ferait-il que rapporter des témoignages, l'ouvrage de Kisch serait déjà fondamental. Mais, par la critique magistrale à laquelle il soumet ces témoignages, il s'affir-

me comme un analyste politique de premier ordre : il met en pleine lumière les déchirements qui, à la tête de l'Etat et au sein de l'armée, paralysaient la double monarchie et la menaient à une perte aussi assurée que celle à laquelle sa trahison condamnait le colonel Redl.»

Egon Erwin Kisch est né en 1885 à Prague. Journaliste engagé, il a sillonné le monde. Il a combattu en Espagne, puis s'est exilé au Mexique et est mort à Prague en 1948.

EGON ERWIN KISCH, *La chute du colonel Redl. Enquête sur la fin de l'Autriche-Hongrie*, Desjonquères, 1992, 94 pages, 503 F.



Egon Erwin Kisch, Berlin 1930.
Photo: Lotte Jacobi



L'appétit vorace de l'Oncle Sam

Voici un petit livre décapant, qui vous enlèvera les dernières illusions sur les Etats-Unis et leur défense des "droits de l'homme", du "multipartisme", etc. Conçu pour les jeunes, c'est une introduction brillante mais simple à la pensée de Chomsky, y compris, hélas, à son anticommunisme. N'empêche, il consacre 95 % du livre à disséquer la politique américaine, montrant, de façon claire, documentée et cinglante, ses véritables objectifs.

NOAM CHOMSKY, *Les dessous de la politique de l'Oncle Sam*, EPO, 1996, 135 pages, 350 F.

Domicile: la rue!

«Je tiens à remercier surtout le mendiant anonyme qui me dévisagea bizarrement le soir de la Saint-Sylvestre 1994, alors que je lui tendais "fièrement" un modeste billet de 100 francs belges... Ce clochard me confiait une mission... Il m'ordonnait, sans avoir prononcé le moindre mot... d'user de ma plume au profit de quelques gars dans le besoin». Pendant deux ans, Marc Vanrens, sous-officier de la Force aérienne, a fréquenté les sans-abri.

MARC VANRENS, *Un pavé pour oreiller* (préface de Germain Dufour), EPO, 1996, 127 pages, 598 F.



Show-business et idéologie

Avouez-le. Vous aussi, vous fredonnez les tubes de Jean-Jacques Goldman, de Patricia Kaas et autres Vanessa Paradis. Mais avez-vous vraiment écouté les paroles? Oui, Sardou, on le sait, a fricoté avec l'extrême droite. Mais quelle est l'idéologie véhiculée par Johnny Halliday ou Patrick Bruel? Thierry Maricourt s'est amusé à disséquer tous les "grands noms" de la variété. Il vous amusera, même si son propos est parfaitement sérieux.

THIERRY MARICOURT, *La parole en chantant. Show-business et idéologie* (préface de Louis Arti), EPO, 1996, 182 pages, 550 F.

«Vient le temps où les peuples ont le dernier mot»

Colette Braeckman analyse l'ethnisme et l'impérialisme en Afrique centrale

Burundi, Rwanda, Zaïre: l'ouvrage de Colette Braeckman dévoile les racines de la violence qui embrase cette région. Un livre indispensable pour ceux qui sont solidaires des peuples africains à partir d'une vision anti-ethniste et anti-impérialiste.

DIRK VAN DUPPEN

Colette Braeckman met en pièces le mythe des contradictions ethniques responsables du génocide rwandais et de la violence actuelle au Kivu. «La réalité apparaît bien différente, et enfin compréhensible, quand on prend la peine de l'étudier de près. Au Burundi et au Rwanda, où coexistaient des groupes sociaux différents, c'est la colonisation, relayée par l'Eglise catholique, qui a semé les germes de la haine, transformé une lutte sociale en affrontement ethnique.»

L'auteur consacre un long chapitre aux agissements de l'Eglise. Son rôle dans l'introduction du racisme et de l'idéologie ethniste. Sa responsabilité dans le génocide rwandais et, par la suite, son implication dans les courants révisionnistes tentant de nier ou de minimiser le génocide.

Colette Braeckman décrit les manipulations ethnistes au Burundi et au Zaïre. Ainsi, son analyse de Mobutu est confirmée de manière impressionnante par les événements actuels: «Alors qu'au début des années quatre-vingt-dix, il était considéré comme un homme fini, Mobutu, au pouvoir depuis 1965, a survécu à l'annonce de sa mort politique en agitant la menace du chaos, en usant des séductions de l'argent facile, en exploitant les faiblesses de l'opposition. Il a aussi

manipulé l'ethnicité dans les provinces du Shaba et du Kivu. Le génocide rwandais et les tensions ethniques au Burundi, relancées depuis le territoire zaïrois, ont renforcé sa position de pompier pyromane.»

L'ouvrage analyse également les causes fondamentales de la violence ethnique en Afrique: la lutte des grandes puissances pour s'assurer le contrôle de régions stratégiques. «Les peuples d'Afrique centrale ont été pris en otages dans un jeu qui les dépasse, et qui va même au-delà de l'entendement de leurs dirigeants...» Il y a en réalité d'autres enjeux plus économiques: le contrôle des zones minières du Kivu et du Maniéma... Ces pays prétendument pauvres sont en réalité des coffres-forts à peine ouverts, et il n'est donc pas étonnant qu'ils éveillent tant de convoitises, l'intérêt constant de la France, la soudaine sollicitude américaine.»

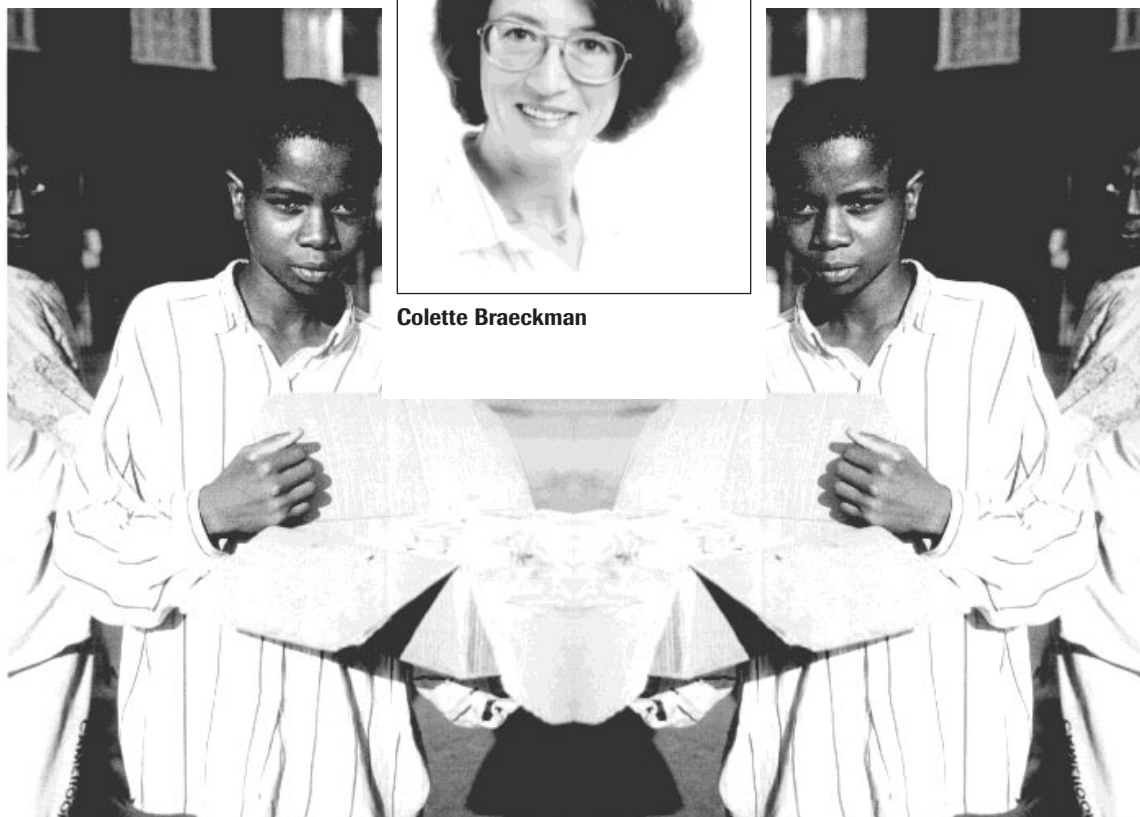
Des signes de résistance et d'espoir

Le livre est paru peu de temps avant que n'éclate la guerre au Kivu. Mais dans son épilogue, l'auteur met

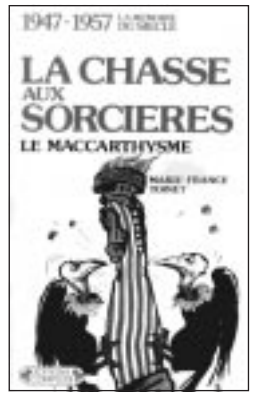
déjà en garde contre «les métastases du génocide.» Elle déclare que la justice et la paix seront impossibles dans la région tant que l'idéologie génocidaire ne sera pas éradiquée: «Le tribunal de Nuremberg ne s'est pas contenté de juger les nazis, il a également mis hors la loi l'idéologie dont ils se réclamaient...» Les manipulations de l'ethnicité ne pourront être déjouées que si chacun s'emploie à reconsidérer cette idéologie qui tue: la communauté internationale, les autorités politiques, mais aussi les autorités morales, les Eglises...»

Colette Braeckman voit aussi des signes de résistance et d'espoir, accordant beaucoup de crédit au nouveau gouvernement rwandais: «Malgré les périls, cette région du monde jouit cependant d'un atout majeur. Car la haine n'est pas une fatalité, des forces de résistance existent, qui rejettent catégoriquement les séquelles de la colonisation et les manipulations ethniques dont elles sont l'objet. Ce sont ces forces qui, au Zaïre résistent aux semeurs de haine... au Rwanda, essaient de retrouver la vérité historique de leur vieux pays, et qui, sans attendre une justice hypothétique ou imparfaite, essaient de construire malgré tout une patrie commune, aidant les veuves, reconstruisant les maisons, organisant des réunions...» «Vient le temps où les pyromanes seront mis hors jeu, où les peuples, cessant d'être manipulés, auront le dernier mot», conclut Colette Braeckman.

COLETTE BRAECKMAN, *Terreur Africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre: les racines de la violence*, Editions Fayard, 349 pages, 884 F.



Colette Braeckman



Maccarthysme aux USA

Entre 1947 et 1957 aux Etats-Unis, 145 personnes sont arrêtées pour fait de communisme, 3900 fonctionnaires fédéraux sont révoqués pour sympathie "subversive", plus de 300 artistes sont mis sur les listes noires à Hollywood et le dossier de 13,5 millions de salariés vérifié par le FBI. C'était le maccarthysme. Les partis de ceux qui, aujourd'hui, hurlent à la chasse aux sorcières ont tous appuyé cette lutte pour la "démocratie". L'ouvrage de Marie-France Toinet, *La Chasse aux sorcières* est remarquablement documenté et se lit comme un polar.

MARIE-FRANCE TOINET, *La Chasse aux sorcières*, éd. Complexe, 206 pp, 175 F.

Enfances volées

C'est surtout dans le tiers monde, affamé par l'impérialisme, que s'est développée une industrie très florissante pour certains, le sexe-tourisme. Franck Pavloff a mené l'enquête en Asie. Il nous en a ramené un ouvrage écrit spécialement pour les adolescents avec deux témoignages et un carnet pédagogique. C'est le coeur aux bord des lèvres que nous lirons les récits de Pak-pao et de Wee et Arusha, contraints de subir les assauts de riches pervers européens et nord-américains.

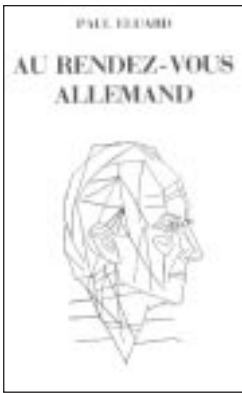
FRANCK PAVLOFF, *Enfants prostitués en Asie*, éd. Syros, collection J'accuse, 115 pp, 578 F.



Comme des chiens

Sorti en format poche, le merveilleux roman d'Azouz Begag, *Les chiens aussi* nous dit par la plume d'un enfant les avatars d'une famille d'immigrés algériens en France. A force d'être traités comme des chiens, l'enfant ne se voit plus, lui et les siens, que comme animal à quatre pattes. Récit bouleversant à lire et à offrir.

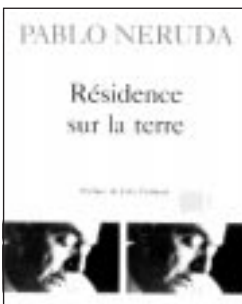
AZOUZ BEGAG, *Les chiens aussi*, Point Virgule 174, 125 p, 191 F.



Eluard, poésie de douleur et d'espoir

“Chanter pour que les vivants triomphent”, écrit Eluard en post-face à son recueil de poèmes *Au rendez-vous allemand*. C'est effectivement dans la nuit de la barbarie nazie que furent écrits la plupart des textes contenus dans ce volume. Poésie de la douleur devant l'horreur mais surtout poésie de l'espoir dans la victoire, *Au rendez-vous allemand* comprend des titres aussi fort que “L'aube dissout les monstres” et “Gabriel Péri”, hommage au député et dirigeant du Parti communiste français fusillé par les nazis en décembre 1941. Réédité aux Editions de Minuit fondées dans la clandestinité sous l'occupation, ce recueil est un petit bijou.

PAUL ELUARD, *Au rendez-vous allemand*, éd. de Minuit, 80 pages, 179 F.



Neruda et le soleil de Stalingrad

Si le public connaît relativement bien son *Canto General*, il est remarquable de constater combien l'immense majorité de l'oeuvre de Pablo Neruda est ignorée. C'est que, militant communiste, homme d'un parti, le poète a chanté haut et fort son appartenance. Héraut de son peuple opprimé par l'impérialisme, chantre de son Parti, il est aussi l'auteur plus méconnu de superbes poèmes sur la guerre d'Espagne et sur la guerre antinazie. La plupart de ces textes ont été recueillis dans l'anthologie *Résidence sur la terre* dont le magnifique “Nouveau chant d'amour à Stalingrad”:

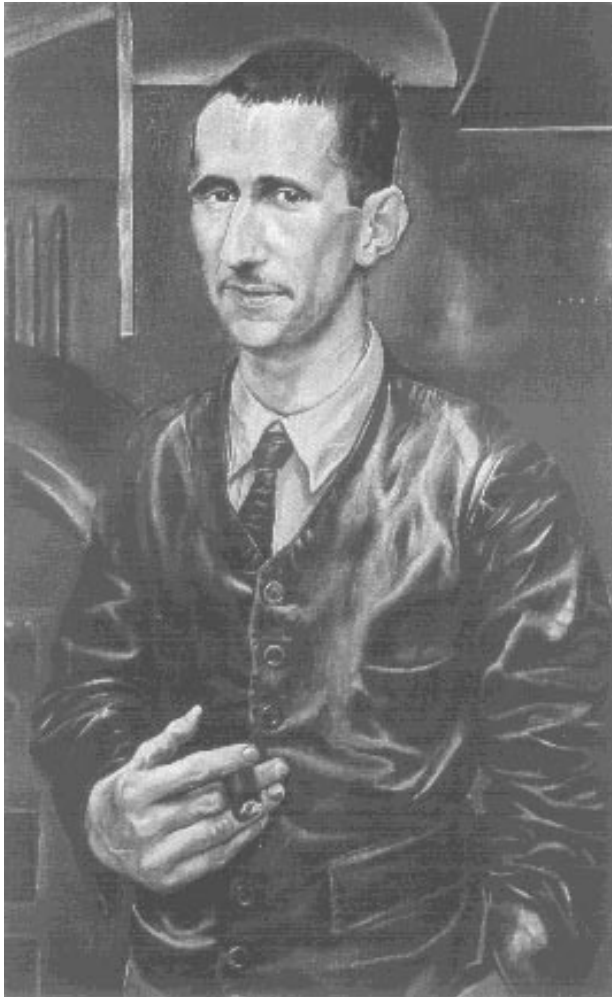
*J'ai touché de mes mains
l'habit du crépuscule bleu
et vaincu:
à présent je touche
l'aube de la vie
surgissant avec le soleil
de Stalingrad.*

Seule la mort, au moment du coup d'état fasciste de Pinochet, aura pu faire taire ce géant de la poésie.

PABLO NERUDA, *Résidence sur la terre*, Poésie/Gallimard, 223 pages, 294 F.
PABLO NERUDA, *Chant Général*, Poésie/Gallimard, 562 pages, 436 F.

Foire aux livres Art et engagement

Au Centre International, à Bruxelles,
du 13 au 15 décembre 1996



Rudolf Schlichter, *Portrait de Bertolt Brecht*, 1926-27.

PATRICK MOENS

De la boue de ce monde barbare et inhumain, surgissent des artistes qui refusent de jouer le jeu auquel la bourgeoisie veut les convier. Comme l'a si bien dit Brecht, ils veulent “transformer l'art pour changer le monde”. Les témoignages et les combats de ces poètes, musiciens, artistes plasticiens, romanciers et autres, chacun peut les retrouver dans les livres que nous vous proposons sur cette page. Outre l'importance des textes et des illustrations, nous avons également voulu privilégier les cordons de votre bourse: rien que des livres au rapport qualité-prix imbattable. C'est juré!

«Eluard, c'est excellent, mais j'ai tout! Vous n'auriez pas autre chose pour ma boulimie de lecture? Du Hikmet, par exemple?» C'est là généralement que le libraire vous fusille (du regard): «C'EST É-P-U-I-S-É!» Mais cette fois, les maniaques de l'ouvrage introuvable vont être gâtés. Le week-end du 13 décembre, la Librairie Internationale or-

ganise en effet une foire aux livres sur le thème “Art et engagement”.

Tous les livres mentionnés dans les articles qui suivent s'y trouveront. Mais bien d'autres encore, en neuf, en occasion ou... épuisés: Brecht, Eluard, Siqueiros, Grosz, Rodtchenko, Capa. Des cassettes et affiches seront aussi présentées. Et si vous n'aimez pas l'art, pensez à vos amis et aux cadeaux de fin d'année.

**Foire aux livres
Art et engagement
au Centre International,
Bd M. Lemonnier 171, Bruxelles.
Vendredi 13 décembre de 15 à 20 h; samedi 14 décembre de 14 à 19 h; dimanche 15 décembre de 10 h30 à 14 h30.**

Un peu de noir?

De la boue des tranchées au maccarthisme: des polars intelligents

Nous avons épinglé deux titres à l'intention de ceux qui veulent se détendre intelligemment avec un bon polar.

Comme pour Grosz (voir ci-contre), il va encore être question de la boue des tranchées de 14-18, de l'horreur et de la révolte avec ce roman de Jean Amila. Responsable de la mort de milliers de braves poilus, ce général qu'on surnomme le “boucher des Hurlus”, du nom de la bataille où il se distingua, est surtout aux yeux des jeunes héros le responsable de l'exécution de leur père. Ces quatre jeunes enfants, au crâne tondu parce que fils de mutins fusillés en 1917, ne son-

gent qu'à se venger et à débarrasser le monde de ce boucher. Et ils s'y mettent!

Rappelant le sort de ceux qui ne voulurent pas continuer à servir de chair à canon pour la bourgeoisie, montrant la prise de conscience de plus en plus grande de ces ouvriers emportés dans la tourmente et sensibilisés par la grande révolution qui se passait à l'est, ce roman est une des petites merveilles de la *Série Noire*.

Sautons dans le temps et l'espace avec le polar d'Andrew Bergman, qui nous entraîne aux Etats-Unis en 1947. En pleine chasse aux sorcières, la vraie, celle où McCarthy poursuivait de sa haine féroce tous ceux qu'il soupçonnait d'être communistes.

Un détective privé du nom de LeVine va enquêter sur la mort d'un de ses amis, scénariste célèbre à Hollywood. Dans sa recherche de la vérité, il va s'opposer à un sbire de McCarthy, avocaillon d'extrême droite qui deviendra, bien plus tard, président des Etats-Unis, le sinistre Nixon. Mais il recevra l'aide d'une personnalité aussi célèbre: Humphrey Bogart. Un roman jubilatoire qui pourrait être vrai tant l'époque et les personnages semblent réels.

JEAN AMILA, *Le Boucher des Hurlus*, Série Noire/Gallimard, 241 pages, 231 F.

ANDREW BERGMAN, *Le pendu d'Hollywood*, Série Noire/Gallimard, 271 pages, 282 F.



Peindre la barbarie

Au coeur de la boucherie de la première guerre mondiale, guerre entre les puissances impérialistes pour le partage du monde, qui voyait mourir jusqu'à vingt-sept mille ouvriers et paysans en une seule journée, des artistes se mirent à peindre le monde d'une autre manière.

De cette école, qu'on appellera en résumé “expressionniste”, sont issus les grands peintres allemands de l'entre-deux guerres qui mirent leur art au service du peuple. Parmi ceux-ci, l'un des plus connus est sans conteste George Grosz, président du *Rote Gruppe*, l'association des artistes communistes allemands. Caricaturiste de la société capitaliste, acerbé et touchant juste, il eut de nombreux ennuis avec la Justice bourgeoise. La monographie, richement illustrée en couleurs, que lui consacre Ivo Kranzfelder aux éditions Taschen nous offre le meilleur pour un prix presque ridicule. A signaler également, la parution des mémoires du peintre sous le titre *Un petit oui et un grand non*.

IVO KRANZFELDER, *George Grosz*, éd. Taschen, 96 pages, 325 F.

GEORGE GROSZ, *Un petit oui et un grand non*, éd. Jacqueline Chambon, 415 pages, 937 F.



Le Kroll nouveau est arrivé

Après *C'est pour offrir?*, paru en 1995, Pierre Kroll, l'irrévérencieux caricaturiste, nous revient avec *Je vous l'emballe?* qu'il nous présente ainsi: «S'y retrouve tout ce qui fit l'actualité: les péripéties des enseignants et de Laurette, les manœuvres de Jean-Luc Dehaene, un peu de jeux olympiques, un zeste de football, un soupçon d'Inusop, un relent de vache folle, les horreurs de l'été, les bêtises télévisuelles et bien d'autres choses.» Dédié à Julie et Mélissa, l'album de Kroll nous fait hésiter entre le rire et les larmes.

PIERRE KROLL, *Je vous l'emballe?*, éd. Luc Pire, 96 pp, 795 F.



De Berlin au Mexique

Enfin réédité, *La charrette* est un des grands romans de Traven qui se fait une fois de plus l'avocat de la révolte des Indiens du Mexique. Passionnant et bouleversant, ce cri de révolte est bien à la hauteur de cet écrivain dont le pseudonyme cachait un révolutionnaire allemand qui, après la défaite de 1919, dut s'enfuir en Amérique du Sud.

TRAVEN, *La charrette*, 10/18 n°1822, 319 p., 313 F. 545 F



Enquêtes sur les banlieues

A partir du cas de Tali Ben Salah, un jeune de Molenbeek, fictif mais combien réel, Erik Rydberg nous plonge dans la réalité des banlieues en Belgique. A travers ses rencontres avec la police, la justice, l'école et les travailleurs sociaux, c'est Tali qui a la parole et qui nous offre une autre vision de la réalité que celle véhiculée par la majorité des médias. Le vrai problème est bien celui de la pauvreté.

ERIK RYDBERG, *Demain, les ghettos en feu ?*, éd. Luc Pire, 128p., 545 F.

Quinze jeunes filles en couleurs

Le tiers monde à votre porte... et au féminin

«**Toute petite, on m'appelait "la bronzée"; ce simple surnom, je le portais comme une étiquette que je haïssais. Un jour, excédée, je m'inventai une pseudo-réalité grâce à laquelle je pensais voir se porter sur moi un tout autre regard : j'étais devenue Sarah, dont la maman était belge...**»

MARTINE PIERRE

S' imagine-t-on ce qu'est être une jeune fille chinoise, marocaine, uruguayenne, haïtienne, turque en Belgique? Aïcha Attaleb en a réuni quelques-unes et les a embarquées dans «une grande aventure comme sur un bateau-livre». Le résultat est un étonnant bouquet de récits poignants et drôles. Nous entrons dans quinze mondes différents, apprenant au passage des morceaux d'histoire de pays aussi divers que le Laos et le Chili; nous observons la Belgique à travers quinze regards naïfs, désabusés ou attendris.

Rageuses, fières, ironiques, les quinze auteurs nous invitent à partager leurs joies et leurs déceptions, leurs peines et leurs interrogations.

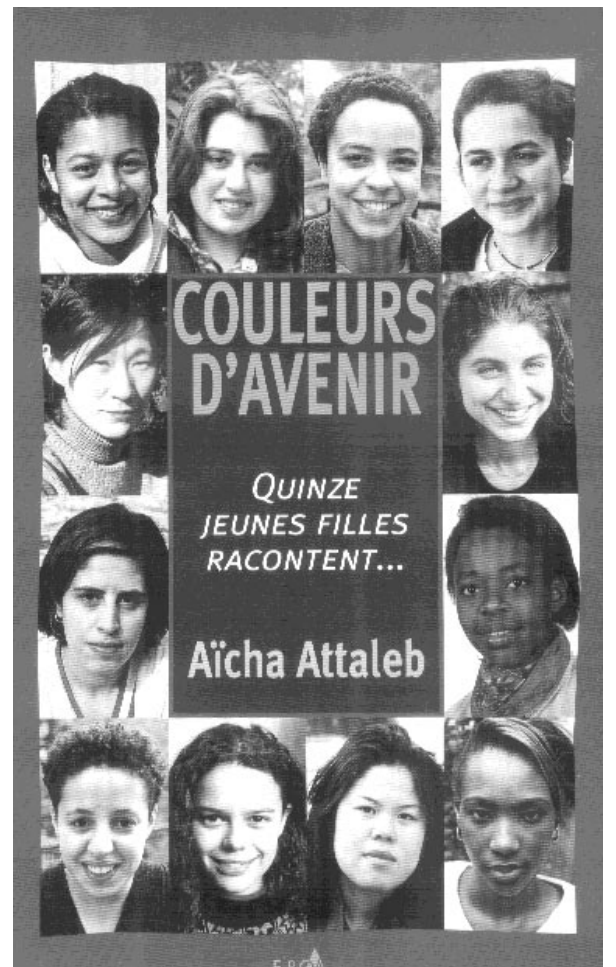
Des trésors d'émotion

«Votre vie est une mosaïque tout en contraste d'ici et de là-bas, ces pays que nos parents ont quittés il y a si longtemps, écrit Aïcha Attaleb dans son introduction. D'ici, vous avez les mêmes inquiétudes, les mêmes interrogations, les mêmes rêves que la plupart des jeunes de votre âge. De là-bas, vous avez hérité la déchirure de vos parents d'où jaillissent une richesse et des trésors d'émotion. Vos bouts d'histoire sont une introduction à un monde qui change, qui bouge, toujours en devenir. Ils nous parlent de vous et de toutes ces jeunes fem-

mes ordinaires que nous croisons chaque jour, dans la rue, dans le bus ou dans le train. Vos expériences, l'émotion que suscitent vos textes et vos idées font prendre conscience de votre réalité et à quel point le racisme et le nationalisme sont pauvres et abêtissants.»

On nous refuse l'égalité, mais on exige de nous l'intégration ! Nourkane explique la procédure de naturalisation, où elle a été obligée de mentir. Après ses études, elle a trouvé du travail dans un salon de coiffure. «Les vieilles femmes qui venaient se faire coiffer me demandaient de quelle nationalité j'étais. Ma patronne m'a dit que je devais changer de prénom pour continuer de travailler et plaire aux clientes.» Samira, étudiante dans une école normale, décrit le jour où elle a voulu donner cours de religion catholique. Sans lui poser la moindre question sur ses convictions religieuses, la titulaire du cours lui assène: «Mademoiselle, je crois que vous n'avez pas le profil idéal pour témoigner de la parole de Jésus». Samira, qui a fait toutes ses études dans l'enseignement catholique, n'en démord pas. Après tout, ne connaît-elle pas bien mieux la Bible que le Coran ?

«Tout au long du trajet, cette pensée obsédante : quel était le verdict ? En moi, l'impression d'un procès et voici que me vient cette image du spectacle du *Procès* de Kafka et du tout premier poème que j'avais écrit: "Sans procès je suis coupable, coupable d'être un jour née Arabe".»



Gulay, Hortense, Samira, Coralie et les autres... Des récits drôles ou tristes mais toujours attachants.

Coralie a été adoptée toute petite, par un couple belge. Hantée par des souvenirs troubles de son pays d'origine, elle pense que c'est par manque de sécurité que nous cherchons à trouver ce que l'on appelle «nos racines». Intérimaire dans une petite usine, elle raconte: «Beaucoup d'étrangères y travaillaient. Elles ne parlaient que peu ou mal le français. C'était étrange pour moi de retrouver ce sentiment d'être différente alors que comparée à elles, moi j'étais une "intégrée", une "adaptée"... On jouait au petit chef avec nous du fait que nous n'étions que de simples intérimaires, étrangères de surcroît. Pourtant nous étions tous des ouvriers, à la seule différence que les petits chefs étaient là depuis plus longtemps que nous et surtout qu'ils étaient belges. Ils profitaient de ce petit avantage, pour nous faire subir ce qu'eux-mêmes subissaient: l'exploitation.»

Gulay a participé avec des camarades de classe aux manifestations contre le décret Onkelinx. En même temps, dans son deuxième pays, la Turquie, d'autres étudiants s'opposaient à la hausse du minerval dans les universités. Nous avons connu des matraquages ici, s'indigne-t-elle, mais là-bas, la brutalité dépasse l'imagination.

Hortense, Rwandaise, est venue rejoindre son père en Belgique en 1992. Son frère et sa grand-mère, restés au pays, ont péri dans le génocide de 1994. «Toute ma vie... je me battrais, écrit-elle, et j'apprendrai à mes enfants à travailler pour un monde meilleur et plus juste où les enfants auront le droit d'être entourés de l'affection de leurs parents.»

AÏCHA ATTALEB, *Couleurs d'avenir. Quinze jeunes filles racontent* (préface d'Anne Morelli), EPO, 1996, 197 p., 598 F.

Bon de commande

A renvoyer à la LIBRAIRIE INTERNATIONALE, Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél: 02/513.69.07

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Tél.: _____

commande le(s) titre(s) suivant(s) et :

verse la somme correspondante au compte 001-1536344-37 de la LIBRAIRIE INTERNATIONALE, Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

joint un chèque barré à ma commande.

Titre du livre: _____ Prix: _____

Total: _____

Commande de moins de 1.000 F : 50 F de port

Commande de plus de 1.000 F : port gratuit

Femmes du Maghreb

Le regard de l'écrivain et celui de la photographe

MARTINE PIERRE

Voici le plus beau des "beaux livres", fruit de l'association de Leïla Houari et Joss Dray, qui, l'une avec sa plume, l'autre avec son objectif, nous livrent les portraits magnifiques de femmes d'origine maghrébine vivant en Belgique ou en France.

Fatiha Saïdi, la première femme à avoir joué un rôle important au sein des radios libres en langue arabe de Bruxelles; Fatma Bentmime, cette analphabète qui a écrit un livre...; Amel, comédienne, «entre Pinocchio et Ali Baba»; Khiti Benachem, animatrice de l'émission *Sindbad* sur la RTBF.

Et puis, il y a Khadouj, ouvrière, grâce à qui tout a commencé, le jour où elle a dit à Leïla Houari, lors d'une rencontre à Charleroi: «Je dois te raconter ma vie»...

Ces portraits en photos et en tex-

tes, Leïla Houari et Joss Dray en ont fait un livre pour «casser l'image réductrice que véhicule souvent le mot "immigré"». Lisez-le, offrez-le, imprégnez-vous de ces images, de ces vies de femmes qui, comme le dit Gisèle Halimi dans sa belle pré-

face, «parlent, pleurent, se battent, "dansent ce qu'elles sont".»

LEÏLA HOUARI & JOSS DRAY, *Femmes aux mille portes. Portraits, mémoire, une coédition EPO-Syros*, 115 pages, cartonné sous jaquette, 998 F.



Le coq wallon sur un tas de fumier

La Région wallonne ressort le projet de sidérurgie wallonne

Comment faire accepter une restructuration meurtrière en emploi par les travailleurs et leurs syndicats ? Le ministre président de la Région wallonne, Robert Collignon (PS), agite un plan de sidérurgie wallonne. Des emplois perdus au nom de la grandeur de la Wallonie.

Thomas Gounet, Jean Valet

L'origine des Usines Gustave Boël (UGB) remonte au XIX^{ème} siècle. En 1995-1996, les UGB ont subi une perte de pratiquement un milliard de francs. De plus, le haut fourneau a besoin d'une réfection sérieuse. Cela devrait coûter un milliard de francs aussi.

La famille Boël, dont la fortune, placée aujourd'hui dans la finance, provient de la sidérurgie, ne veut plus mettre d'argent dans l'acier. C'est pourquoi elle a fait appel à la multinationale hollandaise Hoogovens. Celle-ci veut tirer de son investissement un rendement de 12,5%. Cela signifie en clair : fermer le haut fourneau et l'aciérie; donc licencier 1.300 travailleurs. De quoi susciter l'opposition des délégations syndicales de La Louvière, inquiètes pour l'emploi.

Les Boël ne sont pas assez riches, estime le PS

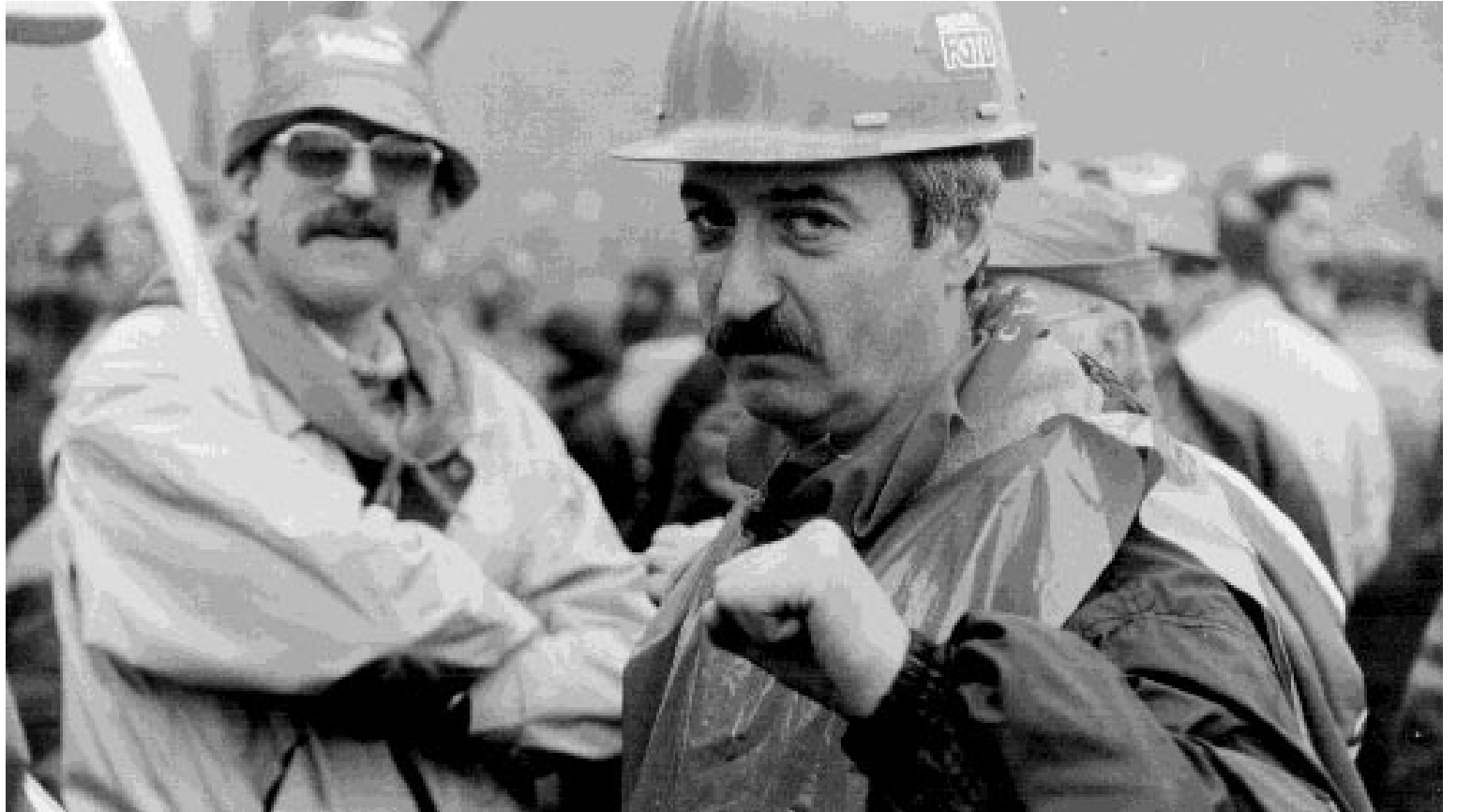
C'est dans ce contexte que Robert Collignon, ministre président de la Région wallonne et membre du parti socialiste (PS), vient avec sa proposition de sidérurgie wallonne. Quelle est la teneur de ce projet ? C'est le rassemblement des Usines Gustave Boël, des Forges de Clabecq et de Cockerill Sambre. En fait, c'est l'absorption des deux premières par la dernière. On peut le présenter encore autrement : Collignon propose à Boël un concurrent à Hoogovens. Il encourage donc la surenchère entre capitalistes pour les parts de Boël dans UGB.

Première conclusion : le PS ne remet pas en cause le pouvoir des barons de l'acier qui se sont enrichis durant des années sur le dos des sidérurgistes; au contraire, il leur offre un cadeau supplémentaire. Un scandale ! Mais le projet a d'autres ambitions.

Quand Gandois passe, l'emploi ne repousse plus

L'homme de la Région wallonne est Jean Gandois. Il a été nommé, en 1983, conseiller dans la restructuration de Cockerill Sambre qui a coûté près de 10.000 emplois à Liège et à Charleroi. Il est maintenant président de cette entreprise.

Au printemps dernier, Collignon



Une sidérurgie wallonne ? A quoi cela sert-il si c'est pour liquider l'emploi ? Les travailleurs des Forges de Clabecq et de Boël manifestent en commun le 28 octobre dernier contre ces projets de démantèlement.

lui a demandé un rapport sur l'avenir des usines wallonnes. Son titre est évocateur, surtout dans sa deuxième partie : "Forges de Clabecq. Viabilité à long terme de la sidérurgie wallonne". Il fixe la stratégie prévue par la Région wallonne et le PS.

Lisons-le quelque peu. D'abord, il traite de la survie des Forges de Clabecq. Sur ce plan, Jean Gandois est très clair : «Les Forges de Clabecq ne poursuivent aujourd'hui leur activité que grâce au soutien de l'un de leurs actionnaires qui est la Région wallonne. Cette situation ne peut pas durer. Dans la meilleure des hypothèses, on pourra maintenir sur le site une activité occupant 600 à 700 personnes. C'est donc à des suppressions de l'ordre de 1.500 emplois que nous avons à faire face dans des délais très brefs» (1). Dans ces conditions, Cockerill Sambre pourrait reprendre les Forges de Clabecq pour le franc symbolique.

Voilà la sidérurgie wallonne dans toute sa réalité : 1.500 emplois sacrifiés. Sans compter que le maintien du laminoir n'est que la meilleure hypothèse. Il y a fort à parier que cette politique est le prélude à la fermeture totale des Forges.

Prendre de vitesse Hoogovens

Jean Gandois voit d'un mauvais oeil l'arrivée de la multinationale hollandaise dans les UGB. En effet, les UGB détiennent l'usine de Maubeuge, dans le nord de la France. Celle-ci est spécialisée dans les tôles galvanisées et prépeintes, des produits phares pour Cockerill Sambre. Une raison pour Gandois d'imposer la collaboration entre les UGB et Cockerill Sambre, à la place d'Hoogovens.

Mais qu'est-ce que cela signifie au point de vue de l'emploi ? Le

rapport de Gandois explique : «Cockerill Sambre, disposant d'une production de brames (2) excédentaires dans des conditions compétitives, pourrait être l'un des fournisseurs à long terme d'UGB, s'il s'avérait impossible pour Clabecq de le faire» (3).

Cette phrase veut dire que Cockerill Sambre peut fournir des produits semi-finis (les brames) aux UGB, donc qu'on peut fermer la phase liquide (haut fourneau, aciérie et coulée continue) aux UGB, exactement ce que propose Hoogovens. La sidérurgie wallonne prend dès lors à son compte les 1.300 pertes d'emploi prévues dans le cadre de l'arrêt de la production d'acier classique. Et que deviendraient les UGB dans une sidérurgie wallonne dominée par Cockerill Sambre et dans une situation de surcapacités ? La fermeture ne serait peut-être pas éloignée non plus.

"Synergie syndicale"

A Liège et à Charleroi, Gandois veut appliquer le plan Horizon 2000, soit perdre 2.000 emplois pour l'an 2000.

Le projet sidérurgique wallon avancé par le PS se caractérise donc par la perte d'au moins 4.800 emplois (1.300 aux UGB, 1.500 à Clabecq et 2.000 à Cockerill Sambre). Voilà où mène le nationalisme : on protège les capitalistes et on fait payer les travailleurs. On divise les salariés : on s'oppose aux ouvriers de Sidmar; on rejette la solidarité avec les travailleurs des autres pays. Que le PS en vienne à propager cette idéologie nationaliste qui jette les travailleurs les uns contre les autres et qui protège les capitalistes "nationaux" montre le degré de dégénérescence de ce parti.

Pour contrer cette stratégie néfaste, les sidérurgistes doivent s'appuyer sur leur tradition de lutte. Les dernières semaines ont montré que celle-ci était encore bien vivace.

Les travailleurs des Forges de Clabecq et ceux des UGB ont ressoudé leur unité. Roger Clercq, président de la délégation FGTB des UGB, a appelé les autres délégations syndicales à les rejoindre. Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges

de Clabecq, a demandé de développer les synergies syndicales. L'occasion est belle aujourd'hui, alors que les ouvriers de Liège et les employés de Charleroi rejettent le plan Horizon 2000.

Il faut inciter les travailleurs de Sidmar et d'ALZ de participer à cette lutte. Mais sur base d'un programme anticapitaliste : maintien des 23.000 emplois; 32 heures sans perte de salaire et sans flexibilité; expropriation des barons de l'acier de leurs avoirs dans la sidérurgie et dans la finance; financement de l'acier par ces capitalistes.

1. Jean Gandois, *Forges de Clabecq. Viabilité à long terme de la sidérurgie wallonne*, 23 mai 1996, p.29. 2. Les brames sont les produits semi-finis destinés aux laminiers de tôles. Le complexe sidérurgique restreint se compose des outils suivants : haut fourneau, aciérie, coulée continue et laminoir. Les brames sortent de l'aciérie sous forme de coulée continue. Donc si Cockerill Sambre fournit ce produit, la phase liquide aux UGB devient inutile. 3. Jean Gandois, op. cit., p.20.

Les rats quittent le navire

Depuis le début de la crise, les barons de l'acier ne mettent pratiquement plus d'argent dans la sidérurgie. Au contraire, ils retirent leurs billes, et ce avec profit. Ainsi, les anciens patrons de Clabecq, Dessy, Cobepa et Germeau, viennent d'engranger 180 millions chacun en vendant leurs actions Sococlabeq, ancienne propriétaire des Forges.

Les Boël, qui vendent la moitié de l'usine de La Louvière, possèdent la ferme du Chenoy,

flanqué d'un château de 140 pièces, entouré du parc de 40 hectares. Tout le pays compris entre Mont-Saint-Guibert et Sart-Dames-Avelines ne forme qu'une immense dépendance du Chenoy. Leur financière Sofina a rapporté 2 milliards de bénéfices en 1992, autant en 1993 et 1,3 milliard en 1994.

La fortune d'Albert Frère, estimée à au moins 50 milliards de francs, a été construite à partir de la sidérurgie. Sans compter la Société Générale qui, depuis le début du

XIX^{ème} siècle, vit, en partie, de l'acier.

Il faut mettre sous séquestre les fortunes construites sur le labeur de générations de sidérurgistes. Il faut faire payer ces capitalistes.

Il est scandaleux que ces patrons se soient enrichis grâce à l'acier et que, maintenant, cela rapportant moins, ils partent avec la caisse. Ils laissent des milliers d'emplois sur le carreau et les pertes à l'Etat, donc au contribuable.

Quatre heures pour plier bagages

Forte résistance au Luxembourg contre la déportation de la famille Vajeu

Libramont, 7 h 15 du matin. La gendarmerie vient arrêter la famille Vajeu. Surprise totale. Ciprian et son épouse ont quatre heures pour faire leurs bagages. L'avion pour Bucarest décolle à 16h15...

Thierry Warmoes

Ciprian-Sebastian, 14 ans, est déjà parti à l'école à Bertrix (province du Luxembourg). Les gendarmes le font sortir de la classe. Mais les élèves se lèvent comme un seul homme. En pleurs, ils demandent au directeur de pouvoir aller à la gendarmerie de Libramont : «C'est un des nôtres. Il doit rester parmi nous.» Le directeur marque son accord : «Nous recevons des tas de circulaires pour promouvoir la citoyenneté et la démocratie. Mais l'exemple ne vient pas d'en haut. Et dire que nous sommes à 12 km de Neufchâteau ! Par contre, nous avons ici un bon exemple pratique pour lequel nous irons jusqu'au bout.» Les profs font la navette. Une soixantaine d'élèves bloquent les entrées du poste de gendarmerie. Les gendarmes sont bien embarrassés et tentent d'ex-

pliquer que "la loi, c'est la loi". Mais les élèves sont déterminés : «On n'applique pas une loi inhumaine !» La gendarmerie bat en retraite et fait appel à des renforts de toute la région. Après deux heures de siège, par une manoeuvre de diversion, les gendarmes parviennent à quitter le poste et à emmener la famille à Zaventem. Les élèves n'ont même pas pu dire au revoir à leur ami...

La solidarité fait peur

En juin, lorsqu'il avait reçu un ordre de quitter la Belgique, Ciprian Vajeu avait mené une grève de la faim. Plus de 4.000 personnes avaient signé sa pétition. A *Solidaire*, il avait déclaré : «Ils misent sur l'élément surprise. 98 % s'en vont en silence. Moi je



Ciprian Vajeu, lors de son entretien avec *Solidaire*, voici quelques mois.

fais partie des 2 % qui décident de se battre.» En agissant rapidement, l'Office des Etrangers a voulu éviter à tout prix une répétition de ce mouvement de solidarité. Le ministre fascisant Vande Lanotte était bien au courant et a

certainement dû approuver. «A quelques semaines de cette impressionnante Marche blanche à Bruxelles, où des familles de tout le pays revendiquaient pour plus de respect, de justice, d'humanité et donc de démocratie, c'est toute une jeunesse et population locale qui se voit "arracher" l'un des leurs et sa famille, sans comprendre, sans même la dignité de l'au revoir», écrit la Ligue des Familles.

L'"intégration" : du bavardage

La famille Vajeu vivait depuis 6 ans en Belgique et était parfaitement "intégrée". Les parents, tous deux médecins, travaillaient dans des hôpitaux à Libramont et à Arlon. Ils ont beaucoup d'amis et sont fort estimés par leurs collègues et patients. Mais tout cela ne compte pas pour l'Office des Etrangers qui écrit froidement : «La nécessité de l'immigration de deux médecins roumains n'a pas été démontrée, la Roumanie en ayant davantage besoin que la Belgique où un numerus clausus s'installe et où des médecins sont sans travail.»

Le discours sur "l'intégration des étrangers" n'est donc que bavardage. Même des étrangers connaissant parfaitement le français, ayant étudié, travaillant et vivant avec la population belge, des intellectuels ayant beaucoup de relations sont déportés sans pitié. Les actions de solidarité avec la famille Vajeu ont retardé leur expulsion et la gendarmerie a dû agir par surprise. Des milliers d'autres réfugiés sont eux déportés brutalement, sans que personne ne le sache. De simple ouvriers du tiers monde, qui ont beaucoup de difficultés à trouver du travail, à apprendre le français doivent s'attendre au pire. Vande Lanotte a annoncé 15.000 déportations d'ici 1998... La seule solution pour éviter de tels drames est le retrait de la loi Vande Lanotte, véritable machine à déporter des être humains.

Les amis et collègues des Vajeu continuent le combat pour les ramener en Belgique. Ils multiplient les démarches et une pétition circule. Envoyez vos messages de solidarité à la 3ème rénouvée de l'Institut Notre-Dame, rue Burhaimont 11 à 6880 Bertrix.

Deux cents façons de soutenir le PTB

An Lenaerts présente la brochure "Forts ensemble"

Mieke Van Overveldt

An Lenaerts, responsable PTB pour le recrutement, peut être fière de son nouveau "Forts ensemble". Le supplément annexé à ce journal existe aussi sous la forme d'une belle brochure.

D'où vient l'idée de proposer toutes les activités du PTB en une seule brochure ?

An Lenaerts. Nous voulons donner à des milliers de personnes l'occasion de collaborer avec le PTB. Beaucoup de gens veulent faire quelque chose. Nous devons leur proposer bien d'autres choses que, par exemple, vendre *Solidaire* ou distribuer des tracts au marché. Le nouveau *Forts ensemble* rencontre les dizaines de points d'intérêts vivant parmi nos sympathisants. Voici un mois, je vais voir Jan et lui propose de distribuer des toutes-boîtes dans sa rue. Il me dit que finalement c'est difficile. Il a trois enfants et son travail est flexible. Je le revois la semaine dernière, il me raconte fièrement qu'il est devenu le parrain d'un enfant rwandais, grâce à la Ligue Anti-Impérialiste. Je n'avais pas pensé à lui proposer une telle activité quand il m'a dit qu'il cherchait comment soutenir le PTB.

Autre exemple. De nombreux travailleurs d'une entreprise automobile de ma région sont membres d'un club sportif. Notre parti a une toute nouvelle section sport. Elle recherche des entraîneurs. Elle organise une Course pour la paix et un voyage sportif à Cuba. Ces travailleurs mobiliseront



Pourquoi un ouvrier ne s'intéresserait-il qu'à la lutte salariale ? Jan est devenu parrain d'un enfant rwandais. "Forts ensemble" donne un aperçu de toutes les activités du PTB.

peut-être leur club sportif pour la Course pour la paix. Grâce à *Forts ensemble*, ils savent enfin que cette section existe. D'autres gens s'intéressent à la culture, musique ou théâtre par exemple. D'autres, techniciens spécialisés, peuvent faire bénéficier le parti de leurs compétences en matière d'électri-

cité, de maçonnerie, menuiserie. *Forts ensemble* est la réponse !

Comment présentez-vous cette brochure ?

An Lenaerts. Actuellement, nous demandons aux gens de nous aider à lutter contre l'Opération Oubliettes. Nous pouvons pré-

senter en même temps *Forts ensemble* et ils peuvent le feuilleter tranquillement. Ils sont étonnés de toutes les possibilités offertes. Ils peuvent alors compléter un bon de collaboration, s'inscrire pour l'une ou l'autre tâche. Ils peuvent aussi montrer la brochure à leurs amis et ainsi

présenter le parti. Nous téléphonerons aussi aux abonnés de *Solidaire* qui ont reçu *Forts ensemble*. Lecteurs, vous êtes ainsi avertis. Vous êtes invités à lire le supplément et à repérer une tâche qui vous intéresse. Nous prendrons contact avec vous.

L'ex-chef de la gendarmerie rwandaise habite à Bruxelles

Droit de réponse à l'article paru dans *Solidaire* n°33

Contraints juridiquement et bien que nullement d'accord avec son contenu, nous publions ci-dessous un droit de réponse concernant l'article "L'ex-chef de la gendarmerie rwandaise habite à Bruxelles", paru dans *Solidaire* n°33 du 28 août 1996. Notre point de vue figure dans l'article ci-dessous.

«Monsieur le rédacteur en chef, Le chef d'État-major de la gendarmerie que j'étais à l'époque n'est nullement impliqué, comme vous le laissez entendre dans l'organisation et la préparation pratique de l'horreur qui éclata dans mon pays. Je n'ai jamais eu connaissance d'une planification du génocide et j'ignore les réunions des hauts responsables de l'époque dont parle votre journal. Certains militaires ayant rejoint les rangs du FPR et se trouvant à Kigali actuellement pourraient, s'ils sont honnêtes et libres de parler, en témoigner.

Tout comme d'autres officiers, j'ai participé le 6 avril 94 à la réunion à l'État-major de l'armée suite à l'attentat perpétré contre l'avion présidentiel et ipso facto suite à la mort du président de la République, du Chef d'État-major de l'armée, du Président burundais et leur suite. Cette réunion comme celle du 7 avril 94 avec tous les commandants de l'armée et de la gendarmerie, fut dirigée par le Directeur de cabinet de la Défense Bagosora, remplaçant le ministre

de la Défense en mission. Le Général R. Dallaire assista à ces réunions et les mesures y arrêtées furent communiquées au colonel L. Marchal.

La composition du comité de crise créé le 7 avril 94 est connue et certains officiers y ayant participé ont rejoint les rangs du FPR, actuellement APR.

Je n'ai jamais été nommé président de ce comité ni reçu de mission de coordinateur (voir en cela le communiqué des forces armées F.422/00.087 signé par Bagosora et reproduit par la *Gazet van Antwerpen*).

Le Colonel Vincent met Ndindiliyimana en sécurité

Encore une fois, votre article est tendancieux et purement imaginaire, vous fabulez et trompez vos lecteurs.

C'est en date du 5 juin 94 que j'ai été relevé de tout commandement et j'ai songé sérieusement à quitter le pays, car j'avais été menacé de mort; la radio du FPR avait même annoncé mon assassinat par des extrémistes Hutu.

Je suis arrivé en Belgique avec l'accord du ministre des Affaires Étrangères de Belgique et j'ai témoigné sur l'assassinat des casques bleus belges du contingent de la MINUAR. J'ai aussi été entendu de nombreuses fois par l'Auditorat militaire et autres juridictions.

La collaboration de la gendarmerie rwandaise avec la MINUAR ne souffrait aucune divergence, toutes les opérations étaient menées conjointement. Dès la reprise des hostilités, les unités de la gendarmerie sous commandement de l'armée.

Seul un petit détachement resta aux ordres de l'État-major de la gendarmerie qui se limita à la protection des personnes se trouvant à l'hôtel des Mille collines, de St-Paul, des Soeurs Bernardines et l'hôtel des diplomates, et effectua des escortes. De nombreuses fois, les gendarmes affectés à ces missions furent menacés par des militaires ou des Interahamwe.

La gendarmerie rwandaise organisait les massacres

Il est déplorable que, pour étayer vos accusations à mon égard, et à l'égard de la gendarmerie en général, vous vous référez au livre «African rights, Death, Despair and Defiance» dont vous déformez le contenu. Vous aurez remarqué que cette étude de 1.200 pages ne mentionne mon nom que pour indiquer ma fonction de Général-Major de la gendarmerie

et ne consacre qu'une bonne page au rôle de la gendarmerie dans le génocide en amalgamant malheureusement la gendarmerie nationale et la police locale, en indiquant que c'était *particulièrement les policiers locaux*, contrôlés par les bourgmestres, qui étaient parmi les tueurs. La même phrase ajoute que, si la gendarmerie nationale était sous mon contrôle, il s'est avéré que très souvent les gendarmes (ou policiers ?) semblent avoir été mobilisés par les responsables locaux. Vous évitez également de citer le livre en question quand il signale le fait que les gendarmes ont souvent essayé de mettre fin à la violence, ce qui a même parfois provoqué des confrontations armées.

Le cas de Monsieur F. Ngango m'est connu, les mesures prises à cette époque avait satisfait l'opposition. De plus j'ajoute que des gendarmes, dont deux officiers, ayant participé à des exactions, ont été l'objet d'enquête et placés en détention à Gitarama. Des cas de gendarmes, défenseurs du parti MRND, existaient bien avant le multipartisme.

J'ai moi-même pris des mesures pour rendre apolitique la gendarmerie et préparé son intégration avec ceux du FPR, comme prévu par les accords d'Arusha.

Il est connu que j'ai eu des problèmes avec le Président de la République parce que les gendarmes arrêtaient les jeunes Interahamwe en infraction et que des

extrémistes avaient, via Radio RTLM, propagé que les gendarmes agissaient pour compte du FPR.

Je m'insurge contre les délateurs patentés de vouloir m'accuser de planificateur, penseur ou préparateur du génocide. C'est oublier délibérément que le FPR pendant la guerre, à sa radio Muhabura, m'a demandé de rejoindre ses rangs ! Que Radio RTLM faisait appel à la population pour que l'on arrête mon véhicule qui, disait-elle, transportait des troupes ennemies et enfin que c'est l'opposition qui a fait en sorte que je devienne Général-Major et Chef d'État-major de la gendarmerie et que, après la prise du pouvoir du pays par le FPR, je fus contacté pour rejoindre les rangs du FPR.

Alors que je songeais à rentrer au pays, des délateurs se sont mis à l'oeuvre pour que je ne puisse plus le faire, confectionnant des mensonges de tout genre, aidés en cela par des personnes partisans.

Le jeu des mensonges et de la délation gratuite a été jusqu'à ce jour le véritable obstacle pour arriver à des solutions au problème rwandais; je puis en parler en connaissance de cause, ayant conduit plusieurs négociations avec le FPR.

Votre journal aiderait mieux le peuple rwandais en écrivant la vérité en lieu et place de la déformer.

A. Ndindiliyimana»

Présent à la réunion où s'est planifié le génocide

Commentaire de *Solidaire* au droit de réponse de Ndindiliyimana

Comme Ndindiliyimana l'a écrit lui-même, il est resté jusqu'au 5 juin 1994, pendant la plus grande partie du génocide, à la tête de la gendarmerie rwandaise qui est accusée, dans diverses publications, d'implication dans le génocide. Nous reprenons ici les citations du rapport d'African Rights dont parle Ndindiliyimana : «Toutes les personnes avec lesquelles African Rights a parlé au Rwanda concordent pour dire que la gendarmerie, et plus spécialement les policiers locaux, contrôlés par les bourgmestres, complicités parmi les assassins les plus féroces. La gendarmerie nationale était placée sous la responsabilité du Général-Major Ndindiliyimana, basé à Kigali, mais, dans de nombreux cas, les gendarmes semblent avoir été mobilisés par les autorités locales. Il est généralement reconnu que les Interahamwe n'aurait jamais eu la force qu'ils ont eue sans les armes et le soutien physique des policiers communaux. Ces derniers ont participé à de nombreux massacres et tiré sur la population civile. Très souvent,



ils arrivaient sur les lieux d'un massacre un peu avant l'armée dans le but de bloquer toutes les issues et de s'assurer que les environs étaient bien entourés pour empêcher toute tentative d'évasion. La gendarmerie a également joué un rôle dans l'entraînement des Interahamwe après le début des massacres.»

Un journaliste britannique présent à Kigali peu après le début des massacres témoigne des liens étroits entre la gendarmerie et les milices. «Si les milices ont commis

la plupart des massacres de leurs mains, elles ont agi comme un poste avancé de la gendarmerie. Les deux organisations travaillaient main dans la main. Cela m'est apparu clairement lorsque nous avons pris la voiture en compagnie de représentants de la gendarmerie et que nous sommes passés aux points de contrôle. C'est alors que j'ai compris que leurs relations étaient très proches. Etant donné que nous étions avec des gendarmes, on nous laissait tranquille, il n'y avait pas de

tracasserie. Nous nous sommes rendus dans différents postes de gendarmerie, mais aussi de police, et nous avons vu des gendarmes charger des boîtes de munitions dans des voitures destinées à des zones populaires. Dans certains cas, après le 7 avril, des gendarmes ont essayé de mettre fin à la violence, déclenchant parfois de véritables batailles rangées entre différents groupes de la police. Très souvent leur position dépendait de leur région d'origine; les gendarmes de Ruhengeri et Giseyi étaient considérés comme très durs.» (Rwanda, death, despair and defiance, 1995, p.52-53)

L'affirmation de Ndindiliyimana, «Je n'ai jamais eu connaissance d'une planification du génocide», ne tient pas debout étant donné les faits suivants. D'abord, *De Morgen* a publié le 4 novembre 1995 des documents dont il ressort que le haut commandement de la gendarmerie était présent à la réunion du 22 décembre 1993 où, avec le haut commandement de l'armée, il a discuté de l'organisation du génocide. Par ailleurs, le

rapport du Comité I (comité de contrôle des services de renseignements) confirme que début octobre 1996, le contenu de la série d'articles de *De Morgen* a été soumis au Parlement belge, et conclut que «des renseignements précis concernant la préparation des massacres contre les Tutsis ont été remis aux autorités politiques et militaires (belges).» (De Morgen, 7 octobre). Le colonel Vincent, qui était alors à la tête de l'assistance militaire belge à l'armée rwandaise et donc parfaitement au courant des préparatifs du génocide, a aidé le chef de la gendarmerie rwandaise à obtenir un asile sûr en Belgique.

Enfin, Ndindiliyimana occupe la 352ème place (sur 446) de la «Liste des principaux commanditaires, organisateurs et auteurs présumés du génocide et des assassinats politiques commis au Rwanda entre le 6 avril 1994 et le 17 juillet 1994», liste constituée par le ministère de la Justice du Rwanda. L'inculpation officielle est : «Chef d'état-major de la Gendarmerie. Penseur du plan de génocide et des massacres».

Visite de l'orphelinat de Shanghai

La mise en scène de la BBC sur le "mouroir" était un grossier mensonge

Voici près d'un an, nos médias ont fait beaucoup de tapage à propos d'un orphelinat de Shanghai où des enfants handicapés seraient abandonnés et maltraités. Aujourd'hui encore, on nous raconte que «les camps de détention chinois se remplissent à nouveau» (1), au moment où un "dissident" vient d'être condamné pour subversion. Une délégation belge du PTB a visité le fameux orphelinat de Shanghai le mois dernier.

Bert De Belder

Le bureau pour les relations internationales de la ville de Shanghai nous avait préparé un programme surchargé en mettant l'accent sur les zones de développement économique. A notre demande, les responsables ont cependant trouvé le moyen de nous faire visiter l'orphelinat, dont l'organisation américaine Human Rights Watch et la BBC-télévision avaient diffusé des récits horribles. La Chine y organiserait systématiquement "l'extermination d'enfants" en laissant de nombreux enfants orphelins et handicapés mourir de faim, attachés à leur lit. La direction de l'orphelinat et la presse internationale tant soit peu honnête ont démontré qu'il s'agissait d'une mise en scène scandaleuse. (2)

Dans l'après-midi du 23 octobre, nous sommes reçus par Huang Jia Chun, directeur adjoint de l'Institut de l'enfance à Shanghai. L'orphelinat a été créé en 1911 par l'Association catholique et repris par la commune de Shanghai en 1956. Le caractère religieux n'a pas entièrement disparu puisque depuis 1984, le centre est patronné par maître Zhen-Chan, un éminent moine et bienfaiteur bouddhiste.

Enfant abusés... non pas en Chine, mais contre la Chine

L'institut abrite plus de 500 orphelins de moins de 16 ans, dont 90 % sont handicapés. Il y a 320 membres du personnels, dont 40 médecins, 20 éducateurs et plus de 180 infirmières.

M. Huang : «Nous n'aimons pas utiliser le terme orphelinat, car nous visons bien davantage que l'accueil d'orphelins. Grâce à des soins optimaux, une éducation et

une amélioration de la santé physique et psychique des enfants, nous les aidons à mener une vie dont la qualité est égale ou même supérieure à celle d'autres enfants.»

Soins dévoués et éducation créatrice

Nous demandons à M. Huang s'il est au courant de la propagande dénigrante diffusée en Occident sur le compte de son institut.

M. Huang : «Oui, j'ai vu ces photos. C'est une femme médecin, Zhang Zhuyun, qui les a prises à notre insu, photographiant un enfant lourdement handicapé qu'elle avait attaché elle-même à son lit. Avec ces photos et des récits inventés, elle a d'abord essayé en Chine de discréditer notre institut. La raison de son attitude était sa déception. Après avoir travaillé pendant trois ans dans l'institut, elle avait espéré être nommée directrice. Mais la promotion n'a pas eu lieu, parce qu'elle ne s'entendait pas avec le reste du personnel. On n'appréciait guère son manque de coeur à l'ouvrage. Constatant que son récit avait peu de succès en Chine, elle s'est adressée à l'étranger où ses photos répondaient manifestement aux besoins de la presse occidentale.

Le récit est inventé de A à Z. La mortalité dans notre institut n'excède pas la normale, compte tenu du fait que nous avons à faire à des enfants handicapés et qui souvent avaient été abandonnés. Ce sont pour la plupart des enfants trouvés dans la rue. Si nous ne les avions pas recueillis, ils seraient morts ! Il est totalement absurde de nous accuser de laisser sciemment mourir des enfants. Dans ce cas, nous n'avions qu'à les laisser mourir dans la rue !»

Nous avons visité les différentes



Les enfants s'entraînent à la motricité fine avec des baguettes.

sections de l'institut. Dans les salles des plus petits, les enfants lourdement handicapés sont dans des lits, alors que d'autres circulent librement entourés de toutes sortes de jouets. Le docteur Zheng, pédiatre, et plusieurs infirmières s'occupent d'eux. Certains enfants s'adressent aux visiteurs avec un sourire en disant "Ni hao" (bonjour), alors que d'autres se concentrent sur leur jeu ou mangent une pomme. Sur une table, je vois des bananes et des seringues disposées sur un plateau. Les enfants viennent d'être vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos. Etrange : des jouets, des fruits et des vaccins dans un institut qui "organise systématiquement le meurtre d'enfants"...

La qualité de l'éducation et des soins médicaux

Les bambins et les enfants plus âgés sont en classe. Celles-ci ne diffèrent pas de chez nous : jouets, matériel de bricolage, dessins aux murs, même un piano et un lecteur de cassettes. Dans l'une des classes, les enfants nous montrent une danse qu'ils ont apprise et, dans une autre, nous voyons des exemples typiquement chinois de technique de psychomotricité : les enfants s'entraînent à l'aide d'une balle attachée à une raquette de ping-pong. Et pour les gestes délicats, les enfants essayent de prendre des petits blocs avec... des baguettes chinoises ! Fait remarquable : toutes les classes sont équipées de radiateurs, un luxe dont l'habitant moyen de Shanghai est privé. La sécurité des

enfants est prise au sérieux : les radiateurs sont munis d'un treillis en bois. Musique, danse, sécurité : formes étranges d'"abandon" et de "mauvais traitements" !

Dans la cuisine, un spécialiste de l'alimentation nous donne des explications. Le menu de la semaine est inscrit au mur. Aujourd'hui, au petit déjeuner, c'est : bouillon de riz, pain de riz au porc et aux légumes. Déjeuner : bouillon de riz aux crevettes, riz au poisson et aux légumes. Goûter : soupe aux haricots rouges, fruits. Dîner : riz aux crevettes, viande avec oeufs et légumes. Régime riche et varié, alors que les médias affirmaient que les enfants étaient affamés !

Nous visitons également le petit hôpital qui accueille actuellement

19 enfants malades. Un médecin et deux infirmières s'occupent d'eux en permanence. Ici, on ne soigne que les cas ordinaires. Pour des opérations (opération d'un bec de lièvre ou de maladies cardiaques congénitales), les enfants sont accueillis dans des cliniques spécialisées. Un étage de l'hôpital est aménagé comme centre de réhabilitation. Il est équipé de nombreux outils et d'instruments de rééducation physique. Sur plusieurs d'entre eux est apposée l'étiquette "offert par l'UNICEF". Dans cet institut, on ne laisse pas mourir les enfants, mais on leur donne toutes les chances de vivre !

1. *De Morgen*, 25 novembre 1996.
2. *Solidaire*, 17 janvier, 6 mars et 20 mars 1996.



Pour la motricité élémentaire, le pingpong est un exercice indiqué.



Le docteur Bert De Belder, de Médecine pour le Tiers Monde, visite l'orphelinat de Shanghai, en compagnie du docteur Zheng, pédiatre.

530 étudiants arrêtés à Istanbul

Recontre avec des jeunes de Devrimci Gençlik

Une délégation de la LAI s'est rendue à Istanbul début novembre à l'invitation des jeunes de Devrimci Gençlik (Jeunesse Révolutionnaire), l'organisation de jeunes du DHKP-C (Parti et Front de Libération populaire Révolutionnaire). Leyla, Dogan, Ismet et Ali parlent de leur lutte.

Laetitia Van Cauwenberghe
et Diane Vangeneugden



Action de Devrimci Gençlik. Cette organisation a donné une orientation révolutionnaire au mouvement des jeunes en Turquie.

Dogan. Notre mouvement de jeunes est issu du courant progressiste de mai 68. En Turquie, Dev' Genç a donné une orientation révolutionnaire au mouvement. Progressivement, le front a été créé, dont sont issus, plus tard, divers partis marxistes-léninistes comme Devrimci Sol (Gauche Révolutionnaire). Lors du coup d'État de 1980, 600.000 personnes ont été arrêtées. Tous ceux qui travaillaient dans Dev' Genç ont été arrêtés. En 1984, les prisonniers ont fait une grève de la faim. Quatre martyrs y ont laissé la vie. Cela a changé la situation : on a connu une nouvelle explosion de lutte révolutionnaire de masse. Le régime tremblait sur ses fondements. Les militaires ont fondé "YÖK", le "comité de l'enseignement supérieur", pour enrayer toute protestation étudiante et épurer le corps académique de ses éléments démocrates et révolutionnaires. La dissolution de YÖK reste un

de nos objectifs principaux. De nombreux cadres du parti de Devrimci Sol proviennent de Dev' Genç. En 1994, Devrimci Sol est devenu un parti, avec un front autour de lui, le DHKP-C.

Le mouvement de jeunes comme école de cadres de la révolution ?

Leyla. Les jeunes ont toujours pris leur responsabilité pour devenir cadres du parti. En 1991, douze cadres de Dev' Sol ont été assassinés, dont le responsable des unités de propagande armée. Pourtant, l'organisation a continué à travailler, grâce à l'engagement élevé des jeunes cadres. En 1992, dix cadres parmi les plus hauts placés ont été assassinés, dont Sabahat Karatas, la femme du président du parti, Dursun Karatas. A de tels moments, nous assumons des responsabilités plus élevées.

Comment travaillez-vous dans les écoles et les universités, et avec les jeunes en dehors de ces lieux ?

Dogan. Une de nos actions principales vise le minerval. Un étudiant de l'enseignement d'État paie plus de 1.000 F par mois...

Ali. Chaque année, le 6 novembre, TÖDEF organise un boycott étudiant national. Cette année, des centaines d'étudiants ont été arrêtés, 530 rien qu'à Istanbul. Le boycott est orienté sur les mots d'ordre suivants : contre le YÖK; pour l'égalité des chances dans l'enseignement; l'enseignement de qualité ne doit pas être réservé aux riches; enseignement pour le peuple, pas pour les holdings. En 1994, le Fonds Monétaire International a imposé la privatisation de l'ensei-

gnement. Les holdings achètent ou reçoivent les cours de récréation, les bâtiments... Sabanci et Koç sont les deux plus grands holdings. Derrière Koç, il y a le capital de Toyota, Milka, Nestlé. Maintenant, nous avons donc des universités Sabanci et des écoles Koç...

Dogan. A nos stands aux universités, nous diffusons des informations sur les profs démocrates, la matière... Notre camarade, Seher Sahin, une lycéenne qui était responsable de ce travail, a été arrêtée et assassinée par la police.

Nous participons à la lutte ouvrière, nous diffusons des tracts dans les bidonvilles. Depuis les écoles, nous organisons les jeunes du quartier, car tout le monde ne va pas à l'école. Régulièrement, nous faisons de grands pique-niques : ils rassemblent tous les jeunes et raffermissent les liens dans le groupe. La police nous attaque régulièrement : douze élèves sont encore actuellement en prison.

Pendant la guerre du Golfe, nous avions des comités anti-guerre. Nous étions les seuls en Turquie à soutenir l'Irak contre l'impérialisme américain et européen.

Avez-vous une publication ?

Dogan. Nous avons un hebdomadaire Devrimci Gençlik, avec douze pages d'informations sur le front étudiant, la lutte ouvrière contre le fascisme, etc. Nous vendons notre journal pour jeunes et le journal du front Kurtulus parmi les jeunes et dans les quartiers. En mai, un étudiant de 17 ans a été abattu en rue par un policier depuis une voiture blindée. Il vendait le journal avec un compte rendu de la fête du 1er

Mai où la police avait subi une grande défaite face au peuple.

Quelles organisations les jeunes peuvent-ils rejoindre ?

Ismet. Les étudiants peuvent rejoindre le DLMK (Comité de lutte pour un lycée démocratique) et, pour les étudiants universitaires, il y a TÖDEF (Étudiants Démocrates). Ces deux organisations sont légales mais subissent une répression énorme de la part des forces de l'ordre. Le DLMK a fêté son septième anniversaire en prison. En cas d'arrestation, notre attitude de principe est la suivante : ne rien déclarer et ne rien manger, la grève de la faim immédiate donc.

Maintenant, il y a un parlement étudiant. Quel est son objectif ?

Leyla. Beaucoup de jeunes ne sont pas encore organisés, ils ne sont pas très au courant de la réalité en Turquie.

Nous voulons rassembler tous les étudiants dans un seul front, pour entrer en action ensemble. Le parti a décidé de créer partout des fronts larges, y compris parmi les étudiants. Chaque étudiant a le droit de donner son opinion et de participer à la prise de décision. Ne sont pas admis les fascistes organisés ou ceux qui font quelque chose d'illégal, comme les dealers.

Nous voulons un parlement étudiant qui n'ait pas un pouvoir de consultation mais de décision.

Il y a 1.500.000 d'étudiants en Turquie. La majorité n'est pas d'accord avec le minerval, avec ce régime fasciste... Mais ils ne sont pas organisés. Notre parlement étudiant rassemble ces gens.

AGENDA

Bruxelles

Mercredi, jeudi, vendredi, samedi 4, 5, 6, 7 décembre, 20h15

Dimanche 8 décembre, 15h

"La Mère" de Bertolt Brecht par la troupe théâtrale Groupov. Théâtre national, Place Rogier, Bruxelles.

Pour la représentation du 7 décembre, il reste encore quelques places à la Librairie Internationale, tél. 02/513 69 07.

Charleroi

Jeudi 5 décembre, 19h

Saint-Nicolas accueillera tous ceux qui veulent consacrer un peu de temps et d'argent au nouveau centre de rencontre "La Braise", rue Zénobe Gramme 21, Charleroi.

Roucourt

Dimanche 15 décembre, 14h

Marche organisée par le Comité Sylvie Carlin.

Rendez-vous au pont de Roucourt.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

5 déc., à 20 h. En français. 100 F.

Que penser des révélations sur la gendarmerie dans l'affaire Dutroux?

Michel BOUFFIOUX,
Jean-Pierre DE STAERCKE et
Michel GRAINDORGE.

6 déc., à 20h. En turc et en français. 100F.

**Turquie - Kurdistan
Le peuple
est notre barricade**
Oya GÖKBAYRAK

7 déc., à 17 h. En fr. & néerl. Entrée libre.

Apéritif Poétique - Débat

Poésie et pouvoir

Frieda GROFFY, Eric BROGNIEZ et
Willem M. ROGGEMAN

10 déc., à 20 h. En français. 100 F

Deuxième conférence de la série:
PENSEURS POLITIQUES D'AFRIQUE.

Elections et/ou lutte de masse: les expériences de Pierre Mulele (Zaire)

Par Mohammed HASSAN.

13 déc., à 20 h. En français. 100 F.

Les banlieues à Bruxelles: comme en France et

aux Etats-Unis?

Marie NAGY (Ecolo), Yvan MAYEUR
(PS) et Patrick PESTIEAU (PTB)

13 déc., de 15 à 20 h.

14 déc., de 14 à 19 h.

15 déc., de 10h30 à 14h30. Entrée libre.

Foire aux livres:

ART ET ENGAGEMENT

Le CENTRE INTERNATIONAL et le
CAFÉ INTERNATIONAL seront fermés
du 16 au 31 décembre.
Pendant cette période,
La LIBRAIRIE INTERNATIONALE
restera ouverte.

Voyages en Turquie

Moins de 17 ans ? Vous pouvez participer à un voyage pour jeunes à Istanbul à Pâques (une semaine, 15.000 F) ou les vacances d'été (deux ou trois semaines, 25.000 à 35.000 F). La Ligue Anti-Impérialiste organise les rencontres avec des étudiants et ouvriers, le logement en famille, dans les bidonvilles. Les participants organisent des actions de soutien pour emporter de l'argent et du matériel pour un projet dans les bidonvilles de Gazi et Küçük Armutlu. Renseignements : LAI, tél. 02/513 53 86.

N'oublions jamais !

Le "28 novembre noir" commémoré à Liège

Mardi 28 novembre 1995, six mille étudiants se sont rassemblés à Liège pour participer à la manifestation de la FEF (la Fédération des Étudiants francophones) pour le refinancement de l'enseignement. La gendarmerie a rossé les étudiants par tous les moyens possibles.

Renate D'hoker et Peter Mertens

Les étudiants n'avaient pas fait cent mètres que déjà la gendarmerie surgissait devant eux pour leur intimer l'ordre de faire demi-tour. Mais avant que personne puisse faire quoi que ce soit, on a confisqué les mégaphones des leaders de la manifestation et on a fait entrer deux autopompes en action. Là-dessus, ont suivi immédiatement des charges de cavalerie avec soixante chevaux.

Le soir à la télé, la population choquée a pu voir des images qu'on n'oubliera pas de sitôt : un véhicule d'assaut blindé de la gendarmerie fonçant à pleine vitesse dans les manifestants. Des unités des POSA (représentants de l'ordre en civil, chargés de l'observation et l'arrestation de manifestants) kidnappent des étudiants en les traînant par les cheveux jusqu'aux véhicules d'intervention. Trois gendarmes coincent quelques jeunes dans une cabine téléphonique pour pouvoir taper dessus comme des sourds, une jeune fille est renversée par un cheval de la gendarmerie et se casse la jambe, un étudiant est interviewé de l'hôpital où on l'a transporté avec une fracture du crâne... Au moins treize étudiants ont été gravement blessés, cinq d'entre eux sont restés hospitalisés, trente étudiants ont été arrêtés comme des bandits, treize ont été poursuivis en justice.

Le lendemain, éclatent partout dans le pays des manifestations spontanées sous le mot d'ordre « La Belgique n'est pas une démocratie ». Le 28 novembre 1995 restera pour toujours le jour où la gendarmerie a montré son

vrai visage : celui d'un instrument de terreur contre le peuple, entraîné à écraser les manifestations, avec la bénédiction des partis bourgeois, PS en tête.

«Si vous vous plaignez de la gendarmerie, ne manifestez pas ! »

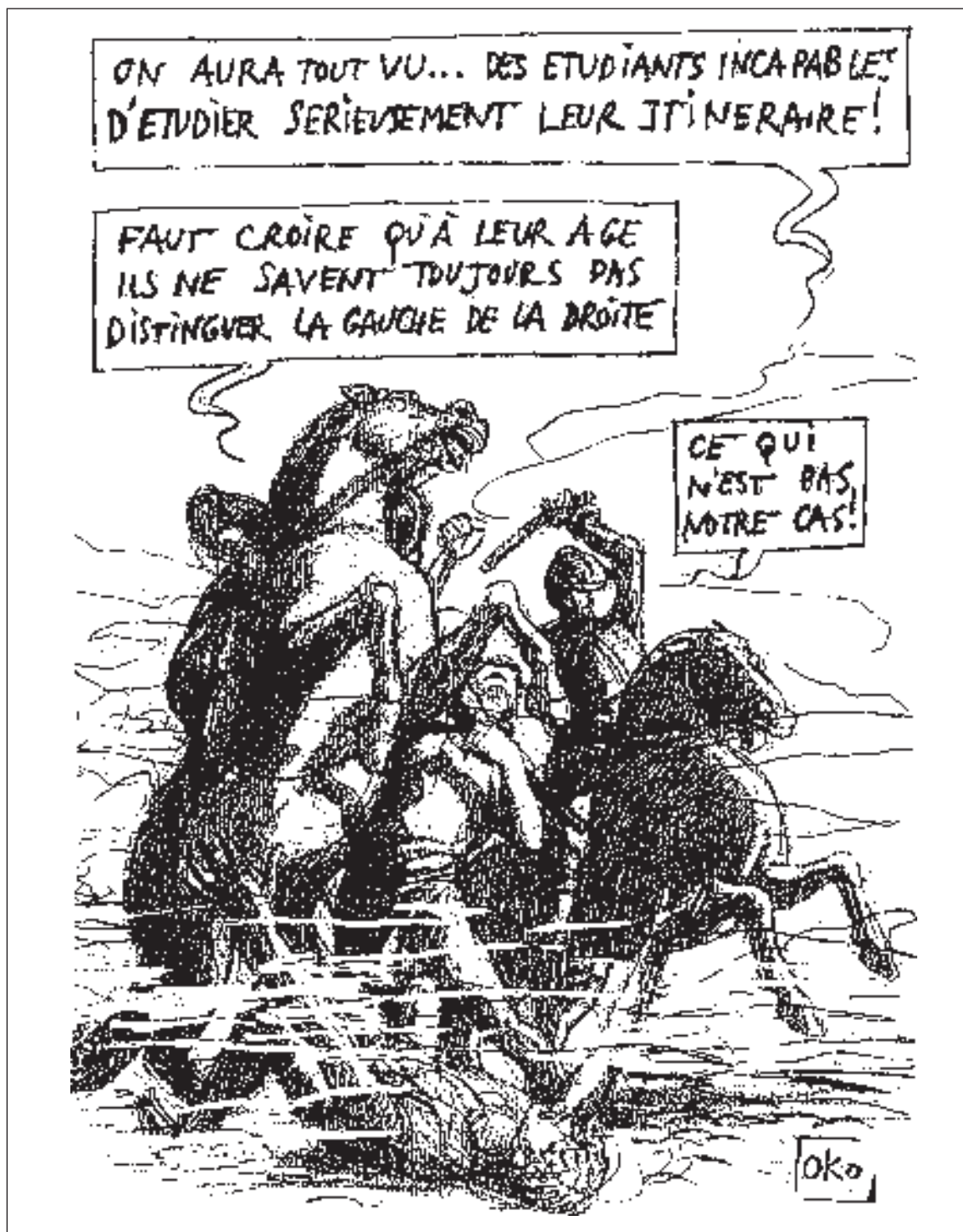
Le 18 novembre, Dehousse, bourgmestre PS de Liège, avait annoncé la couleur : « Je mets en garde les étudiants contre les risques de voir survenir tôt ou tard un accident grave. » (1) Dix jours après, Dehousse lâche la gendarmerie contre les étudiants. Puis, il déclare froidement : « Monsieur Bucella (président de la FEF à l'époque, ndlr) a voulu des incidents, il les a eus. » Si les étudiants ont à se plaindre de l'intervention de la gendarmerie, ils n'ont qu'à ne plus organiser de manifestations à l'avenir, conclut ce « socialiste ». (2) Ce faisant, il est sur la même longueur d'ondes que Michel Hahn, le patron des patrons wallons qui disait : « Je réclame une démocratie musclée, où l'on respecte les règles du jeu. » (3)

Ces temps-ci, Gino Russo et Jean-Denis Lejeune réclament la démission du ministre Vande Lanotte. Il a reconnu en tant que responsable de la gendarmerie que les chefs de la gendarmerie avaient saboté l'enquête sur les disparitions d'enfants. Mais les mêmes, d'accord avec Vande Lanotte, ont de la même manière envoyé aux oubliettes l'enquête sur l'intervention barbare du 28 novembre !

Encore une enquête qui finit aux oubliettes...

Vande Lanotte a déclaré au Sénat le 30 novembre, deux jours après la manifestation : « J'ai demandé à la gendarmerie de pouvoir examiner les images de cette manifestation. Si nécessaire, des sanctions pourront être prises. » (4) Deux mois après, deux gendarmes se plaignent dans une lettre à Vande Lanotte : « Nous avons été obligés de fabriquer une relation des faits qui donnait une image mensongère des scènes de combat. Nous devons dire que nous étions stressés et que c'est pour cela que nous avons utilisé la manière forte contre les manifestants. Si nous voulions bien coucher tout cela sur le papier, nous nous en tirerions avec un blâme écrit et l'affaire serait arrangée en interne. Les officiers nous dictaient nos mensonges. Les simples gendarmes devaient faire de fausses déclarations pour couvrir les officiers. » (5)

La discipline interne de la gendarmerie exige une loyauté aveugle



Dessin d'OkO, extrait d'une brochure des étudiants des Beaux Arts de Liège (copyright Manifeste de la Byrouth). Avec nos remerciements au Comité de la Trémie

des gendarmes vis-à-vis de leurs officiers. Mais devant les autorités judiciaires ou politiques, ils peuvent mentir. La seule « sanction disciplinaire » qui sera prononcée après le 28 novembre est celle contre les deux gendarmes qui ont refusé de collaborer à la falsification de l'enquête...

Le 28 novembre à Liège contre les étudiants, on a engagé au moins 300 gendarmes, 150 agents de police, 60 chevaux, 2 autopompes, 3 véhicules blindés, des dizaines de POSA et un hélicoptère de la gendarmerie. Pendant la manifestation de l'enseignement du 2 avril 1996 à Bruxelles, ce record a été amélioré : 700 gendarmes, 500 agents de police et 5 autopompes. Le « maintien de l'ordre » à cette manifestation a coûté deux millions ! (6) Un an après, ces chiffres choquent, surtout quand on les compare avec les moyens mis en œuvre dans l'enquête sur les disparitions d'enfants. Pour ces deux millions, on aurait pu utiliser pendant 50 jours le super-scanner de la police anglaise ! Mais 40.000 frs par jour, c'était trop cher pour protéger des enfants du peuple. Le 28 novembre 1995, Julie et Melissa étaient encore en vie mais sauver les enfants du peuple n'était

certainement pas dans les priorités des services de répression.

Qu'ont fait gendarmerie et Justice pour nos enfants, ces dernières années ?

Le 28 novembre, treize étudiants ont été poursuivis en justice, dont Jamal Bekkis contre qui un procès est toujours en cours pour agression violente de gendarmes, port d'armes et vandalisme à la manifestation. Il n'y a pas la moindre preuve contre Jamal, il a d'ailleurs été acquitté en première instance. Mais le ministère public est allé en appel. La justice a maintenant cité deux gendarmes comme témoins à charge contre Jamal pour pouvoir quand même le condamner. L'obstination de la justice à essayer de faire condamner des jeunes innocents forme un contraste pénible avec le laxisme avec lequel on s'attaque aux grands criminels des réseaux de prostitution infantine.

Nous exigeons :

1. Acquittement de Jamal et de tous les étudiants poursuivis ;
2. Démission de Dehousse et de

Vande Lanotte, politiquement responsables de l'intervention de la gendarmerie et du sabotage de l'enquête ;

3. Dissolution de la gendarmerie.

(1) Le Soir, 20.11.95. (2) La Wallonie, 29/11/1995. (3) L'Écho, 9.11.95. (4) Sénat de Belgique, compte-rendu analytique, 30/11/1995. (5) Het Volk, 19/1/1996 en 21/1/1996. (6) Le Soir, 3/4/1996.



Mercredi 28 novembre, à 14 heures, un an exactement après les faits, le comité de la Trémie a rappelé l'intervention bestiale de la gendarmerie contre des jeunes en lutte. Il dénonce les convocations récentes de plusieurs étudiants par la gendarmerie de Bruxelles. Il exige l'arrêt immédiat de ces enquêtes parallèles visant accuser des jeunes de rébellion et compléter les fichiers de la gendarmerie.

Expo photos

Le Creahm (Centre artistique pour handicapés) a présenté en sa salle d'exposition, boulevard d'Avroy, une expo de 35 photos montrant l'intervention de la gendarmerie contre la manifestation, ainsi que des caricatures. Cette expo, vous pouvez la présenter dans des écoles, entreprises, maisons de jeunes, etc. Location : 500 F. Info auprès du Comité de la Trémie : 04 / 264 73 33.

Revoilà l'unif d'hiver des jeunes

Venez inspecter les oubliettes de la gendarmerie

Vous voulez en savoir plus sur la répression menée par la gendarmerie ? Pourquoi la justice est au service des riches ? Et vous voulez agir contre l'Opération oubliette ? Alors, rendez-vous l'université d'hiver des jeunes.

Bruno Bauwens

Cette année, l'université d'hiver pour jeunes part de l'affaire Dutroux-Nihoul. La mort des enfants, le scandale des informations cachées et la manipulation de la Justice par la gendarmerie ont indigné le pays entier. Entre-temps, le gouvernement, la gendarmerie et la Justice procèdent à l'Opération oubliette.

Mattias et Inge sont déjà inscrits. Nous leur avons demandé pourquoi ils viennent à l'université d'hiver.

Mattias : «Je suis membre de Rebelle et j'étais aux premiers rangs dans les manifestations à Anvers. J'ai appris que tous les jeunes doivent s'armer de connaissances au sujet de la gendarmerie et de la justice. Beaucoup ont des questions à ce sujet parce qu'ils ne comprennent pas bien le rôle de la gendarmerie dans la société. A l'université d'hiver, nous discuterons toute une après-midi sur la gendarmerie, nous étudierons l'Histoire et les expériences de jeunes».

Inge : «Nous recevrons des informations sur le mouvement pour les enfants disparus qu'il est impossible de voir au JT ou de lire dans les journaux. J'ai malgré tout un

problème : j'ai difficile à rester sur ma chaise, je m'endors. Mais trois jours de formation, cela peut aller. Et puis, je compte bien m'amuser, revoir encore une fois tous mes amis».

Pendant l'univ, nous voulons démontrer que la gendarmerie est un pouvoir contre le peuple qui doit être démantelé. Nous regarderons des vidéos et écouterons des spécialistes, des victimes de la justice de classe et de l'exploitation d'enfants dans le tiers monde. Mais nous comptons aussi réagir concrètement contre l'Opération Oubliettes. Avec Rebelle, nous continuons le combat.

Il y a aussi du théâtre, pour changer le monde par l'art. Et du sport, comme moyen de s'engager.

Où, quand, quoi et... combien ?

Quand ? Du jeudi 26 décembre 11h au dimanche 28 décembre 13h.

Où ? Zennedal, chaussée d'Alsemberg 130 à Buizingen (près de Bruxelles).

Combien ? 1.200 F pour les membres de Rebelle, 1.500 F pour les non-membres.

Que faut-il apporter ? Sac de



Dessin de Jean-Claude Mornard, extrait d'une brochure des étudiants des Beaux Arts de Liège (copyright Manifeste de la Byrouth). Avec nos remerciements au Comité de la Trémie.

couchage, drap de lit, nécessaire de toilette, vêtements de sport, de quoi écrire, tous tes talents et ton matériel éventuel sur l'affaire des enfants disparus.

Quoi ?

Jeudi 26 décembre

- Présentation de tous les éléments de l'affaire (et il y en a beaucoup)
- Témoignages sur l'exploitation des enfants dans le tiers-monde (Rita Van Obbergen) et sur la prostitution d'enfants à Bruxelles.

Vendredi 27 décembre

- L'histoire de la gendarmerie, créée à la fin du siècle passé contre les grèves et les manifestations. Discussion avec des avocats et des spécialistes (pas de gendarmes, évidemment).

- La justice travaille autrement lorsqu'il s'agit du peuple : Julie et Mélissa, Loubna,...

- Témoignages de jeunes condamnés à cause de leur participation à des grèves et manifestations. Jamal nous parlera de son procès, un étudiant de Leuven de son interdiction de faire encore de la politique...

- Une soirée sur Abu Jamal, avec un atelier animé par le groupe de théâtre Stan.

Samedi 28 décembre

- La Justice sous le socialisme. Le peuple choisit ses juges.

- Rebelle et le PTB dans le mouvement démocratique actuel : récupération ?

- Boom de fin d'année (avec trois jours d'avance...)

Dimanche 29 décembre

- Evaluation.

- Nettoyer, manger et "the end".

Filmer le monde ouvrier

Une programmation exceptionnelle de l'INSAS à Bruxelles

Sous le titre "Peuple acteur", l'INSAS organise une manifestation exceptionnelle du 10 au 13 décembre. D'importants films inédits ou mutilés des années 30 et 40 ont été retrouvés et restaurés. On attend surtout "Le rendez-vous des quais" de Paul Carpita (1953), film sur la première guerre du Vietnam, film interdit et "disparu" pendant 35 ans... D'autres oeuvres remarquables évoqueront un grand tabou du 7ème art : le monde ouvrier. Ce sera pour les professionnels et pour tous ceux qui s'intéressent au cinéma une occasion de discuter les questions : Qui servir ? Qui filmer ?

Dans quel but ?

Séminaire organisé du 10 au 13 décembre 1996 par l'INSAS, le Centro Sperimentale du Cinematografia-Cineteca Nazionale de Rome et les Archives du Film du CNC dans le cadre du plan de restauration des films du Ministère de la Culture (France)

Mardi 10 décembre.

- 9 h 15 Les différentes approches de la notion peuple (Jean-Pierre Casimir) — 10 h 30 Les lieux du peuple (Patrick Leboutte) — Projection : «Nogent, Eldorado du dimanche» (Marcel Carné, 1929,

15') — 11 h 40 Le monde ouvrier dans le réalisme poétique français : 1936-1940 (Jacqueline Aubenas)

- 14 h Le cinéma du mouvement ouvrier français de 1936 à 1945 (Claude Thiebaut) — «Grèves d'occupation» (1936, 12'), «Le prix cycliste de L'Humanité» (1936, 13'), «A la conquête du bonheur» (1947, 43') — 16 h 30 Des peuples solidaires d'autres peuples (Jean-Pierre Casimir) — «D'autres sont seuls au monde» (1951-1952, 25') présenté par Claude Thiebaut — 19 h Présentation de l'oeuvre de Gian Vittorio Baldi (Patrick Leboutte) — «Fuoco» (Gian Vittorio Baldi, 1968,

90') présenté par le réalisateur.

Mercredi 11 :

- 9 h 15 Le cinéma du mouvement ouvrier français (Louissette Farniaux). 10 h 45 «Filles de la route» (Jacques Morin, 1959-1960, 35') 11 h 30, «Misère au Borinage» (Henri Storck, 1933, 34' présenté par Thierry Odeyn).
- 14 h Une traversée cinématographique du social. Avec Luc et Jean-Pierre Dardenne. 16 h 45, «Femmes machines» (Marie-Anne Theunissen, 1996, 52')

Jeudi 12.

- 9 h 15 Le néo-réalisme italien et la

condition populaire.

- 14 h «L'école de la rue-Dunkerke» : des jeunes de l'immigration filment leur monde

Vendredi 13.

- 9 h 15 Cultures ouvrières et culture de l'immigration (Anne Morelli) — «Klinkaart» (Paul Meyer, 1956, 22').
- 14 h Rencontre avec Paul Carpita — «Le rendez-vous des quais» (Paul Carpita, 1953-55, 75')

INSAS, 8 rue Thérésienne 1000 Bruxelles, tél. 02/511.92.86 - salle 35 mm. (Programme plus détaillé sur demande).

Rencontre jeunes "gendarmerie & répression"

En cette fin de XXème siècle, nous reculons à la situation prévalant à la fin du siècle passé : le droit de manifestation et le droit de grève des jeunes est complètement démantelé. Lors de chaque manifestation de jeunes, la gendarmerie intervient de manière singulièrement brutale et il s'en suit arrestations, procès, justice expéditive et, comme à Leuven, punitions politiques sévères. C'est

pourquoi, les "Juristes Progressistes" du MML organisent une rencontre sur le thème "Gendarmerie et répression".

Saviez-vous que...

- un dirigeant étudiant de Leuven doit s'abstenir de "toute manifestation politique et sociale" pen-

dant trois ans. Il a été condamné, avec cinq autres étudiants, suite à un sit-in pacifique sur l'E40 contre le numerus clausus.

- à Anvers, un an de prison est demandé contre un étudiant de 21 ans qui a jeté une boîte de coca vers le Palais de justice, lors des actions contre la justice de classe. Durant cette semaine de protestation, 300 jeunes ont été arrêtés, 7 ont comparu en référé devant le

tribunal.

- à Liège, un procès est toujours en cours contre Jamal. Il a été poursuivi pour "rébellion armée" après la grande manifestation de l'enseignement, le 28 mars. Ceci en l'absence de la moindre preuve.

- à Bruxelles, 10 jeunes sont convoqués à la gendarmerie. Ils auront un procès parce qu'à la manifestation des enseignants du

12 juin, deux policiers en civil ont été évacués de la manifestation.

- en France, le groupe rap NTM a été condamné à six mois de prison, dont trois mois effectifs, pour avoir déclaré que le racisme et le fascisme viennent aussi des hommes en uniforme.

"Gendarmerie et répression", mercredi 18 décembre, 14h à Bruxelles (l'endroit exact sera communiqué prochainement).

Les amis de Rinaldo : un inépuisable trésor

«Pour une fête, un camp ou donner un coup de main, il suffit de demander»

Rinaldo est ouvrier tuyauteur. Bientôt, à la fête de fin d'année du PTB de Charleroi, il viendra à nouveau avec sa famille, des amis et des voisins. L'année dernière, il est venu avec soixante personnes !

Thérèse Michels

Comment fais-tu pour inviter tant de personnes à une fête du PTB ?

Rinaldo. L'an dernier, un couple d'amis ne savait pas où aller pour le réveillon : c'est cher partout. Je leur ai parlé de la soirée du PTB. Comme communistes, nous organisons une fête non pour faire des super-bénéfices, mais pour permettre aux travailleurs et chômeurs de s'amuser ce jour-là. Ce couple a amené trente personnes. Et tout le groupe est revenu au bal populaire de Médecine pour le Peuple.

Il faut que je trouve des intermédiaires pour servir tous ces gens

Lors d'une "journée de fraternisation" avec les camarades du PTB de Gand, j'avais amené au match de foot des copains accompagnés de leurs femmes et enfants. Nous étions une douzaine. Ils sont restés la soirée, car il y avait une bonne ambiance. Mon frère aussi avait amené des amis. Au stand de *Solidaire*, ils ont souscrit un abonnement. Nous avons fini par discuter sur les pays de l'Est. Ils

veulent lire le livre sur Staline.

Tes collaborateurs, tu les trouves parmi tes amis et ta famille ?

Rinaldo. En partie. Mais j'ai aussi téléphoné à une série de personnes qui ont souscrit un abonnement à l'essai à *Solidaire* lors des actions contre Nihoul-Dutroux. Je leur ai expliqué que nous cherchons dans toutes les villes des gens qui veulent diffuser notre programme contre l'Opération Oubliettes. Sur sept coups de fil, cinq personnes ont voulu des toutes-boîtes.

Tout cela demande beaucoup de discussions ?

Rinaldo. Ça dépend. Lorsque je vais leur apporter les toutes-boîtes, certaines personnes acceptent sans beaucoup d'explications. Ils ont lu *Solidaire*, ça leur suffit. D'autres posent un tas de questions sur le PTB et sur les promesses de Dehaene. Une femme m'a dit qu'elle était une rebelle. Je lui ai proposé nos autocollants. Le lendemain, j'en ai vu partout ! Une autre m'a présenté ses voisins. Je leur ai laissé la cassette "Faites payer les riches".

Cela n'exige pas des explications compliquées. Je leur parle d'une société où tout le monde aurait du travail, une maison... J'ai aujourd'hui dix-huit collaborateurs autour de moi. Il faut que je trouve des inter-



Faire participer ses amis aux activités du PTB n'exige pas des explications compliquées (photo : réveillon du PTB à Charleroi).

médiaires pour servir tous ces gens.

Mais tout n'a pas toujours été si simple.

Rinaldo. Effectivement. Lorsque le PTB a été attaqué lors de la Marche blanche, plusieurs sympathisants se sont posé des ques-

tions : «Il y a une éthique à respecter, les parents ont demandé de ne pas distribuer des tracts.» Nous en avons discuté sérieusement dans le groupe. Une éthique neutre, au-dessus des classes n'existe pas. Soit c'est la récupération de Dehaene et consorts, soit nous parvenons à gagner les gens à notre programme.

Il y a eu d'autres problèmes aussi. Michel, qui suivait un cycle pour devenir membre du PTB, a voulu abandonner après avoir vu une émission sur Staline à la télé. «Je suis contre la violence, je ne serai jamais un révolutionnaire. Je ne peux pas rentrer dans votre parti. Je veux bien vous aider à distribuer, c'est tout.» D'abord je lui ai dit qu'il pouvait rester avec nous, même s'il n'était pas d'accord avec tout. Et je lui ai prêté le livre sur Staline, pour qu'on en discute ensemble.

Fête de réveillon, bal populaire, le camp à la mer... Quelle est la prochaine étape ?

Rinaldo. Saint Nicolas ! Le 5 décembre, il vient à *La Braise*, la maison de rencontre du PTB. Comme d'habitude, j'en parle à tout le monde. J'explique que ce sera une "maison du peuple", ouverte à tous. Lors des fêtes, plusieurs de nos amis ont donné des coups de main, sans même que je le leur demande. Pour *La Braise* aussi, ils peuvent comprendre que tout fonctionne par le travail de volontaires. S'ils viennent travailler, ce sera par sympathie pour le programme du PTB. Je pense à plusieurs collaborateurs qui viendront certainement.

Bienvenue à l'Université marxiste d'hiver

Le PTB vous invite pendant une semaine à Noël ou au Nouvel An

De Maegd Frans

L'Université marxiste d'hiver se déroulera en deux parties cette année. Du jeudi 26 au dimanche 29 décembre, le PTB vous propose "Un autre regard sur Staline". Du jeudi 2 au dimanche 5 janvier

1997, vous pourrez apprendre pourquoi "Le Parti communiste" est nécessaire.

Chaque soir, vous recevrez une introduction sur le texte que vous étudierez le lendemain matin et qui sera discuté en groupe l'après-midi. Le séminaire se déroule en

internat, dans une maison de vacances avec installations sportives et possibilités de promenade dans les environs.

Prix : 2.600 F par semaine, 5.000 F pour les deux semaines (pension complète).

Pourquoi étudier Staline ?

Staline est le symbole de la lutte inflexible pour le socialisme. Son oeuvre acquiert aujourd'hui une nouvelle actualité, alors que la crise du capitalisme place plus que jamais le socialisme à l'ordre du jour. La concurrence exacerbée entre les trois grandes puissances impérialistes peut conduire à un conflit armé.

• Jeudi 26 décembre
- 11h-12h30 : Inscription
- 13h30-16h30 : Conférence sur la stratégie de l'impérialisme envers les pays socialistes.

- 17h-19h : Introduction sur l'URSS ; "Pourquoi étudier Staline aujourd'hui ?"

• Vendredi 27 décembre

- 13h30-16h30 : Discussion sur "La construction du socialisme dans un seul pays"

- 17h-19h : Introduction à "La lutte dans le parti à l'époque de Staline".

• Samedi 28 décembre

- 13h30-16h30 : Discussion sur "La collectivisation de l'agriculture"

- 17h-19h : Introduction à "La lutte contre le bureaucratisme".

• Dimanche 29 décembre

- 13h30-16h30 : Discussion sur le thème "la Grande Purge"

- 16h30-17h : fin et évaluation

Pourquoi un Parti communiste ?

Pourquoi un Parti communiste est-il nécessaire ? Sur base de quels

principes doit-il être construit ? Ces questions seront traitées à partir de l'expérience du PTB.

• Jeudi 2 janvier

- 11h-12h30 : Inscription

- 13h30-16h30 : Introduction à l'Histoire du Parti communiste d'Union soviétique

- 17h-19h : Vidéo *Octobre* de Eisenstein.

• Vendredi 3 janvier

- 13h30-16h30 : Discussion sur les leçons de l'histoire du Parti communiste d'Union soviétique

- 17h-19h : Introduction sur la conception du parti dans le PTB

• Samedi 4 janvier

- 13h30-16h30 : Discussion de groupe sur "les principes du léninisme"

- 17h-19h : Introduction au "centralisme démocratique".

• Dimanche 5 janvier

13h -16h30 : Discussion sur le centralisme démocratique et la discipline.

16h30 -17h : Evaluation et fin.

Bon

A renvoyer au PTB, Boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, Tél. 02/513 77 60.

Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal :

Commune :

Pays :

Tél. :

Travail/Ecole :

Date naissance :

- Veut plus de renseignements
 S'inscrit pour l'Université d'hiver 1996-1997
 Partie I, du 26 au 29 décembre 1996
 Partie II, du 2 au 5 janvier 1997

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Chanson uruguayenne

Comme ma terre est lointaine
Et pourtant, comme elle est proche
Où existe-t-il un territoire
Où le sang se mêle ?

Une telle distance, un tel chemin
Des drapeaux tellement différents
Et la pauvreté est la même
Les mêmes hommes attendent et espèrent

Je voudrais briser ma carte
Prendre celle de tous
Métis, noirs et blancs
En faire le tracé coude à coude

Les fleuves sont comme les veines
D'un corps entier étendu
Et la couleur de la terre
C'est le sang de ceux qui sont tombés

Nous ne sommes pas des étrangers
Les étrangers ce sont les autres
Ce sont ceux-là les négriers
Et nous autres les esclaves

Je veux briser la vie
Comme je voudrais la changer
Aide-moi, camarade
Aide-moi, n'attends pas
Car si une goutte est peu de chose
Avec d'autres, elle devient une averse

Manifestation "Kim et Ken"

Comme toujours, le PTB a été présenté comme le rebelle, le parti qui n'est pas serein et qui a voulu à nouveau ajouter "un aspect politique". Une manifestation, c'est une marche par laquelle

le on exprime son mécontentement envers une certaine situation. S'il faut un "caractère serein" cela me fait penser plutôt à une procession (religieuse). Ghandi a toujours avait été serein, pourtant on l'a assassiné. Évidemment le PTB est un parti anticapitaliste, ce qui ne suscite pas la sympathie du capitalisme. Comme les médias sont dans les mains des riches, le PTB est constamment attaqué et calomnié. Ce n'est pas nouveau. Il fut un temps où on présentait les communistes avec un couteau entre les dents et mangeant des petits enfants. Finalement l'histoire nous révèle que ce sont les capitalistes qui mangent des petits enfants. Le crime impardonnable du PTB est de vendre son journal Solidaire à une manif et de dénoncer les méfaits des autorités belges. Entre-temps, des politiciens à la Decroo s'entretenant dans l'espoir que le gouvernement tombe.

**Jenny N., membre du Comité
Kim en Ken, Anvers**

Plus de rouge...

J'ai 65 ans et suis indigné par les monstruosité commises sur des enfants. Le commerce sexuel est déjà, à lui seul, abominable, mais ce qui est arrivé à Julie, Méliissa, An et Eefje dépasse tout entendement. Le commerce des enfants n'est possible, à grande échelle, que dans un système économique où seul le profit est pris en compte. Qui, mis à part les parents, se soucie du bien-être des enfants ? Que l'on pense à toutes les restrictions que doivent faire les parents pour donner à leurs gosses une Saint-Nicolas, un Noël et un Nouvel An. S'ils ont du travail... Pour la marche silencieuse du 20 octobre, les organisateurs ont imprimé des affichettes titrant en caractères gras : "une marche au nom des droits de l'enfant". Mais alors pourquoi passer sous silence tous les enfants du monde, tous les gosses qui souffrent et meurent de malnutrition ou faute de soins de santé ?

Qui ! Elle était belle cette Marche blanche. Mais personnellement, pour ces petites martyres d'un monde assoiffé de profits, j'aurais aimé la voir — même silencieuse — avec du rouge, beaucoup de rouge, car cette couleur est celle des martyrs tombés pour un monde sans Nihoul et sans Dutroux. Les Nihoul-Dutroux-Hitler sont les fruits pourris qui poussent à l'ombre du capitalisme, du fascisme et du racisme.

**Roger Mahieu
Bruxelles**

Qui récupère ?

La classe des riches a "manipulé" les parents de Julie et Méliissa pour obtenir un procès contre le PTB. Mais ce n'est pas le PTB qui fait de la récupération politique. *Solidaire* l'a largement expliqué... Le PTB exigeait le démantèlement de la gendarmerie, dès le tout début des manifestations. Le PTB avait des points de vue justes sur la situation.

Aujourd'hui, les parents se sont repris. Ils réclament la démission du patron des gendarmes, le ministre Vande Lanotte. Parents des enfants victimes de Nihoul-Dutroux, le PTB est à vos côtés. Il vous soutient. Ne lui en voulez pas parce que les autres (la gendarmerie, les dirigeants des partis traditionnels) le calomnient. Courage, nous vaincrons.

**H. K.
Bruxelles**

Ecole sponsorisée

Le journal publicitaire régional de Heist-op-den-Berg a publié récemment ce petit article vantant les mérites des entreprises privées qui ont financé un local informatique dans l'école du Sacré-Coeur. Présage de l'école sponsorisée contre laquelle *Solidaire* a déjà mis en garde à plusieurs reprises. L'école sera-t-elle bientôt contrôlée par le privé ? «L'école du Sacré-Coeur de la

Biekorfstraat a inauguré un local d'informatique flambant neuf. Grande particularité de l'événement : la nouvelle classe est entièrement sponsorisée par une trentaine de firmes de la région et par le comité des parents. Ils avaient décidé d'intervenir parce que l'école avait un besoin urgent de ce nouvel équipement (les anciens modèles étant complètement dépassés), mais le budget de l'école ne permettait pas une telle dépense. L'investissement — quatorze ordinateurs, une imprimante laser et des fiches de réseau — s'élève à 650.000 francs entièrement financés par les entreprises participantes. Celles-ci ont été invitées à l'inauguration officielle du local. A cette occasion, les chefs d'entreprises ont pu "embrancher" leurs "filleuls électroniques". Sur les cartes de naissance des PC figurent les noms de firmes telles que Invatral, Kovera, De Meutter, Van Houtven, Veralu, Vets-Van den Broeck...»

**Bert De Rijck
Heist-op-den-Berg**

410 francs par jour

Jan et Lieve habitent ensemble depuis un an. Invalide, il touche une prime d'invalidité. Elle ne touche plus rien depuis qu'ils cohabitent. Jusqu'au mois dernier, leur revenu mensuel s'élevait à 37.584 francs, mais les trois prochains mois ils devront se contenter de 25.000 francs. «Je ne vois pas comment nous pourrions nouer les bouts», me dit Jan. «8.500 francs de loyer, environ 5.000 francs pour l'électricité, les frais de chauffage, l'eau, la télévision. Au total, ça fait 13.500 francs par mois. Il ne nous reste donc que 12.500 francs pour manger et vivre à deux, soit 410 francs par jour. Sans compter les dépenses supplémentaires, comme la taxe pour les immondices, qui s'élève à 2.300 francs. Ou une prime d'assurance. Et il ne faut surtout pas tomber malade. Lieve a été opérée à plusieurs reprises à la jambe. Elle marche difficilement

et doit se déplacer en voiture. Si cette misère continue, nous ne pourrions plus quitter la maison. Ce mois-ci, j'ai payé une facture de 2.481 francs de frais hospitaliers. Nous avons demandé d'effectuer le paiement en tranches de 500 francs.» Vivre seul n'est pas toujours gai, mais cohabiter c'est une véritable saignée ou plutôt une punition. Merci, Dehaene, Vande Lanotte, Tobback & Co. L'année passée, Lieve touchait une allocation de 20.105 francs. Elle dépensait plus de la moitié de son revenu pour son loyer. Une situation intenable. Elle a finalement décidé de cohabiter avec Jan. Celui-ci touchait à ce moment une indemnité de 27.675 francs. Celle-ci a été augmentée jusqu'à 37.584 francs, mais Lieve a perdu son allocation ! Vivre avec 25.000 francs par mois est presque inhumain. Et cela ne s'améliorera pas, si nous ne nous décidons pas à résister. "Faites payer la crise aux riches" et "Médecine gratuite" ne sont pas des slogans creux. C'est une nécessité, une question de survie. Jan a décidé d'adhérer au Parti du Travail. Il veut apporter sa contribution dans la lutte contre toutes ces injustices, dans notre pays et dans le tiers monde.

**Anton
Zelzate**

Pierre Mulele

"Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba" a été écrit par Ludo Martens il y a plus de dix ans mais reste d'actualité. C'est un ouvrage que je conseille à tous les démocrates congolais, désireux de connaître, d'apprendre et d'avancer sur le chemin de la liberté et de la vraie indépendance. Il présente une alternative aux forces progressistes dans la situation catastrophique que connaît la région du Kivu aujourd'hui. Si Mulele avait été là aujourd'hui, qu'aurait-il fait ? Le livre de Ludo Martens apporte la réponse.

**Hervé K.
Bruxelles**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondemaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49. • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - E-Mail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Herwig Lerouge

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Quatre familles de réfugiés condamnées à la mendicité

Pas de papiers ? Pas de travail ! Pas de travail ? Pas de papiers...

Quatre familles de réfugiés kurdes de Charleroi privées de toute aide sociale. Le Comité de Vigilance des demandeurs d'asile de la région, dont font partie le PTB et Frontières Ouvertes, organisait une conférence de presse à leur sujet.

Myriam De Ly

En entrant dans la salle, Ilyas Colak, un homme que je connais depuis sept ans, père de trois enfants, me montre discrètement un papier. Il a reçu un ordre de quitter le pays, lui aussi. Toutes les familles exclues de l'aide du CPAS sont présentes. Ces gens veulent qu'on cite leurs noms. Ils veulent dévoiler leur visage devant la caméra. Ils en ont assez de cette clandestinité. Bedrije Cetin, 18

ans : «Pourquoi devrions-nous nous cacher ? Je suis arrivée en Belgique à l'âge de 11 ans, je me sens Belge. J'ai des amis ici, je parle français, je fais ma dernière année à l'école. Si j'avais une carte d'identité, je pourrais travailler par la suite. Mes parents kurdes viennent de Turquie. Mon père risque sa vie s'il rentre. Nous n'avons plus rien à perdre ! Je ne veux pas retourner là-bas. » Tout comme les familles Olmezer et Ozer, les Cetin n'ont plus rien, plus



Bedrije Cetin, 18 ans : «Je suis arrivée en Belgique à l'âge de 11 ans. J'ai des amis ici, je parle français. Je ne veux pas retourner en Turquie. »

d'argent pour manger, ni pour se vêtir. «Ce sont nos voisins qui nous donnent du pain, regardez, ils ont

même apporté des chaussures pour moi et mes deux frères.»

Les trois avocats des familles sont présents. «Le refus d'aide du CPAS, rendu légal maintenant par la loi Vande Lanotte, fait partie d'une politique de dissuasion de plus en plus grave et agressive, explique Jan Fermon. A tous les niveaux, des modifications légales rendent la vie des réfugiés impossible. Les demandes de régularisation traînent des années. Entre-temps les réfugiés sont condamnés à la mendicité. Cela ressemble à ce qui se passait au Moyen Age où, pour obliger les villes à se rendre, on les isolait du monde, on les affamait. Nous connaissons des dizaines de familles, privées de tout. Il faut dénoncer ces mesures et toute la logique qui les sous-tend. Certains disent : Il y a du désordre dans les administrations qui règlent la situation des réfugiés. Il n'y a pas

de désordre ! En fait, il y règne un ordre parfait : tout est conçu pour pouvoir dire non.»

«On envoie un Kurde, domicilié à Gand, à Jemeppe-sur-Sambre pour toucher ses allocations, poursuit Norbert Van Overloop. On veut éliminer les gens par la procédure. Vande Lanotte veut déporter 15.000 personnes en 1998. Il faut se battre pour la suppression de cette loi, s'inspirer du mouvement des sans-papiers à Paris.»

Pour Jan Fermon, «il faut changer l'optique de base : la fermeture des frontières. L'Europe va-t-elle continuer à s'enfermer dans une forteresse et à s'isoler du monde et de l'histoire ? Il y a toujours eu des migrations. Fermer les frontières, c'est irréaliste et anti-historique.»

Interdiction de travailler

Ozer et Cetin ont dû refuser des offres d'emploi. Ils n'ont pas le droit de travailler, parce qu'ils sont en situation irrégulière. Pasquale Colicchio, porte-parole du Comité et responsable FGTB dénonce : «On pousse les gens vers le travail en noir dans des ateliers clandestins ou vers des réseaux de prostitution. On les plonge dans des situations du 19e siècle.» Il n'y a pas un mois, un réfugié de Charleroi a été expulsé parce qu'il «n'avait pas acquis une autonomie financière». Vande Lanotte ne recule devant aucune bassesse. Sa loi doit être retirée pour que les réfugiés puissent jouir de droits sociaux élémentaires.

Convoquée à 22 h 45 par la police

Samedi après-midi, Volcan, un des fils de Seucan Olmezer me téléphone : «Myriam, tu viens ? Deux hommes sont passés à la maison et ont laissé un papier.» A Châtelet, dans le quartier pauvre près de la gare, Seucan et ses enfants m'attendent avec beaucoup d'inquiétude. La maman doit se présenter ce lundi à la police, à 22h45. Voilà six ans qu'elle attend une régularisation de sa situation et neuf mois que le CPAS ne lui donne plus un franc. Comment, quel-

ques jours seulement après l'expulsion de Ciprian Vajeu, le médecin roumain de Bertrix, ne pas craindre le même scénario ? Je contacte les membres du Comité de Vigilance de Charleroi. Pourquoi faire sortir une mère si tard, alors qu'elle doit s'occuper d'un bébé de onze mois et d'une fillette de cinq ans ? N'a-t-on plus aucun respect pour la vie d'un réfugié ? Nous contactons un avocat. Il est formel : il faut faire très attention. Lui-même a dû intervenir trois fois cette semaine pour éviter l'ar-

restation de réfugiés.

La loi Vande Lanotte ne respecte plus aucun droit, lorsqu'il s'agit d'un réfugié. Le ministère de l'Intérieur, la gendarmerie et la Justice traquent des familles de réfugiés alors même que toute une population se lève pour la démocratie et la justice. La solidarité de la population belge s'impose. Ce lundi à Châtelet, c'est le Comité de Vigilance et non Seucan, qui se rendra à la police. (MDL)

Invitez un réfugié à Noël

Ouvrez vos frontières, refusez la terreur de Vande Lanotte

Lies Horrie

Après cinq d'incertitude, la famille Birdane de Gand a enfin reçu l'autorisation de rester. *Frontières Ouvertes* mène des actions depuis avril en faveur de cette famille turque de cinq enfants. Depuis 1987, *Frontières Ouvertes* organise aussi chaque année une action de Noël. L'idée est simple : vous invitez un réfugié à passer les jours de Noël dans votre famille. Pour un réfugié, c'est un grand soulagement. Un moment où il peut oublier la peur d'être arrêté par la police parce que ses papiers ne sont pas en règle. Un moment où il peut oublier l'angoisse d'être expulsé vers la misère, la terreur et la guerre dans son pays. Un moment où il échappera à son souci de survivre avec son allocation du CPAS ou même

sans aucun revenu.

Les personnes qui se sont réfugiées dans notre pays après un voyage pénible, fuyant la répression et la faim, sont traitées comme des criminels par Vande Lanotte. Il les pourchasse, les enferme et les déporte au plus vite dans leur pays d'origine. Nous ne pouvons tolérer cette situation. Les réfugiés ont besoin de notre solidarité.

«On reçoit tellement d'images des réfugiés à la télé que parfois, on n'est même plus touché. Mais une fois qu'on est confronté à leurs récits, on voit les choses sous un tout autre angle», explique Frans, qui a accueilli un réfugié l'an dernier. «Le déclic s'est produit tout de suite entre eux et mes enfants, raconte Josiane. Quand j'ai appris quelle misère ces gens devaient affronter, j'étais heureuse de pouvoir faire quelque chose pour eux, même si c'était peu.»

Comme les années précédentes, nous organisons une action de Noël avec l'aide de centres d'accueils et de groupes de travail de réfugiés. Si vous souhaitez accueillir un réfugié, contactez *Frontières Ouvertes* au moyen du bon ci-contre. La seule chose que nous vous demandons est de venir accueillir le réfugié à une adresse convenue, de l'y reconduire et évidemment de lui offrir un accueil chaleureux.

Si vous ne pouvez pas accueillir personnellement un réfugié, vous pouvez soutenir l'action. *Frontières Ouvertes* ne travaille qu'avec des bénévoles. L'organisation d'actions, les publications, l'administration, le téléphone... coûtent cher. Achetez une bougie (100 F) ou versez une contribution au compte n° 001-1770552-87 de l'asbl *Frontières Ouvertes*, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles.

Bon de Noël

A renvoyer avant le 15 décembre à l'asbl *Frontières Ouvertes*, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (Tél. 02/245.84.11, le mercredi matin)

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Commune : _____
 Téléphone : _____
 Téléphone travail : _____ Fax : _____

Je veux accueillir un (des) réfugié(s) à Noël du/12/96 àheures jusqu'au/12/96 à heures.

Nombre de personnes : (maximum)

Je parle le français, le néerlandais, l'anglais, autre langue :

Je souhaite plus de renseignements sur *Frontières Ouvertes*
 Je veux diffuser des dépliants
 Je souhaite écrire un article pour un journal local
 Je veux acheter une bougie, vendre des bougies
 Je veux soutenir l'action et je verse Fau compte n° 001-1770552-87 de *Frontières Ouvertes*, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles.